

PIERRE DUMONCEL



LA MARCHÉ DU SIÈCLE

ROMAN

ARTIM
éditions France

La marche du siècle est une histoire étonnante.

C'est l'histoire vraie du néolibéralisme. Mais c'est aussi un roman, avec des personnages et des anecdotes, qui permet à tous ceux qui n'ont aucune notion d'économie politique de comprendre pourquoi on en est arrivés là.

Pourquoi l'inquiétante crise que nous connaissons depuis l'été 2007 n'est pas due à un effet du hasard, pourquoi elle n'est que l'écho de débâcles régulières depuis plus de vingt ans et comment la démesure de deux hauts responsables politiques dans les années 1980 a ouvert la boîte de pandore à un véritable complot contre l'humanité.

La marche du siècle est la face cachée de l'histoire économique du monde de ces dernières années. A mi chemin entre le roman et l'essai, c'est un récit dont tous les faits sont authentiques ; seuls les dialogues ont été imaginés, inspirés des théories des protagonistes et de la mise en œuvre de leurs politiques.

Pierre Dumoncel n'est ni un économiste ni un homme politique. C'est un citoyen inquiet pour l'avenir du monde qui se demande si l'on peut encore échapper à l'idéologie ambiante et à l'incontournable cupidité qu'elle véhicule.



9 791090 218000

LA MARCHE DU SIECLE

DU MÊME AUTEUR :

TRANCHE DE VIE, Edilivre, 2010

PIERRE DUMONCEL

LA MARCHÉ DU SIÈCLE

roman



Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays

©Artim Editions France, 2011
12, route de Grosville 50260 Rauville-La-Bigot
www.martin-malermme.fr

AVERTISSEMENT

La marche du siècle met principalement en cause deux hauts responsables politiques des années 1980 : Margaret THATCHER et Ronald REAGAN. Tous les faits rapportés les concernant sont rigoureusement exacts, seuls leurs dialogues ont été imaginés et viennent, au même titre que les personnages fictifs, alimenter la part romanesque de l'ouvrage.

L'auteur.

Septembre 2001 : les Twins towers s'écroulent ! ;
Septembre 2008 : Lehmann brothers s'effondre !

L'Amérique est-elle maudite ?

Les mains moites et les cheveux collés à la tempe, Mike Greed s'accrochait au rebord du bureau.

Bouche bée, tentant vainement d'aspirer un peu d'air arraché à l'atmosphère irrespirable de l'espace du 82^e étage de cette immensité bleutée verticale, il n'entendait pas les jurons ni les cris incroyables qui fusaient de toutes parts. Son regard vide était fixe, et son attitude d'une raideur figée. Un homme déterminé, à la stature imposante et à l'énergie contenue, lui tendit une bouteille d'eau qu'il ne put voir. Dépité et complaisant, il ramena la bouteille à lui, la porta à sa bouche, et la vida d'une traite, fasciné par cet impressionnant désespoir.

Une jeune femme sanglota et marcha à reculons comme si ses pas pouvaient la détacher d'un danger que ses yeux asservissaient. Elle trébucha lourdement sur le chariot que le coursier venait d'abandonner négligemment dans l'allée qui bordait la table de travail de Mike, et entraîna dans sa chute des dossiers pour

lesquels, un quart d'heure plus tôt, il n'aurait pu contenir une détestable colère.

Des hommes et des femmes, à l'allure pressée, traversaient continuellement le bureau et questionnaient ceux qui avaient encore la lucidité de ne pas donner prise à l'imprévisible panique qui se déployait insidieusement. Certains, même, couraient, comme si le malheur allait passer plus vite.

Mike n'avait même pas peur. Son corps immobile, taillé dans la masse d'un interstice intemporel, avait quitté le monde des réalités. Seul survivant : son regard fasciné, qui ne quittait pas l'énorme écran affichant en caractères gras : 10 365.

10 365 points, c'est la nouvelle valeur du Dow Jones, qui, en une seule séance, a perdu 777 points, suite au rejet du plan de relance Bush, quelques jours seulement après l'effondrement dramatique de la plus symbolique des banques américaines.

On est le 29 septembre 2008, Mike Greed, après avoir gagné des fortunes colossales, est totalement ruiné et le monde entier découvre l'impensable : la finance internationale fonctionne comme les économies parallèles !

Sa came, à elle, c'est le fric ; et l'argent roi n'a aucun état d'âme pour atteindre son unique objectif, le profit à tout prix ! Le système est peut être en cours d'effondrement, alors les masquent tombent : les marchés financiers s'organisent en toute légalité ! Tels les circuits du grand banditisme international, ils disposent de paradis fiscaux, de sociétés écrans, de fonds spéculatifs, de prête-noms et de caïds de la finance qui s'en mettent

plein les fouilles au vu et à la barbe d'un peuple médusé qui va comprendre, mais un peu tard, le sens d'une nouvelle fable dont la morale est la suivante : On privatise les profits et, si besoin est, les pertes on nationalisera...

A Wichita, dans le Kansas, John Casualty vient de rendre les clefs de sa maison. Sa femme, qui n'a pas sa force de caractère, pleure à chaudes larmes et leurs trois enfants, dont l'innocence préserve des cupides manipulations, jouent pour la dernière fois sur la balançoire en poussant des cris qui sont encore ceux du bonheur.

Mark, un ami du couple, qui est venu les assister dans ce moment particulièrement difficile, paraît plus déboussolé que John. Jamais il n'a cherché à devenir propriétaire et il semble s'excuser que les circonstances des derniers événements l'aient scandaleusement propulsé dans une relative prospérité.

« Quand je pense que la banque m'a prêté 110% de la somme nécessaire à l'achat de la maison !, explique John. Ça m'a permis de rembourser deux ou trois petits crédits et de vivre mieux durant les deux premières années, où le taux de remboursement était très faible...

- Mais ils savaient bien que tu n'avais pas le revenu nécessaire à un tel emprunt puisque tu ne gagnes que 900 dollars par mois, et encore seulement les mois où tu trouves du boulot !

- Penses tu, ils s'en foutent ! Je leur ai dit honnêtement ce que je gagnais, en omettant toutefois de leur dire que je n'étais qu'en CDD, mais ce sont eux mêmes qui m'ont dit de ne pas m'en faire car l'immobilier étant en plein boom, ma maison allait prendre de la valeur – ils tablaient sur 15% l'an – et donc couvrirait largement mon crédit en cas de difficultés de remboursements !

- Ah, d'accord, tu n'étais pas solvable mais la banque s'en foutait car elle tablait sur la hausse du marché immobilier, donc sur la vente de ta maison réévaluée pour se rembourser...

- Exactement. En plus avec ce système pervers, ils alimentaient eux-mêmes la hausse du marché immobilier, ces enfoirés ! C'est pas beau ça ? Ils ont cru qu'ils venaient d'inventer le mouvement perpétuel... jusqu'à ce que le marché se casse la gueule. Et, tu vois, j' me demande sincèrement aujourd'hui si ce qui me fait le plus chier, c'est la perte de ma maison ou bien que ces charognes, une fois de plus, vont s'en tirer...

- Mais, avec la logique que tu viens de m'expliquer, ils ne peuvent pas rentrer dans leurs fonds à partir du moment où le marché s'effondre...

- C'est là où je me rends compte que l'homme a différentes façons d'utiliser l'intelligence... Figure toi que leurs paquets cadeaux, dont ils ont profité grasement, ils les ont refile à d'autres pigeons ! Ouais, mon pote, non seulement c'était *bingo* en vitesse de croisière, mais pour être bien sûr qu'il n'y aurait que des avantages, ils n'ont pas gardé ces prêts pourris dans leurs bilans ; ils les ont *titrisé*, comme ils disent dans leur langue de vipère, c'est à dire qu'ils les ont rassemblés par

paquets et les ont noyés dans un nouveau packaging qu'ils ont revendu à un autre investisseur qui, lui-même, en aura fait tout autant avec d'autres grands naïfs alléchés par la spirale du marché spéculatif !... Un autre mouvement perpétuel, quoi : celui du gars qui se regarde dans la glace qui lui réfléchit son image avec le miroir opposé...

- Ça va, j'ai compris. Et du coup le marché de l'immobilier tourne à l'envers du fait des innombrables saisies de maisons qui se retrouvent subitement à la vente...

- C'est bien pour ça, qu'en plus, je risque de ne pas en retirer grand chose... »

John a raison. Il n'en retirera pas grand chose. Comme des centaines de milliers d'Américains, il va tout perdre : sa maison, son travail et sa femme.

Quand le système commence à s'effondrer, à l'été 2007, les banques se soupçonnent les unes les autres d'être chargées de ces prêts destructeurs, nommés *Subprime*, qui, comme le cheval de Troie, attaquent le système de l'intérieur. Elles refusent de se prêter entre elles le moindre centime et provoquent ainsi une famine monétaire qui menace de bloquer l'économie mondiale tout entière, comme en 1929.

Mais cette fois, on n'a pas vu de banquiers se jeter par les fenêtres !

Elles ont eu beau jouer l'argent des épargnants comme on le fait sur sa console de jeux et réaliser des profits dépassant l'entendement, les Etats sont venus au secours des banques en leur ouvrant les vannes du crédit

public alors que nombre d'entre elles étaient au bord de la faillite.

Sous couvert de défense du consommateur, les spéculateurs ont gagné le beurre et l'argent du beurre, la morale a été totalement bafouée, et de nouveaux professionnels de la finance sont apparus, faisant fi de l'unique « valeur » qui constituait l'éthique des métiers d'argent : le risque. Aujourd'hui, un banquier peut gagner des sommes colossales sans prendre le moindre risque, mieux : en s'en déchargeant sur les autres !

L'affaire des *Subprime*, dans laquelle la banque a prêté à des insolvable parce qu'elle s'est déchargée de la relation longue entre prêteur et emprunteur, n'est qu'un exemple de cette recherche du gain maximal, qu'illustre une technique financière sidérante, les LBO (Leveraged buy-out). Elle consiste, avec très peu de mise de fonds, à acheter par emprunt des entreprises que l'on vide de leur sang avant de les revendre avec un bénéfice maximal. Tous les moyens sont bons, naturellement, qu'il s'agisse de licenciements, de délocalisation, d'interruption des investissements ou d'utilisation de la sous-traitance.

Malhonnêteté, cupidité, cynisme ? Lequel de ces adjectifs convient le mieux à des méthodes en pleine évolution, qui avaient utilisé quelques mois plus tôt les famines comme efficaces activateurs de rendement, en spéculant abondamment sur les matières premières alimentaires ?

Et que dire de ces nouveaux financiers – souvent pantouflards de la haute fonction publique en France – qui brassent des sommes pharaoniques sans en voir, ou sans vouloir en voir, les effets réels sur les entreprises, les salariés ou les consommateurs, et qui ne sont pas sans

évoquer ces addictes du tapis vert dans les paradis du jeu ?

Plus aucune valeur ne résiste à cette aliénation mentale qui ruine le travail des entrepreneurs au profit des spéculateurs et détruit la notion même de hiérarchie sociale par les sommes folles qu'elle fait gagner à quelques uns. Quelle ineptie et quel camouflet pour l'histoire que d'en être à réhabiliter les fortunes inconsidérées des entrepreneurs qui ont bénéficié de leur génie créateur face à ceux qui aujourd'hui font les couvertures des magazines people pour leur seule « compétence » à savoir spéculer.

Au top du hit, le spéculateur mexicain Carlos Slim gagne plus que Bill Gates...

Cette nouvelle hiérarchie qui a contaminé le monde de l'entreprise s'égare complètement sous la joute de ses patrons au service de la nouvelle finance. Il faut dire qu'elle sait les récompenser avec des revenus démentiels sans aucun risque, même quand ils ne répondent pas aux objectifs qui leur ont été fixés. 2007, qui restera comme l'année de la vie chère et de la tempête financière, a vu les revenus des patrons bondir de 40% et ceux des stars du CAC 40 (1) de 58% !

C'est à dire que leur gain moyen annuel a atteint quatre millions d'euros, soit la bagatelle de 330 Smic !... Parmi eux, le patron de Carrefour, qui a échoué, et dont les caissières firent grève pour obtenir un euro de plus sur leurs bons de repas...

(1) Indice boursier représentant la cotation assistée en continu des cours de quarante valeurs françaises à règlement mensuel.

La finance a cessé d'être un levier au service de l'économie et le degré de sophistication des produits financiers est devenu tel qu'ils ont fini par échapper au contrôle de ceux qui les ont inventés. Les investisseurs ne savent plus comment et dans quels systèmes ils ont investi leur argent.

Plus grave, les banques elles mêmes sont incapables de s'y retrouver. Leur mensonge, ou leur incompetence, a plongé des centaines de milliers de petits épargnants français, qui n'avaient rien à voir avec les *subprime* et qui ne savaient même pas ce que ça voulait dire, dans une crise profonde dans laquelle ils ont perdu les gains d'une épargne durement acquise au fil des années et qui devront s'estimer heureux si on ne leur demande pas de participer au sauvetage de certains de ces établissements financiers qui continuent leur arrogante distribution de gratifications indécentes.

Le sentiment qu'il n'y a plus de pilote dans l'avion est doublement renforcé par l'amalgame constaté de l'absence réelle de cloisonnement entre les différentes activités bancaires. Il est, en effet, devenu quasiment impossible de faire la distinction entre une banque mutualiste et une banque commerciale, ou entre une banque de dépôt et une banque d'affaires. Et pendant que la Société Générale s'égarait dans les pertes abyssales de manœuvres indélicates, la caisse d'épargne, symbole de l'épargne publique française, était capable de perdre 700 millions d'euros, en pleine crise boursière, en jouant sur ces produits que l'on dit dérivés ! (1)

(1) Produits financiers complexes, à la base créés par les banques pour se couvrir des risques de prix.

Produits dérivés, opérations hors bilan, déplaçonnement des ratios de crédit, spéculation sur les matières premières, ventes à découvert, la cupidité n'en finit pas de propager le virus à toutes les strates de l'économie.

Faire travailler son argent consiste aujourd'hui à faire travailler les autres de moins en moins cher ou à leur prêter de l'argent de plus en plus cher. 300 millions d'actionnaires dans le monde, consciemment ou inconsciemment, adhèrent à ce principe, à l'affût des rendements les plus élevés.

Plus personne ne contrôlant les sommes de plus en plus folles qui circulent de plus en plus vite grâce à la révolution des technologies de l'information, il y a maintenant trop d'argent sur les marchés financiers, qui brassent 650 000 milliards de dollars, soit l'équivalent de onze fois la circulation des richesses annuelles mondiales ! Chaque jour 900 milliards de dollars, appelés liquidités, changent de mains et doivent rapporter. Le plus possible. Et c'est là où le bât blesse car, dans une économie mondiale qui croissait de 5% par an avant la crise, il paraissait utopique de réclamer un retour sur investissement à moyen terme de 15%. Or, c'est bien ce que réclamaient les investisseurs institutionnels occidentaux qui gèrent des sommes astronomiques lorsqu'ils prennent une part de capital dans une entreprise.

Et comme on n'en est pas à une ineptie près, cette nécessité de trouver toujours plus de rendement a abouti à un *crédit Crunch*, c'est à dire un manque d'argent dans les banques, et à des centaines de milliards partis en fumée.

C'est cette rapacité qui fut, en effet, à l'origine de la crise des *Subprime*, véritable arnaque légale...

Dans les années 1970 était utilisée la délicieuse image du gâteau pour illustrer le partage des bénéfices. Dans cette image hautement symbolique, le travail ne cessait de l'emporter sur le capital. Et puis, à partir des années 80, le capital a repris le dessus en mettant en concurrence les offres de travail, aux rangs desquelles figuraient l'immigration et la délocalisation.

Les marchés financiers sont aujourd'hui en mesure de dicter leurs lois aux Etats et, dans ce nouveau paysage politico-économique, le global l'emporte sur le national, et la libre entreprise sur l'Etat. Il n'y a plus, pour ainsi dire, de redistribution et le seul acteur de développement, selon la doctrine de la mondialisation, est l'entreprise privée.

Vous avez dit bizarre ?

L'INSIDIEUX COMLOT

C'est à l'allure des gens et à leur visage moins renfrogné que Mike Greed se dit que le printemps était enfin arrivé. Alors pour rien au monde il ne regrettait d'avoir choisi de s'expatrier dans ce qu'il considérait être la plus belle ville au monde.

A 23 ans, il avait la vie devant lui et il savait qu'en ce doux vendredi du mois de mai les jupes légères des parisiennes, que la bise agitait devant son regard hébété, seraient la seule obsession de l'excitant week-end qui s'annonçait.

La journée avait été rude et la semaine particulièrement agitée. Mais il adorait cet état presque second où l'adrénaline le poussait à certains débordements auxquels sa nature profonde n'avait pas accès. Le week-end servirait de soupape de sécurité à ce qui constituait, depuis deux mois maintenant, le mode de vie particulier que lui imposait l'exercice de son métier singulier.

Mike avait quitté les Etats Unis le 3 mars 1981. A une époque où l'Amérique des années 70 s'était enfoncée inexorablement dans une crise pour laquelle aucun mot

n'avait été trop fort pour décrire le déclin du mal américain. La crise de confiance avait surgi de l'affaire du *Water Gate* et le scandale avait entraîné la remise en cause de l'autorité.

Carter avait alors été une aberration, sorte de parenthèse que le *Water Gate* avait ouverte pour quelques années.

En 1979 et 1980, le monde avait traversé une zone de turbulences. Carter n'en était pas vraiment responsable, mais en fut la victime désignée. Son impuissance face à l'Iran de Khomeyni – alors qu'il avait abandonné le Shah -, les images télévisées de l'anti-américanisme chiite, la découverte tardive de l'impérialisme soviétique, avaient fait naître des frustrations qui pouvaient s'avérer très dommageables pour l'éventuel renouvellement de son mandat présidentiel proche.

Un candidat sut alors en tirer profit, assurant qu'il saurait défendre l'intérêt national et surfant sur la crise économique, qui préoccupait davantage encore les Américains. Une large majorité de la population considérait les effets de l'inflation comme son souci majeur, et estimait que le président en exercice n'avait pas su résorber l'inflation, combattre efficacement le chômage et résoudre les problèmes économiques.

Au soir du 3 novembre 1980, veille de l'élection présidentielle, Carter avait laissé le souvenir d'un président faible, soumis à des influences contradictoires, ne parvenant pas à maîtriser la situation et payant d'évidence des illusions qui lui ont valu la méfiance de ses alliés européens.

Le lendemain, le verdict fatal tombait : Ronald Reagan accédait à la fonction suprême, que près de 51% des votants avaient choisi d'élire plus par rejet du président sortant que par choix délibéré de ce surprenant acteur de série B, qui va marquer de façon indélébile l'histoire du néolibéralisme.

C'était l'époque où Mike effectuait un stage de six mois chez *Golman Sachs*. La banque réputée avait accueilli avec respect ce brillant universitaire dont l'avenir semblait tout tracé. Un peu contre toute attente, il avait alors émis le souhait d'entamer sa carrière dans une grande banque française, Paris l'ayant toujours fasciné et considérant, par ailleurs, qu'une telle expérience ouvre nécessairement l'esprit et les portes du succès.

Il fut accueilli avec une certaine jalousie par ceux qui craignaient, à juste titre, de devenir rapidement ses subordonnés, et Mike n'en rajouta pas quand il obtint l'indépendance que son niveau de *trader* responsable lui permit d'acquérir quelque temps plus tard. Pendant deux mois il avait eu le temps de se familiariser avec les techniques de la spéculation financière et c'est avec une exquise angoisse qu'il assumait les premiers risques de ses choix boursiers.

Au soleil couchant, Il déambulait nonchalamment sur le boulevard Saint-Germain, *son* quartier de prédilection, à deux pas de la rue de la Harpe, le domicile mythique qu'il s'était délibérément choisi. Il disait ne pas faire de politique – à l'image de tous ces libéraux qui s'accommodent de tous les gouvernements à partir du moment où ils ne sont pas de gauche – mais songea, pour

la première fois, qu'il pourrait être amené à regretter son choix.

Et cette seule évocation suffit à lui ternir l'image du week-end envoûtant qui se profilait.

Mike était comme tous ceux dont l'argent est l'unique religion ; il n'était pas mauvais garçon, mais il n'avait jamais réfléchi aux conséquences ni aux machiavéliques calculs prémédités que la dévotion à un tel culte recélait. C'est tellement plus confortable de l'ignorer qu'il est heureux que l'agenda de la vie comporte parfois des échéances susceptibles de perturber cet affligeant égoïsme pervers.

Et ce dimanche 10 mai allait en être une. Il savait que les élections présidentielles françaises présentaient un certain risque ; celui qu'un président de gauche ne vînt rompre l'harmonie du formidable espoir incarné par la nouvelle politique dont l'Angleterre et les Etats Unis se faisaient les persuasifs porte-paroles.

Depuis deux ans, Margaret Thatcher présidait aux destinées d'un pays en proie aux mêmes doutes et aux mêmes turpitudes que ceux qui avaient fait basculer l'Amérique dans le choix d'un programme néolibéral, antiétatique et nationaliste très proche de ce qu'elle mettait en application.

Depuis deux ans, elle tentait de déployer les grands principes qui lui avaient permis de proposer une véritable rupture ouverte avec la plupart des valeurs sur lesquelles reposait la société anglaise depuis 1945. Et le jour même où Mike s'était posé à Roissy, trois cent soixante quatre économistes lui avaient adressé une lettre

ouverte critiquant la politique économique qu'elle menait depuis son arrivée au 10, Downing street.

L'avènement de Ronald Reagan, à la tête de la plus grande puissance mondiale lui avait paru un signe fort du destin. Pour Washington, elle était déjà une héroïne et elle ne fut pas vraiment surprise par l'intervention de son chef de cabinet, quelques jours après l'élection du nouveau président américain :

« Madame le Premier Ministre, vous avez en ligne le président des Etats-Unis, qui désire s'entretenir avec vous. »

Ronald Reagan, d'un ton enjoué et décontracté, avait ainsi noué son premier contact avec celle qu'il nomma rapidement Margaret et auprès de laquelle il escomptait un soutien significatif. Son programme se calquait aisément sur celui de la Dame de fer, dont l'inflexible parcours impressionnait déjà l'hôte de la Maison blanche. Ses services spéciaux lui avaient fait le panégyrique d'une femme d'exception avec laquelle il partageait un anti soviétisme sans concession et avec laquelle il pensait pouvoir tenir le discours du nouveau message économique qu'il s'apprêtait à faire passer :

« Nous sommes menacés d'un désastre économique, s'était-il alarmé. Le temps est venu d'essayer quelque chose de nouveau. »

Margaret Thatcher, seule, confortablement installée sur le canapé de velours fuchsia qui ornaît l'entrée de son bureau, réfléchissait. Une tasse de thé à la main, il était bien difficile de savoir si ses sourcils se fronçaient à cause du liquide brûlant qu'elle ingurgitait par intermittence ou bien s'ils étaient le fruit de la réflexion qu'elle menait depuis le sibyllin coup de téléphone en provenance de la Maison blanche.

Peut être aussi faisait-elle le bilan de ses deux premières années au cours desquelles elle avait déjà donné les grandes orientations de ses mesures économiques et sociales.

Le nouveau président des Etats Unis lui avait paru déterminé et l'avait même surprise par son analyse très réaliste de la situation économique. Celui qu'elle n'avait pu s'empêcher de considérer d'un œil goguenard le soir des élections américaines venait d'affirmer une volonté politique forte et elle appréciait à sa juste valeur la démarche de concertation et de coopération tacites que cela supposait.

En fait, Reagan pense comme moi, se disait-elle, lorsqu'il dit que l'Etat tient depuis vingt ans une place

excessive dans la vie économique. Il a raison de penser que les impôts sont trop lourds, que la dette s'aggrave et que le gaspillage et la fraude ralentissent les investissements privés. Il faut donc, en effet, pour que la machine redémarre, inverser la tendance, par moins d'interventions étatiques et en ayant plus recours à l'initiative individuelle.

« Jusque là rien de bien original », prononça-t-elle tout haut, en se levant brusquement du canapé, comme excédée par l'exercice tautologique auquel elle venait involontairement de se prêter.

Elle s'assit devant son bureau acajou, leva la tête en direction du portrait de Winston Churchill, et dit en le regardant fixement : « Mais c'est pas tout ! »

Depuis le *New Deal* (1), on s'efforce de surmonter les crises en stimulant la consommation. C'est une erreur, pense Ronald Reagan. Il faut stimuler l'offre !

(1) Le New Deal est le nom donné par le président américain Franklin Roosevelt à sa politique interventionniste mise en place pour lutter contre les effets de la Grande Dépression aux Etats Unis. Ce programme s'est déroulé entre 1933 et 1938, avec pour objectif de soutenir les couches les plus pauvres de la population, de réformer les marchés financiers, et de redynamiser une économie américaine meurtrie après le krach de 1929 par le chômage et les faillites en chaîne.

Margaret Thatcher stoppa net l'évocation de son récent entretien et fit appel à sa mémoire. Un nom s'imposa d'emblée pour illustrer cette théorie : Arthur Laffer. Cet économiste américain qui prétend que l'économie n'est pas une science exacte (et donc ne se prêterait pas à la construction de modèles mathématiques) assure qu'elle repose, au contraire, sur l'étude des comportements humains et sur l'analyse des motivations rationnelles.

Oui, oui, je me rappelle, se dit-elle, il avance que pour créer des richesses et des emplois, il convient avant tout d'inciter les agents économiques à faire preuve d'esprit d'initiative et d'innovation.

Et qu'est-ce qu'il croit que je fais depuis deux ans ?

Elle quitta son bureau, presque agacée, et se dirigea vers sa bibliothèque dans laquelle elle découvrit sans aucune difficulté l'ouvrage qui l'intéressait. Elle y trouva Laffer, pour lequel quelques lignes explicatives complétaient sa doctrine : *« Laffer met en parallèle le taux de l'impôt et le produit de l'impôt. Si les investisseurs sont découragés par une ponction fiscale excessive, les revenus fiscaux stagneront. En revanche, si l'on diminue le poids de l'impôt, les capitalistes investiront, créeront des emplois, accroîtront la production des richesses et verseront des sommes plus importantes à l'administration des impôts. Réduire les prélèvements obligatoires, c'est pour l'Etat la manière la plus efficace de stimuler la reprise économique et de s'assurer des revenus plus élevés, d'abaisser le taux de chômage, de faire vendre davantage sur le marché des Etats Unis et à l'étranger, donc d'éliminer le déficit*

budgetaire et, en conséquence, les anticipations inflationnistes. Etant entendu que le rôle de l'Etat se limitera à cette politique fiscale et ne visera nullement à réguler la conjoncture. »

Margaret Thatcher, depuis qu'elle présidait aux destinées de son pays, s'inspirait de Friedrich von Hayek, prix Nobel de sciences économiques en 1974, et de Milton Friedman, leader de l'école de Chicago, un des pères du néolibéralisme. Laffer s'inscrivait tout naturellement dans cette même ligne de pensée.

En fait, le président des Etats Unis lui avait tenu un discours qu'elle connaissait bien. Elle l'approuvait au fond d'elle même et l'appliquait déjà partiellement.

« Margaret, n'oubliez surtout pas que tout impôt sur les riches affaiblit tellement leurs incitations qu'ils travaillent moins sérieusement et qu'ils épargnent moins... »

Reagan et Thatcher parlaient le même langage. Un langage un peu nouveau malgré tout pour l'immense majorité de ceux dont l'avenir allait dépendre désormais d'une invraisemblable théorie, qui ne saurait masquer l'incompétence et le cynisme de leurs instigateurs :

« La meilleure façon d'aider les pauvres est de donner de l'argent aux riches ! », avait dit Reagan.

Ça porte un nom : l'économie de ruissellement... dont les bienfaits sont « censés » finir par ruisseler jusqu'au bas de l'échelle sociale !...

A Paris, La liesse populaire n'a pas gagné Mike, dont l'anxiété était à son paroxysme.

Il a réellement cru que le ciel lui tombait sur la tête quand, terrifié, il a vu apparaître le visage de François Mitterand sur l'écran de son téléviseur.

Impensable, s'est-il dit ! Ces Frenchies sont quand même bizarres. Son sang s'est glacé et son avenir lui parut soudainement beaucoup plus compliqué que la veille, où il avait pu donner libre cours à ses sens exacerbés.

Il était vingt heures et deux minutes, et sa main tremblait encore lorsqu'il décrocha son téléphone pour joindre Jean-François Campo, directeur des opérations en bourse de la banque *Eurofund*.

Occupé. Evidemment, tout le monde est sur le pont, pensa-t-il, ce qui alimenta sa paranoïa.

A deux heures du matin, il se décida quand même à rejoindre son lit, sachant parfaitement qu'il ne trouverait pas le sommeil. L'idée fixe de cette élection cauchemardesque le poursuivait et il ne parvenait pas à déceler le moindre élément positif qui pût l'encourager à garder espoir.

Si la bourse devient totalement transparente, si les analystes n'ont plus les moyens de tirer les ficelles pour faire rêver les investisseurs, alors elle périclitera, pensait-il. Un socialiste ne comprendra jamais que, même si les marchés augmentent modestement et régulièrement, mois après mois, les ventes et achats d'actions vont perdre de leur attrait et que les investisseurs préféreront se réfugier dans la pierre, les obligations ou toute autre forme d'épargne. Ils vont tuer la poule aux œufs d'or, et tout le monde va y perdre.

Mon job en France est mort.

Mike était fasciné par la thèse d'Adam Smith (1) selon laquelle les individus, en poursuivant leur intérêt personnel, aboutissent à l'amélioration générale du sort de la communauté !... C'est tellement plus confortable d'avoir le beurre et l'argent du beurre !

Il ne se rendit pas compte à quel moment il quitta la réalité.

En chemin pour le palais Brongniart (2), il vit tout de suite que Paris avait changé. Il reconnut la porte de Brandebourg qui s'ouvrait sur les Champs-Élysées et découvrit l'énorme place rouge au fond de laquelle prônait ce qui, la veille encore, regroupait l'élite des golden boys à laquelle il appartenait. Apeuré, il entra rapidement dans le bâtiment voisin où, à sa grande surprise, il retrouva tous les acteurs habituels de son entourage.

(1) Adam Smith est un économiste écossais du XVIIIe siècle, que l'on retrouvera un peu plus loin.

(2) Siège de la bourse parisienne

Sans perdre une minute il prit ses premières positions et hua à perdre haleine un chiffre colossal qui se perdit dans le brouhaha incessant de son inquiétant environnement. Deux colosses aux épaulettes étoilées se jetèrent sur lui et Mike, dans un étonnant réflexe d'agilité, parvint à s'échapper. Il s'enfuit à grandes enjambées et parvint, sans savoir comment, à atteindre l'aéroport.

C'est quand il déboucha de la passerelle d'accès qu'il tomba dans le vide : Plus aucun avion ne quittait désormais le sol parisien !

A Washington, l'administration Reagan était parfaitement en place. En quelques mois, elle avait accompli un travail colossal qui lui donnait les moyens d'asseoir ses objectifs. Elle savait la nécessité de réformer sa fiscalité pour permettre l'abaissement de la charge fiscale des revenus les plus élevés afin d'inciter les riches à effectuer des investissements productifs et d'élargir la base des contribuables, c'est à dire de supprimer les exceptions fiscales pour les plus pauvres afin d'accroître le volume de l'impôt. Elle avait, par ailleurs, les moyens d'obtenir la libéralisation complète des marchés financiers et le démantèlement du secteur public. Tout était prêt pour une dérégulation maximale de l'économie du pays afin de garantir le libre jeu de la concurrence entre les différentes forces économiques en présence.

A quelques jours du sommet du G7 à Ottawa, les conseillers du président faisaient le forcing pour proposer une garantie de l'égalité de traitement entre les investissements autochtones et les investissements

étrangers afin d'accroître la sécurité et, donc, le volume de ces derniers. Ils travaillaient avec autant d'acharnement pour la libéralisation des échanges, dont l'objectif était de baisser les tarifs douaniers de dix pour cent chaque année.

Le président Reagan espérait beaucoup de ce sommet au cours duquel il allait rencontrer Margaret Thatcher et pouvoir lui proposer une ébauche concrète de politiques convergentes.

Ce ne fut pas le 20 juillet, date de l'ouverture du sommet, mais le 21 qu'ils se virent, en tête à tête.

Margaret et Ronald ont tout de suite formé un couple politique fort. Lui, grand et décontracté, a immédiatement fait confiance à celle qui, méfiante, n'était pas dupe mais souscrit entièrement à son programme politique, tout en doutant parfois des facultés du nouvel homme fort de Washington...

Tout, pourtant, les séparait.

Elle, était un premier ministre travaillant dur, qui se levait tôt et se couchait tard, ne prenant presque jamais de vacances et ayant la passion du détail. Aucun journal n'échappait à son analyse, tout comme chaque rapport qu'on lui présentait était décortiqué méticuleusement. Son style était agressif, pressé et impatient.

Lui, se levait tard, vers neuf heures, et terminait sa journée vers dix-sept heures. Il partait en week-end tôt le vendredi et ne travaillait jamais le mercredi après-midi. Il regardait des films à la télévision et ne lisait presque jamais les rapports qui lui étaient soumis. En fait, il estimait que moins il en savait et mieux il gouvernait ! Etrange conception du pouvoir dont sa présidence sera qualifiée de « zen ».

Le plus étonnant fut que moins il s'inquiéta, ou se prépara, et plus il fut populaire et efficace...

Attablés dans le petit salon particulier du Sheraton international, aucun témoin n'assistait à leurs échanges informels et les traits détendus de leurs visages souriants ne traduisaient pas la gravité des propos.

L'exercice du pouvoir était au centre de leur conversation :

« Nous devons inventer un nouveau mode de gouvernance qui nous libère des contraintes que la société fait de plus en plus peser sur nos décisions. »

Ronald Reagan fit une pause, puis enchaîna.

« Ce n'est pas dans le cadre d'une société assistée que l'on va développer notre croissance économique. Les clignotants passent au rouge et le marché des biens et services s'essouffle depuis le premier choc pétrolier. Il est temps d'envoyer un message fort à ceux qui produisent les richesses, à l'inverse de ceux pour qui la communauté est une véritable vache à lait.

- Je suis tout à fait d'accord avec votre discours, Ronald, approuva Margaret Thatcher, d'autant plus qu'aujourd'hui nous ne sommes même plus maîtres de secteurs industriels entiers, passés sous contrôle des syndicats.

- Tout ce qui entrave l'avancée d'un nouveau libéralisme doit être combattu sans faiblesse. »

Ronald Reagan saisit son verre et but une gorgée de whisky. Puis, l'index pointé vers son interlocutrice, martela lentement les mots qu'il délivra comme une profession de foi :

« Il est temps d'asseoir un pouvoir économique incontestable que seule la libéralisation des capitaux sera

en mesure d'assurer au sein d'un système financier qui récompensera les plus entreprenants, car ce que les gouvernements ne pourront jamais obtenir, nous pourrons sans doute le transférer sur de solides investisseurs dont les sommes colossales en jeu dicteront, non seulement la nouvelle donne des marchés, mais aussi les normes sociales qui en découleront inévitablement. »

Le jour faiblissait sur la capitale canadienne et les nuages noirs qui s'accumulaient en cette fin de journée d'été éclipsèrent deux ombres furtives qui emportèrent avec elles les troublantes certitudes d'une alternative néolibérale dont l'empreinte virtuelle allait fixer l'indélébile enracinement.

L'administration Reagan n'avait pas perdu de temps. En quelques semaines, elle était parvenue à rédiger les grandes lignes d'un programme ambitieux que son homologue britannique s'apprêtait à examiner.

Margaret Thatcher avait mis à sa disposition ses conseillers économiques et c'est non loin du domicile du premier ministre britannique que s'affinaient les idées et les principes des deux protagonistes d'Ottawa.

Il était presque dix heures quand Joe Blinder, chef du cabinet américain en charge de l'économie, insista sur l'impérieuse nécessité de prendre rapidement des mesures pour permettre au capital de faire sauter la plupart des freins et des garde-fous qui bridaient et canalisait son activité dans les pays industrialisés.

« La monnaie, ajouta-t-il occupe une place décisive dans le mode de production capitaliste et peut donner à la libéralisation et à la déréglementation financière un caractère et des conséquences stratégiques. J'insiste donc, mes chers collègues, sur ce point capital si l'on veut ouvrir la voie aux marchés financiers. »

Peter Yabbo, son alter ego anglais, cessa de jouer machinalement avec le capuchon de son stylo et

approuva sans retenue à l'énoncé de la thèse monétariste. Ses propres propositions allaient dans le même sens, mais il savait qu'elles sonneraient le glas des fameux accords qui ont dessiné les grandes lignes du système financier après la seconde guerre mondiale et dont l'objectif principal avait été de mettre en place une organisation monétaire mondiale et de favoriser la reconstruction et le développement économique des pays touchés par la guerre :

« Alors ce sera la fin définitive du système financier international, mis en place par les accords de Bretton Woods de juillet 1944, renchérit-il, à l'adresse des experts attentifs.

- Système déjà mis à mal en 1971, avec la fin de la convertibilité or du dollar, reprit Joe, puis en 1973, avec l'irruption des changes flottants, c'est à dire de l'abandon de la fixité des taux de change. »

John Stingy, conseiller fiscaliste du premier ministre britannique, sortit de sa réserve :

« Alors quelle est la véritable orientation nouvelle que vous souhaitez nous faire prendre, sachant que depuis que le taux de change d'une monnaie nationale n'est pas fixe, elle évolue déjà quotidiennement en fonction des offres et des demandes sur le marché des changes, conduisant nécessairement à une parité variable sur le terrain de prédilection de la spéculation ? »

Joe sembla chercher ses mots et prit tout son temps avant de s'adresser presque individuellement à chacun des interlocuteurs, dont l'attente semblait forte et intriguée :

« Ceux qui, après la Seconde Guerre mondiale, édifièrent le nouveau système économique international

étaient partisans de la liberté du commerce, mais aussi de la réglementation des flux de capitaux : c'était même le fondement de ces fameux accords de Bretton Woods et de la charte du FMI (Fonds monétaire international). Pour la simple raison que l'on s'attendait, de manière assez plausible, à ce que la libération financière gêne la liberté du commerce et constitue une arme puissante contre la démocratie et l'Etat providence, massivement soutenu par l'opinion publique. La réglementation des flux de capitaux devait permettre aux gouvernements de mener une politique monétaire et fiscale, d'assurer le plein emploi et la mise en œuvre de programmes sociaux sans avoir à redouter les fuites de capitaux. »

Joe fit une pause, s'éclaircit la voix et reprit son tour de table verbal :

« Aujourd'hui notre président souhaite inverser cette tendance. Il ne veut plus de contraintes sociales et pense que la liberté des flux de capitaux permettrait l'émergence d'une force au sein de laquelle un capital financier fortement concentré imposerait sa politique sociale à des populations réticentes et punirait les gouvernements indociles par des fuites de capitaux. Désormais, seules les lois du marché devront régir la bonne marche de l'économie en voie de mondialisation.

- De quels moyens disposerons-nous, en dehors des décisions politiques qui ne seront bientôt plus suffisantes ?

- Principalement du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, en conditionnant l'octroi de prêts à la poursuite de réformes structurelles libérales.

- Très bien, approuva Peter, mais vous savez très bien que ce ne sera pas suffisant ...

- Chacun dans son rôle, reprit Joe, un peu piqué au vif. L'Etat, dont la fonction sera réduite au minimum, sera chargé d'assurer la macro stabilité, à savoir le maintien au plus bas du taux d'inflation. Pour ce qui concerne la constitution d'un marché mondial sans frontières où marchandises, services et capitaux circuleraient librement, il faudra faire évoluer le GATT (1), dont le premier objectif sera d'abaisser rapidement les tarifs douaniers. »

(1) General Agreement on Tariffs and Trade (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

La première année du mandat Reagan ne fut pas un succès. Tout au contraire. Tous les voyants passèrent au rouge, qu'il s'agisse du PNB (Produit National Brut), du taux de chômage en progression ou du solde de la balance commerciale et de la balance des paiements courants, qui se retrouvèrent en négatif. La récession fut grave, peut être même la plus grave que les Etats Unis aient connue depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Dans le Michigan, qui présentait le taux de chômage le plus élevé du pays, le taux de mortalité infantile s'était mis également à augmenter. La politique anti sociale de Reagan avait les effets immédiats de ses mesures discriminatoires et des milliers d'enfants firent leur entrée officielle dans une catégorie qui leur fut jusqu'alors inaccessible : celle des pauvres ! En effet, plus d'un million d'enfants avaient été écartés de l'accès aux repas scolaires gratuits par l'application de nouveaux critères d'attribution, alors même que ces repas représentaient pourtant la moitié de leur alimentation quotidienne ! En fait, ils furent bientôt trois millions à vivre effectivement dans la pauvreté, soit le quart des enfants américains...

« Au regard de ce que vivent ceux qui ont faim en Amérique, cette administration ne peut éprouver que de la honte », avait titré le *New York Times*, constatant que, dans certains quartiers de Détroit, un tiers des enfants étaient morts avant d'avoir atteint leur premier anniversaire.

Ce que l'administration Reagan s'était bien gardée de dire, et que les hommes politiques comme les médias n'avaient pas dénoncé, c'est qu'une infime partie des recettes avait été destinée aux allocations tandis qu'une part bien plus importante avait alimenté le budget militaire.

L'aide militaire au gouvernement du Salvador, par exemple...

Il faut dire que le rôle des Etats Unis au Salvador, où seulement 2% de la population possédait 60% des terres, avait toujours été de s'assurer que les gouvernements de ce pays favoriseraient les intérêts des entreprises américaines - quels qu'en fussent les effets catastrophiques sur la population -, ce qui nécessitait naturellement de pouvoir réprimer les révoltes populaires susceptibles de nuire à ces intérêts... D'où l'impérieuse volonté de Reagan, lorsqu'il accéda au pouvoir, d'augmenter cette aide militaire de manière spectaculaire : Contenue à 16,7 millions de dollars de 1946 à 1979, elle était passée à 82 millions de dollars !

Cette préservation du phénoménal appareil militaire avait rapidement constitué un objectif prioritaire pour le président en exercice, tout comme celle du niveau de profits des firmes pétrolières. Les mauvaises langues disaient que juste après sa prise de fonctions, un groupe de vingt-trois présidents de firmes d'hydrocarbures avait

contribué à hauteur de 270 000 dollars à la réfection des appartements privés de la Maison blanche ; décision prise quatre semaines après celle de déréglementer les prix du pétrole...

Pendant ce temps là, en Angleterre, Margaret Thatcher lisait un courrier de son ami Friedrich Hayek, de retour du Chili, qui la priait instamment de s'inspirer du modèle d'Augusto Pinochet, qui l'avait fortement impressionné...

Brixton avait ouvert la grande série des nombreuses émeutes urbaines, entraînant davantage de réactions policières ou judiciaires que sociales, et la Dame de fer, dans sa recherche d'une nouvelle société, érigeait en principe l'acceptation de l'exclusion et de la marginalisation !

Dans le même registre de ses grandes mesures économiques et sociales, elle commençait son œuvre destructrice contre les syndicats, où les lois allaient se succéder, chacune aggravant les dispositions de la précédente.

L'Employment Act (loi sur l'emploi) exigeait désormais un vote secret avant toute grève et fournissait à cette fin des fonds publics. Il réglementait la pratique des piquets de grève, limitait les grèves solidaires et interdisait le *closed shop* (organisation qui n'admet que des travailleurs syndiqués) là où il n'existait pas déjà. Par ailleurs, il interdisait d'invoquer les avantages obtenus dans une firme ou dans une branche pour imposer les mêmes dans une autre entreprise.

Dans la foulée, ce fut alors la guerre des Malouines, dont on ne dira jamais assez l'énorme impact

qu'elle eut sur la libéralisation des marchés, tant elle donna à Margaret Thatcher le prétexte politique dont elle avait besoin pour introduire le tout premier programme de transformation capitaliste radicale d'une démocratie libérale occidentale.

La maison blanche et le 10 Downing Street marchaient main dans la main. Rien n'avait l'air de distinguer leurs points de vue.

Tous deux avaient engagé la dérégulation et la consolidation de la monnaie, et ils s'engagèrent à se soutenir mutuellement dans les moments difficiles.

Leurs débuts délicats ne devaient ni les arrêter ni les détourner de leurs politiques.

Au contraire. Margaret Thatcher qui, par la force des choses entretenait des rapports de clientélisme avec les Etats Unis, devait même faire preuve d'initiatives et prendre de plus en plus de libertés vis-à-vis d'un président américain dont elle comprendra assez vite les limites qu'elle s'efforcera de contenir...

Reagan et Thatcher étaient partis pour marquer les années 1980...

Ils allaient symboliser un certain retour au Darwinisme social.

Pas de vacances pour Mike Greed qui transpirait, en ce début d'automne, plus par l'enjeu du projet qui l'accaparait tout entier que par le temps maussade et soudainement frisquet qui avait fait se rhabiller subrepticement les parisiennes dont les jambes n'avaient jamais parues aussi longues.

Il était bien loin le temps du 10 mai 1981 et du cauchemar ridicule que ses craintes boursières avaient érigé en enfer bolchevique. Il se demandait bien aujourd'hui comment et pourquoi il avait pu se mettre dans un pareil état. Rien n'avait changé dans son environnement et il investissait maintenant des sommes qui dépassaient largement celles qu'il manipulait auparavant. Il se disait même que s'il possédait la nationalité française (il avait songé à la demander) il voterait sans doute pour ce François Mitterrand qui, après lui avoir fait si peur, venait de libéraliser le marché boursier français...

Et, justement, Mike venait de découvrir un énorme projet sur lequel les banques européennes avaient investi des centaines de milliards, et auquel il avait évidemment accès. Rien d'original jusque là sauf que

l'action en question était en chute libre et que, dans la tempête médiatique qui entourait l'événement, les banques vendaient leurs portefeuilles et que les petits porteurs se débarrassaient de leurs titres. C'était la panique.

Sauf pour Mike qui flaira aussitôt la bonne affaire. Trois jours auparavant un de ses clients fortunés l'avait contacté pour lui confier une somme faramineuse à mettre sur le marché. Insigne marque de confiance qu'il avait interprétée comme un signe du destin. En effet, depuis quelques jours il réfléchissait au montage d'une importante prise de participation concernant l'un de ses plus importants négociateurs. Il réalisa alors qu'il avait toutes les cartes en mains.

Mike était comme un gosse qui fait monter l'adrénaline sur sa console de jeux et il passa la soirée à faire de savants calculs hypothétiques sur le rêve fou qu'il venait d'envisager l'après-midi même. Il avait décidé d'acheter un maximum d'actions à la baisse afin de faire remonter le cours. Toute la difficulté résidant dans l'évaluation du montant limite pour acheter l'action au plus bas.

C'est dans la nuit qu'il réalisa qu'il lui serait impossible d'effectuer de telles transactions ; et, tel un débutant aveuglé par l'appât du gain, il ne put jamais se rendormir. En Effet, il existe un plafond légal qui lui empêchait d'accumuler pour un même client de tels montants sur une même action...

Mais Mike était un vrai pro de la finance ; il en connaissait désormais les ficelles, et il sut rapidement quelle parade pourrait lui permettre de contourner

l'obstacle, tant il était persuadé de tenir là son premier gros coup boursier.

A compter de ce jour, sa vie ne fut plus qu'un enchevêtrement de chiffres paranoïaques dont les jours et les nuits comptabilisaient l'angoissante réalisation. Le temps lui était compté et il savait sa marge de manœuvre étroite.

Il devait, en effet, trouver des sociétés *offshore* (1) qui lui serviraient d'écrans et dont il devrait se porter acquéreur afin de répartir les sommes colossales des actions qu'il voulait obtenir.

Le lendemain il entama sa course poursuite à la recherche de cabinets d'avocats spécialisés et commença simultanément l'achat des titres convoités.

Mike n'en mangea plus et n'en dormit plus. Il n'en avait ni le temps ni le goût car tout pouvait s'effondrer en cas de mauvais calcul. Ce furent les semaines les plus épuisantes qu'il connût.

Puis arriva enfin le temps de la revente.

L'astucieux Mike commença alors par vendre une petite partie des actions de ses sociétés offshore... et les fit racheter par d'autres sociétés lui appartenant, mais avec de plus gros volumes... Ce qui fit bondir le cours à la hausse ! Ensuite, il appliqua la bonne vieille formule du secret de polichinelle, c'est à dire de faire savoir, sous couvert du secret à ne surtout pas dévoiler, que de grosses banques étaient sur le coup et qu'elles étaient en train d'en acheter d'énormes quantités.

(1) Se dit d'établissements établis à l'étranger, et non soumis à la législation nationale.

L'action s'envola !

Lorsqu'elle atteignit le double de sa valeur, il vendit tout son portefeuille.

Les feuilles commençaient tout juste à tomber des arbres quand Mike calcula qu'il venait de gagner plus d'un million de dollars !...

Le couple infernal du néolibéralisme s'appuyait sur des ancrages identifiés dont les maîtres à penser étaient les premiers repères de la mondialisation qu'ils voulaient promulguer.

Adam Smith et David Ricardo étaient de ceux-là.

Ce sont ces deux philosophes anglais du XVIII^e siècle qui donnèrent l'impulsion à la doctrine ultralibérale, fondement du surmoi collectif des nouveaux maîtres du monde.

Selon eux, le capital, abandonné à lui même et dénué de tout contrôle, était censé s'acheminer, en permanence et instantanément, vers l'endroit où ses profits seraient les plus importants. Théorie du bon sens, qu'il n'est point besoin de commenter et que chacun peut vérifier à chaque instant. Le véritable dogme vient ensuite quand il s'agit de régler le problème de la distribution... Nos deux économistes prétendaient qu'il existe une limite objective à l'accumulation des richesses liées à la satisfaction des besoins, dont les pauvres seraient automatiquement les bénéficiaires. C'est le fameux *trickle down effect* (effet de ruissellement), que

Margaret Thatcher et Ronald Reagan ont eu la naïveté d'admettre et la malhonnêteté de rendre crédible.

Ricardo y ajoutait la théorie des avantages comparatifs qui prônait le libre échange, permettant à tout pays de se procurer à moindre coût ce que d'autres pays produisaient mieux et moins cher et de se concentrer sur ce qu'il savait faire le mieux par rapport aux autres.

Ensuite, entrainé en ligne de compte « l'école de Chicago », des années 50, dont Milton Friedman était le leader.

Et qu'est-ce qu'elle mettait en exergue cette école ?

Tout un tas de principes qui se retrouvaient dans le *consensus de Washington*, unanimement adopté par tous les libéraux contemporains et dont les applications, en vigueur depuis le début des années 80, allaient être formalisées par John Williamson, alors vice-président de la Banque mondiale. Il était l'acte fondateur de la mondialisation et des idées du fanatisme du marché.

Le *consensus de Washington* était un ensemble de principes informels guidés par le marché, qui régissait les rapports entre les principales sociétés transcontinentales, banques de Wall Street, Federal Reserve Bank américaine et organismes financiers internationaux. Ses principes avaient été conçus par le gouvernement américain et les institutions financières internationales, au nombre desquelles figuraient la Banque mondiale et le FMI, sous forme de programmes d'ajustement structurel très stricts à l'intention des sociétés les plus vulnérables.

Ses lignes de base, applicables à n'importe quelle période de l'histoire, à n'importe quelle économie et sur n'importe quel continent, consistaient à libéraliser le

commerce et la finance, à laisser les marchés fixer les prix, à mettre un terme à l'inflation, et à privatiser.

L'Etat devant rester à l'écart, les décisions prises par ceux qui imposèrent ce consensus ont naturellement eu un impact de grande ampleur sur l'ordre mondial, et une tendance affirmée à l'instauration d'un « âge impérial nouveau » !

Les principaux maîtres d'œuvre de ce consensus néolibéral furent les maîtres du secteur privé, c'est à dire, pour l'essentiel, de très grosses sociétés transcontinentales qui dominaient une bonne part de l'économie internationale et qui disposaient des moyens de contrôler la définition de la politique, ainsi que la structuration de la pensée et de l'opinion.

On l'aura compris, le *consensus de Washington* était une véritable conspiration destinée à enrichir les banquiers.

Ce qui, plus tard, passera pour une fatalité économique – la loi du marché – n'était en fait qu'une politique délibérée qui allait conduire tout autant les gouvernements sociaux-démocrates que libéraux de pays économiquement avancés à se déposséder du pouvoir de contrôler les forces économiques.

L'embellie est survenue en 1983... La progression du PNB et la croissance ont été spectaculaires, la bourse redynamisée, et on a constaté que le taux de chômage était en baisse. L'inflation semblait jugulée !

Reagan est apparu comme un homme politique heureux : Premières retombées positives de ma politique offensive, a-t-il pensé instantanément.

En fait, les revenus des ménages après impôts avaient bien augmenté de 3,5%, mais la statistique globale dissimulait des disparités insupportables : les 20% les plus riches avaient accru leurs revenus de 9% tandis que les 20% les plus pauvres avaient vu leurs gains diminuer de 7,5%. Ce qui revenait à dire que les inégalités sociales s'étaient aggravées et que la reprise n'avait pas fait que des heureux !

Mais Reagan pavoisait.

Normalement, le montant total des impôts devait s'accroître à mesure que la reprise se faisait sentir. Or, le déficit budgétaire se creusait. En 1981, il atteignait 60 milliards de dollars, ce qui était beaucoup, mais en 1984 il dépassait les 200 milliards ! Un record qui surprenait

d'autant plus que les Républicains étaient hostiles aux dépenses excessives et que la réduction du déficit budgétaire était au programme du président en exercice.

Mais ce n'était pas le plus étonnant.

Si l'homme fort de Washington pouvait jubiler, c'était parce que cet énorme passif n'avait pas d'effets inflationnistes. Ce qui pouvait passer pour un mystère n'était, en fait, que la conséquence de l'utilisation du dollar comme monnaie de réserve, masquant le déficit, en grande partie payé par l'étranger.

Alors qu'il résultait de la réduction des impôts et de l'augmentation des dépenses militaires, c'était sans doute là que résidait le secret de la reprise, que l'assouplissement de la politique monétaire du Système fédéral de réserve avait stimulée. L'abaissement des taux d'intérêt avait poussé en avant la construction immobilière et la consommation des ménages.

Mais ce nouveau réamorçage de la pompe avait un prix et ne pouvait se contenter d'une explication presque keynésienne (1) au sein d'une administration aux prérogatives débridées, qui n'était pas sans effets, notamment sur la concurrence avivée et sur les syndicats qui, poussés à plus de prudence, à cause de la désyndicalisation en vigueur, avaient été contraints de collaborer au relèvement de l'économie en ne présentant pas de demandes excessives.

(1) Keynes est un économiste britannique qui prôna l'intervention de l'Etat comme régulateur du capitalisme.

Le dollar avait considérablement augmenté et, en janvier 1985, passé la barre des 10 francs, alors qu'il ne valait que 4,50 francs à la fin de 1980. Certes le franc avait subi plusieurs dévaluations sur la même période, mais le cours du dollar avait suivi une évolution comparable vis-à-vis des autres monnaies significatives et représentait un incomparable placement à court terme, alors que le monde de la finance et des experts en économie assurait que le déficit budgétaire nuirait à la bonne tenue du dollar.

Les capitaux étrangers affluant et le dollar continuant de grimper, le gouvernement fédéral n'osa pas prendre de décisions pour stopper la hausse de sa monnaie par crainte de mettre fin à un processus qui aurait entraîné la montée du taux d'inflation, et donc un retour à la récession.

Reagan crut avoir gagné la partie et les Américains étaient fiers de retrouver leur position dominante.

Pas pour longtemps.

En effet, la médaille avait son revers. Les importations s'accroissaient et les exportations devenaient plus difficiles, autrement dit les échanges extérieurs débouchaient sur un déficit croissant. Et c'était là que se situait le paradoxe : Pour combler le trou budgétaire, il fallait attirer les capitaux étrangers, donc maintenir le dollar fort, alors qu'un dollar cher freinait le commerce international des Etats Unis...

L'équation paraissait insoluble.

Sauf pour Ronald Reagan qui détenait *la* solution... L'ultra-libéraliste Ronald Reagan, « le président qui, après-guerre, a témoigné l'amour le plus

ardent du laisser-faire, (allait) présider au plus grand retour au protectionnisme depuis les années 1930 » !

Le probable inventeur de la formule *avoir le beurre et l'argent du beurre* allait instaurer « la discipline du marché vaut pour vous, mais pas pour moi, à moins que le jeu ne soit truqué en ma faveur »... Aucune pudeur n'allait arrêter les reaganien qui vont exalter les splendeurs du marché et mettre sévèrement en garde les autres pays du monde entier contre les effets du protectionnisme, tout en se flattant auprès des milieux d'affaires que Reagan était le meilleur défenseur de l'industrie américaine contre les importations...

Pendant que l'administration américaine ne pouvait se dépêtrer de ses incohérences, ce fut avec engouement et sans déférence particulière que Margaret Thatcher fut reçue par son, désormais, inséparable homologue américain.

Il faisait un temps magnifique sur Camp David lorsque les deux chefs d'Etat, après une courte promenade jusqu'au golf, pénétrèrent dans le hall de l'impressionnant bâtiment qui allait héberger le premier ministre britannique le temps d'un week-end.

Margaret Thatcher était venue accompagnée de son conseiller économique, Peter Yabbo, qui n'éprouva aucune difficulté à s'insérer dans une discussion à laquelle participait son ami américain Joe Blinder. Depuis de longs mois déjà, ils travaillaient sur des dossiers communs que leur chef d'Etat respectif leur demandait de mettre régulièrement en application. Mais c'était la première fois qu'ils les assistaient conjointement.

Son premier café avalé, Ronald Reagan prit la parole. Le sujet concernait les doctrines à élaborer pour imposer les formes modernes de la démocratie.

Il commença par faire observer, empruntant ses propos à Edward Bernays (1), que « la manipulation consciente et intelligente des habitudes et des opinions des masses est un élément important dans une société démocratique » :

« L'élite doit utiliser de façon permanente et systématique la propagande ! » clama-t-il, afin de mener à bien cette tâche essentielle.

Peut-on dire qu'il aggrava son cas en ajoutant qu'elle seule pouvait appréhender les mécanismes mentaux et les règles sociales des masses ? En tout cas, il en déduisit bien que le but était de « tirer les ficelles qui contrôlent l'opinion publique » !

Joe et Peter ne soufflaient mot, appréhendant parfaitement la situation dans laquelle ils savaient que le sujet débordait largement du cadre économique. Margaret Thatcher, elle, abonda aussitôt dans le même sens :

« Il est vrai que les luttes populaires parviennent à étendre le champ de la démocratie, et comportent une véritable menace pour la mise en place de nos politiques. Que faire quand des populations habituellement passives s'organisent et cherchent à entrer dans la sphère politique pour défendre leurs intérêts et leurs exigences ? Quelle menace pour l'ordre et la stabilité !

(1) Edward Bernays (1891 – 1995), neveu de Sigmund Freud, est considéré comme le père de la propagande politique institutionnelle, dont il mit au point les méthodes et à laquelle il donna le nom de Relations publiques

- D'où l'importance d'un rigoureux contrôle de l'opinion publique », surenchérit le président américain, pour qui la bourgeoisie était menacée par le peuple en bénéficiant du suffrage universel et de l'éducation généralisée...

Il se lança ensuite dans une diatribe de la démocratie telle que Peter et Joe en étaient presque gênés. Dépossédés de leurs prérogatives, ils firent mine de ne pas prêter attention à un discours que, seule, Margaret Thatcher était en mesure d'apprécier et d'enrichir par un dialogue philosophique et politique à la fois.

« Une élite d'hommes responsables, aux idéaux apothéotiques, est nécessaire au maintien de la stabilité et de la probité. Cette minorité intelligente devra contrôler les prises de décision et constituer une classe particulière chargée de définir la politique et de la communiquer à une opinion publique convenable.

- C'est inconcevable actuellement, Ronald, déplora la Dame de fer.

- C'est bien pour cela qu'il faudra la préserver de toute ingérence du grand public. Il va falloir remettre chacun à sa place, à commencer par tous ces encombrants incultes qui n'ont pas leur place dans les affaires.

- On quittera alors le domaine de la démocratie », osa à peine suggérer Peter...

Un peu vexé d'avoir été interrompu et, d'une certaine façon, désavoué, le président américain se retourna vers le conseiller britannique et lui dit ceci :

« Sachez, monsieur..., refusant de toute évidence de se rappeler le nom de son interlocuteur.

- Yabbo ; Peter Yabbo, Monsieur le président.
- Sachez, monsieur Yabbo, que dans toute démocratie qui se respecte, il existera toujours des acteurs et des spectateurs. Ceci étant dit, je prétends qu'il vaut mieux qu'une minorité élitiste tienne les rênes du pouvoir plutôt qu'une majorité ignorante et anarchique, qui garde, néanmoins, le privilège de participer à des exercices électoraux périodiques à l'occasion desquels elle peut faire des choix parmi l'élite. »

C'était clair et net, et Peter n'eut en aucun cas l'envie de relancer le débat. Pourtant Ronald Reagan ne put s'empêcher d'ajouter :

« Les doctrines dominantes ne pourraient guère survivre si elles ne contribuaient pas, comme l'a si bien dit Bernays, à l'embrigadement de l'opinion publique, tout comme une armée le fait du corps de ses soldats ! »

Le quartier latin résonnait de ses accents hauts en couleurs, dont les échoppes aux saveurs exotiques fourmillaient de flâneurs aux langages et aux rythmes multiformes.

A l'étage d'une étroite gargote, à l'enseigne racoleuse, Mike occupait la table du fond qu'il partageait avec un jeune homme de son âge dont le regard franc et le sourire charismatique ajoutaient le caractère fatal à son physique de jeune premier. Il tranchait avec la carapace un peu lourde et sans charme de Mike, dont les mensurations n'offraient pas l'harmonie d'un corps épanoui.

Cet élégant éphèbe, c'était Pascal Meyeur, la dernière recrue à avoir intégré l'équipe de Mike. Son passeport physique lui servait plus que son cursus universitaire, resté en panne très tôt après son bac. Mais son sésame concernant sa nouvelle fonction se nommait Charles Meyeur, son père, haut dirigeant de la banque *Eurofund*, à qui Mike avait eu l'intelligence de faire croire que la candidature de son fils pouvait l'intéresser.

Il était trop tôt pour dire si le prolongement de leurs relations en dehors du travail prenait ses racines

dans la genèse d'une amitié en gestation, ou bien si Mike s'accrochait délibérément à la perspective d'un brillant avenir sur le territoire français. Toujours est-il qu'ils entretenaient d'excellents rapports dans lesquels l'un comme l'autre semblait s'y retrouver. Pascal, dont les facultés intellectuelles étaient inversement proportionnel au nombre des diplômes obtenus, avait rapidement cerné l'univers de son nouveau patron et avait su mettre en œuvre instantanément, ou sa soif de connaissances nouvelles, ou bien son arrivisme savamment calculé.

« Ne te disperse pas, Pascal, concentre toi sur du lourd...

- Qu'est-ce que tu entends par là ?

- Les clients qui t'offrent la possibilité d'effectuer des montages juteux. A partir d'un certain montant, tu changes quasiment de métier...

- Et la barre se situe où ?

- Au million de dollars.

- Ah oui, quand même.... Mais je suppose qu'il faut intégrer toute une expérience bien spécifique pour savoir manipuler à bon escient de tels montants.

- Pas nécessairement. Juste quelques trucs à connaître. Prends la simple gestion de portefeuille, par exemple, au lieu de faire ouvrir un compte en banque normal à ton client et d'avoir, comme c'est l'usage, un mandat de gestion, tu lui fais souscrire un contrat d'assurance-vie lambda auprès d'une grande compagnie d'assurance exotique... ça permet déjà à ton client d'obtenir un taux garanti sur le montant investi, lui assurant de doubler son capital en douze ans...

- Pas mal, mais après tu rejoins comment la gestion de portefeuille classique ?

- La banque escompte le contrat d'assurance au nom de ton client, c'est à dire qu'elle le récupère et transfère 80% de la valeur initiale du contrat sur le compte de ton client pour lequel tu obtiens un mandat de gestion, plus – écoute bien cela – un effet de levier autorisé de vingt ! Ce qui, comme tu le sais, veut dire que tu peux spéculer sur vingt fois la somme investie...

- Evidemment, ça ouvre des horizons...

- Tu vois un peu la formule ! Tout le monde est gagnant. Le client sait sa somme initiale garantie par le contrat d'assurance et peut réaliser des profits sur un montant de 16 millions de dollars, alors qu'il n'a investi qu'un million au départ. La banque détient le contrat d'assurance et touche des commissions sur le volume échangé. Quant à toi, tu touches 1 à 2% des fonds négociables transférés en Suisse à l'ouverture du compte, plus un pourcentage sur les volumes échangés quotidiennement, sans oublier ta participation trimestrielle aux gains de ton client, qui s'établit autour de 10 à 15%...

Pascal était sidéré.

« Vous prendrez des cafés, messieurs ? », s'informa le serveur.

Il était minuit moins dix. Une demi-heure plus tard, les deux amis se quittaient sur le boulevard Saint Michel et, peu de temps après, Mike entrouvrait le porche situé au 6 bis de la rue de la Harpe.

Comme chaque soir, avant de se coucher, il parcourut les journaux du jour en commençant par le *New York times*. Puis il s'attaqua à la presse économique et finit par s'attarder un peu plus sur l'article de fond

d'un grand quotidien français qui semblait s'acharner sur l'action du président américain.

« Alors qu'au cours des années 1970, la cour suprême avait décrété l'inconstitutionnalité de la peine de mort, approuvé le droit à l'avortement et interprété la loi sur les droits civiques en prêtant une attention particulière aux Noirs et aux femmes afin de les aider à combler leur retard (ce que l'on appellera la discrimination positive), la cour suprême vient de prendre une série de décisions qui permet de revenir sur l'avortement et l'abolition de la peine de mort, de limiter les droits des détenus, d'accroître les pouvoirs de la police, et d'interdire aux médecins du planning familial subventionné par l'Etat fédéral de donner des informations sur l'avortement.

La cour décide également que les plus pauvres pourraient être forcés à payer la scolarisation de leurs enfants dans le système public, l'enseignement ne faisant pas partie des droits fondamentaux... »

L'auteur de l'article fustigeait sévèrement les prises de position antisociales de l'administration Reagan et faisait un rapprochement sans ambiguïté avec la politique menée en Grande-Bretagne, où Margaret Thatcher s'attaquait une nouvelle fois aux syndicats : *« Le Trade Union Act (loi sur les syndicats), fait dépendre la légalité des grèves de votes préalables et exige tous les dix ans un vote en faveur de l'octroi de subsides à un parti politique »*. C'est à dire en faveur du parti travailliste, qui trouvait là l'essentiel de ses revenus...

« Quelle harmonieuse coïncidence quand on sait qu'avec une cour suprême américaine ultra-

conservatrice et la nomination au National Labor Relations Board de personnalités favorables aux entreprises, les décisions de justice et les conclusions de cet organisme affaiblissent considérablement les organisations syndicales déjà ébranlées par le déclin du secteur industriel. Ainsi, les grévistes se retrouvent privés de véritables protections légales ! »

« Conneries », maugréa Mike, dont le journal se trouva brusquement projeté sur la descente de lit.

En éteignant la lumière de chevet, il ne put s'empêcher de sourire en pensant que quelques années plus tôt les gros titres des mêmes journaux français l'avaient affolé pour avoir pris leurs rêves pour des réalités...

La globalisation financière explosa dans les années 1980 à cause de plusieurs facteurs.

Tout d'abord, la déréglementation des marchés financiers favorisa l'afflux et les mouvements de capitaux au niveau international. Parmi les mesures majeures de cette déréglementation figurent, au premier chef, la disparition du contrôle des changes et la fin de l'encadrement du crédit. Ce furent désormais les taux d'intérêt qui régulèrent la politique monétaire et la lutte contre l'inflation.

Le déficit de la dette américaine nécessitant un financement important par émission de titres, le Japon, dont les excédents commerciaux étaient faramineux, et l'Allemagne contribuèrent à ces flux de capitaux vers les autres pays industrialisés. Au même moment, plusieurs pays européens, dont la France, affichèrent leur volonté d'ouvrir leur système financier.

En effet, le poids des investissements étrangers en France ne cessa d'augmenter à partir de 1984, année de la modernisation et de la libéralisation de la bourse de Paris. Jusqu'à cette date, la place financière parisienne, très

cloisonnée et peu soumise à la concurrence, était très en retard sur les plans technique et libéral.

Les pionniers du néolibéralisme, que sont Margaret Thatcher et Ronald Reagan, continuèrent de conjuguer leurs efforts pour parfaire la politique de l'extrême. Rien ne les arrêta, pas même les gigantesques scandales qui condamnaient leurs politiques ambiguës :

Aux Etats Unis, la dérégulation de l'épargne et des prêts bancaires ayant entraîné des investissements à hauts risques, les banques étaient devenues exsangues et incapables de répondre aux milliards de dollars de leurs déposants, pourtant garantis par le gouvernement. Au fil des années, le problème continuant d'être soigneusement caché à l'opinion publique, il fallut de plus en plus d'argent pour rembourser les déposants et renflouer les banques. Le montant s'élevant bientôt à 200 milliards de dollars.

En Angleterre, c'était « l'évangile des marchés libres », selon Thatcher, qui connut son apostasie virtuelle. Car comment qualifier son intervention personnelle pour débloquer des sommes prélevées sur le budget britannique pour contribuer à la création du métro d'Ankara ou à la réalisation du barrage de Pergau, afin de faciliter ou d'adoucir des ventes d'armes avec la Turquie ou la Malaisie ? Le degré d'hypocrisie entourant le credo de son libéralisme atteignant là de nouveaux sommets de duplicité. Sans parler des garanties de crédit et des arrangements financiers du gouvernement, ou encore de la panoplie de mesures permettant le transfert de fonds publics à l'industrie de la défense, qui ont eu pour effet plus général d'assurer de nombreux profits aux secteurs industriels avancés...

Rien n'arrête une idéologie, surtout si elle opère à l'insu des citoyens. Le dispositif idéologique en place passe inaperçu, et son ignorance est le gage de sa réussite, dont le rôle fondamental est d'entretenir l'injustice sociale.

Le libre-échange et la libre circulation des capitaux avaient commencé leur travail de sape, dont le but était de détruire la capacité des Etats à définir des politiques économiques autonomes, répondant aux aspirations de leurs ressortissants. Les Etats Unis de Reagan imposaient désormais certaines de ces nouvelles règles au moyen de nombreux traités bilatéraux.

A tous les niveaux, la politique néolibérale engagée faisait reculer systématiquement les régulations publiques au profit du « tout marché ». Les politiques publiques se transformaient complètement et cherchaient désormais à accroître l'attractivité des territoires pour permettre la réalisation d'un taux de profit maximal pour les entreprises qui s'y installaient. Elles privilégiaient la stabilité de la monnaie, les taux d'intérêt réels élevés - compte tenu des faibles niveaux d'inflation - et visaient à faciliter une toujours plus grande circulation des biens, des services et des capitaux ; ce qui s'accompagnait inévitablement de déréglementations en matière sociale et de quasi-absence de réglementation environnementale. Evidemment, dans ces politiques, la préoccupation n'était plus de mettre un terme au chômage, et la protection sociale n'était plus perçue comme un objectif de civilisation mais comme une contrainte pesante, paralysant ceux qui osaient prendre des risques. C'est ainsi que les politiques publiques en sont venues à se mettre au service des propriétaires du capital...

« Roy Benavidez, un héros de la guerre du Vietnam, qui avait reçu des mains mêmes de Reagan la médaille d'honneur du Congrès, s'entendit dire par les services sociaux que les éclats d'obus qu'il avait encore dans le cœur, les bras et les jambes ne l'empêchaient pas de travailler ! » s'émouvait un quotidien du Wisconsin, au tirage fort heureusement limité... *l'Observer* de Londres, quant à lui, titrait : *« Un bébé britannique sur trois naît dans la pauvreté ! »*, expliquant que deux millions d'enfants étaient en mauvaise santé et souffraient de retards de croissance en raison de malnutrition due à *« une pauvreté d'une ampleur inconnue depuis les années 1930 »*.

Le duel à distance que se livraient Reagan et Thatcher n'avait donc pas encore délivré son verdict, mais tous deux tenaient bien toutes les promesses de leur conjuration...

Dans les entreprises, le grand tournant fut le recentrage des objectifs de gestion qui allait résulter de ces nouvelles dispositions. Le nouveau partage de la richesse produite entre salaires et profits allait être de plus en plus défavorable aux travailleurs, remettant en question les modes antérieurs de gestion de l'après-guerre, qui étaient fondés sur un meilleur équilibre entre travailleurs, pouvoirs publics et propriétaires du capital. Jusqu'à cette période de marché débridé, les profits avaient été largement conservés par les entreprises, qui les investissaient dans l'appareil productif et créaient des emplois quelque soit le travail, pourtant parfois déqualifié ou même parcellisé.

Or ces nouveaux objectifs de gestion allaient bientôt servir au service exclusif des actionnaires et au

versement de rémunérations astronomiques aux managers
afin de faire coïncider leurs intérêts...

« Là où le néolibéralisme fonctionne le mieux, c'est où existe une démocratie électorale formelle, mais où la population se voit privée de l'accès à l'information et aux forums publics nécessaires à sa participation sérieuse à la prise de décision. »

C'est ainsi que le président américain clôtura la séance de travail qu'exceptionnellement il consentit à programmer un mercredi après-midi. On ne saura jamais si son humeur maussade en était la conséquence directe, mais tous les participants accueillirent avec soulagement la fin des débats.

Il faut dire qu'en matière de démocratie, Ronald Reagan ne faisait pas dans la dentelle. Et sa conception bien particulière de l'exercer pouvait fatiguer rien qu'à entendre les inquiétants propos qu'il tenait.

Pour lui, l'Amérique devait chercher à maintenir l'ordre fondamental de sociétés parfaitement antidémocratiques. Ce qui au départ était déjà un exercice périlleux et pervers puisqu'il devait éviter d'aboutir à des changements d'orientation populiste, en recherchant des formes limitées de changement démocratique qui ne risquent pas de bouleverser les structures de pouvoir

traditionnelles. Bref, tout devait être fait pour ne pas gêner les intérêts américains...

« Détruire l'économie, mener par procuration une guerre longue et mortelle, jusqu'à ce que les Nicaraguayens, épuisés, renversent eux-mêmes un gouvernement non désiré », avait parfaitement résumé le *Times Magazine*. Les guerres de Washington devaient être menées sans merci *« quelque soit le nombre de gens assassinés car il y a des priorités américaines plus importantes que le respect des droits de l'homme au Salvador »*, osait même la *New Republic*.

Le climat délétère de ces cyniques années justifiait Reagan à faire admettre que des opérations terroristes provoquant d'énormes souffrances dans les populations civiles pouvaient se révéler parfaitement légitimes s'il était prouvé que la balance penchait du côté des avantages et démontrait que le sang versé menait à la démocratie !

La « démocratie » des maîtres du monde, naturellement...

Les Etat Unis ont toujours eu un rapport particulier avec les autres nations vis-à-vis desquelles ils ont assumé la responsabilité du bien-être du monde capitaliste pour défendre leurs propres intérêts. Première puissance économique mondiale bien avant la guerre de 1939-1945, ils ont continué de prospérer durant ces années de conflit alors que leurs rivaux s'affaiblissaient considérablement. Au retour de la paix, ils détenaient la moitié des richesses mondiales et un pouvoir sans précédent dans l'Histoire, qui devaient leur servir pour édifier un système mondial conforme à leurs intérêts, pensaient-ils. Or, certains pays d'Amérique latine,

notamment, de régimes nationalistes et sensibles aux pressions populaires réclamant une amélioration de leurs médiocres conditions de vie et un développement passant par la satisfaction des besoins intérieurs, firent peser une menace certaine sur ces intérêts. Et quand sont menacés les profits soumis aux investissements privés et la protection des matières premières de la première puissance économique mondiale, il n'est bientôt plus question d'objectifs aussi flous et irréalistes que les droits de l'homme, l'élévation du niveau de vie et la démocratie...

L'autre « force » de Reagan était son incroyable pouvoir de persuasion qu'il savait mettre au service de la restauration idéologique du libéralisme. Chaque séance de travail, chaque conférence, chaque sortie officielle était ponctuée d'une croisade en faveur de la mondialisation :

« La mondialisation est non seulement inévitable, mais elle est souhaitable, disait-il encore lors de sa dernière allocution télévisée. Aussi est-il indispensable de s'y adapter dès maintenant en attendant qu'elle répande prochainement ses bienfaits, et que tous en jouissent. »

Et si l'interviewer lui opposait que rien aujourd'hui ne permettait d'y croire, alors il répondait ceci :

« C'est justement parce qu'elle est encore incomplète... »

Ce discours intéressé de la résignation et du fatalisme était repris par les grands médias et par la fine fleur des administrations, ainsi que chez la plupart des responsables économiques et politiques, voire même chez

certaines syndicats ! L'époque et l'environnement plaident pour une telle thèse que venaient accréditer certains prix Nobel d'économie, en personne. Les néolibéraux n'avaient alors plus qu'à enfoncer le clou d'une théorie qui ne demandait qu'à trouver une immédiate application.

« Faire des profits est l'essence même de la démocratie, » avait dit en substance le locataire de la Maison blanche, en consultant discrètement sa montre peu de temps avant d'entamer la conclusion de cet après-midi laborieux :

« Tout gouvernement qui adopte une politique contraire aux marchés est donc antidémocratique, même s'il jouit d'un large soutien populaire. »

Sur du velours, qu'il jouait, le président ; tout se tenait à la perfection, mettant sous les projecteurs la moindre évidence susceptible de lui permettre d'avancer une démonstration percutante. Puis il poussait un peu plus loin son raisonnement.

« Mieux vaut donc le cantonner dans les tâches de protection de la propriété privée et d'exécution des contrats, tout en limitant le débat politique à des problèmes mineurs. »

Sous-entendu, les vraies questions, que sont la production et la distribution des richesses ainsi que l'organisation sociale, devant être déterminées par les forces du marché...

Néanmoins, habités du fantasme d'un marché planétaire glabre, les Etats Unis s'inquiétaient de toutes ces différences qui font justement l'identité même d'un peuple, et d'un individu. Chaque langue, chaque culture, chaque conviction politique ou religieuse n'était elle pas,

en effet, un obstacle à la libre circulation des biens et des services ?

C'est ce qu'avait parfaitement compris l'administration Reagan qui, au travers d'une propagande effrénée, allait se lancer avec virulence dans la promotion des industries de l'image et du divertissement.

L'ARME DE DESTRUCTION MASSIVE

John Casualty abordait l'adolescence lorsque Reagan attaquait la deuxième partie de son deuxième mandat présidentiel.

Il n'était pas encore en âge de véhiculer un message politique, mais il portait pourtant un jugement acéré sur le président en exercice. En effet, malgré son jeune âge, celui-ci avait eu déjà l'occasion d'intervenir dans sa vie.

John vivait dans le Kansas où ses parents lui avaient donné le jour à Wichita. Nancy, sa mère, avait pu lui consacrer tout l'amour que réclamait son caractère affectueux car elle avait cessé de travailler dès qu'elle fut enceinte. Son père, Tom, gagnant bien sa vie comme contrôleur aérien, lui avait demandé de renoncer au passionnant métier qui était le sien et pour lequel, seule, l'arrivée d'un quatrième enfant pouvait justifier de ne plus diriger le musée de la fondation Charles Russel.

Entouré d'amour et bénéficiant de confortables conditions de vie, John avait vécu d'inoubliables heures au sein d'une famille unie qui lui avait masqué la réalité d'un monde qu'il avait perçu à travers le prisme déformé de son intangible bonheur.

Car John avait un problème, mais il ne le savait pas.

Il était né schizophrène.

La schizophrénie a cela de particulier qu'elle agit comme une bombe à retardement dont la mise à feu dépend entièrement de l'environnement. Comme certains vivent avec un seul rein sans s'en apercevoir, John n'avait présenté aucun signe de déséquilibre. C'est quand intervient une perturbation imprévue que les uns doivent faire appel à la dialyse et que les autres sont soumis à la dépendance d'un traitement révolutionnaire qui a pour nom *Risperdal* ou *abilify*. (1)

Concernant John, tout s'était joué en 1981. Il avait à peine huit ans et Ronald Reagan venait de se faire élire au poste suprême. L'un de ses premiers actes avait été de licencier en masse les contrôleurs aériens qui s'étaient mis en grève. Il s'agissait d'un avertissement lancé aux futurs grévistes en même temps que d'un témoignage de la faiblesse d'un mouvement ouvrier qui avait pourtant représenté, dans les années 1930 et 1940, une formidable force.

Le père de John s'était retrouvé démuni du jour au lendemain. Sa mère avait bien tenté de retrouver un emploi, même sous qualifié par rapport à son expérience, mais elle avait vite compris que les conditions n'étaient plus les mêmes.

(1) Médicaments, récents à l'époque des faits, utilisés pour soigner les malades atteints de schizophrénie.

John, qui était un affectif dont le potentiel avait été largement satisfait jusqu'alors, avait subi un stress profond dont la maladie s'empara. Plus rien désormais ne fut comme avant ; et ses attitudes et son comportement s'éloignèrent progressivement des normes rationnelles.

Son père eut beau retrouver un emploi dans un tout autre domaine quelques mois plus tard, le mal était fait. Le couple garda les stigmates d'une période où l'angoisse et la précarité avaient eu raison de leur bonheur familial et, surtout, de l'équilibre fragile d'un enfant que la société allait marginaliser.

Nancy et Tom divorcèrent dix huit mois plus tard, tandis que John reprenait lentement le parcours d'un garçon auquel les médicaments autorisaient un développement quasi normal. Le week-end, son père s'efforçait d'ignorer ses sautes d'humeur intempestives et sa mère, avec qui il vivait, devait gérer les dysfonctionnements ponctuels de sa pathologie.

La schizophrénie qui est une maladie fréquente – elle touche une personne sur cent – est de caractère chronique, au même titre que le diabète et l'hypertension artérielle. Elle est la manifestation d'une vulnérabilité neuropsychologique que les stressors socio-environnementaux mettent à jour. Les symptômes sont très variables selon les individus et s'inscrivent selon deux grandes catégories qui sont : les symptômes dits positifs - comprenant les délires, les hallucinations et les incohérences de langage - et les symptômes dits négatifs, beaucoup moins spectaculaires, que sont l'apathie, le manque de sociabilité, l'alogie, le déficit d'attention et l'émoussement affectif.

John n'a jamais été agressif, comme cela aurait pu être le cas avec ce type de maladie, mais connu naturellement des phases délicates qui nécessitaient une attention toute particulière de la part de son entourage. C'est ce que gèrent très bien ses parents qui, malgré leur séparation, employèrent individuellement des *habiletés* aptes à développer des sentiments d'estime de soi et de confiance personnelle.

Ainsi John a grandi et, malgré son handicap, parvint, tant bien que mal, à suivre une scolarisation que les différents établissements qu'il fréquenta surent intelligemment aménager pour ne pas accentuer l'injuste différence.

Aujourd'hui, du haut de ses quatorze ans (il mesurait déjà un mètre soixante seize), il connaissait douloureusement le nom de son président en exercice ; et il n'avait plus besoin du jugement de son père pour condamner une politique, dont il ne savait certes pas les complexes rouges, mais dont les effets continuaient inmanquablement de l'atteindre.

C'était jusque dans les recoins des cantines scolaires qu'elle prenait désormais les aspects d'un acharnement ciblé, car Reagan venait de « satisfaire » à l'obligation d'un repas comportant nécessairement deux légumes en proposant... de la moutarde et du ketchup !

John était schizophrène, mais pas idiot ; aussi quand, quelques jours plus tard, il découvrit avec stupeur les critères de refus des allocations de handicapés, il sut que son avenir était définitivement menacé.

A la fin des années Reagan, l'écart entre les riches et les pauvres s'était considérablement accru.

Durant ses deux mandats, les salaires des dirigeants d'entreprises se sont envolés et le revenu concernant le 1% des plus riches a presque doublé, tandis que la moitié de la population la plus pauvre a constaté, au mieux, la stabilité de ses gains. Parmi les plus touchés, on trouvait les Noirs, les Hispaniques, les femmes et les jeunes.

Dans la communauté noire, le nombre de chômeurs par rapport aux blancs, était de plus du double, et l'espérance de vie comptait dix ans de moins... Dans certaines villes, le taux de mortalité de leurs nouveau-nés était plus élevé qu'en Jamaïque ou au Costa Rica !

« Les années 1980 ont marqué le triomphe de l'Amérique richissime (...), de l'ascension politique des riches et de la glorification du capitalisme, du libre marché et de la finance », notait avec justesse et objectivité Kevin Phillips, observateur républicain de la politique intérieure.

Dans sa farouche volonté de satisfaire les intérêts des entreprises américaines et de renforcer l'appareil

militaire, Reagan essaya de trouver de l'argent en réduisant de façon drastique l'aide sociale destinée aux populations les plus défavorisées, mais aussi en rognant sur le budget destiné à la recherche sur les énergies renouvelables, qu'il amputa de 90% ! Et, sans doute pour ne laisser planer aucun doute sur ses intentions, il proposa de remplacer la mise en œuvre autoritaire de la législation environnementale par une approche basée sur la seule volonté des entrepreneurs... N'était-ce pas là meilleur moyen de mettre en péril le mouvement pour la défense de l'environnement, que les années 1960 et 1970 avaient réussi à imposer au niveau national ? D'autant plus que, parallèlement, dans sa cohérence destructrice, Reagan nomma à la tête de l'OSHA (Occupational Safety and Health Act) un homme d'affaires qui y était farouchement hostile ; sa première décision étant d'ordonner la destruction de 100.000 brochures gouvernementales soulignant les risques que faisaient courir aux travailleurs du textile les poussières de coton en suspension...

En matière de politique étrangère, ses divers gouvernements firent preuve d'une agressivité qui se concrétisa soit par des interventions assumées, soit par un soutien plus ou moins avoué à des dictatures d'extrême droite, proches des Etats Unis. Le lien entre l'intervention militaire et la promotion de l'entreprise capitaliste ayant toujours été d'une évidence criante. Lors de l'invasion de la Grenade en 1983, par exemple, il n'était point besoin de sous-titres pour comprendre l'intérêt d'envahir une capitale de 7 500 habitants qui comptait 118 banques offshore, soit une pour 64 habitants... « *Saint George's est devenu la Casablanca*

des Antilles, un paradis en expansion pour le blanchiment de l'argent, l'évasion fiscale et autres fraudes financières, » en avait logiquement déduit le *Wall Street Journal*.

Quant à la menace que faisaient planer les « nationalismes indépendantistes » sur les gigantesques intérêts économiques américains, n'ont-ils pas bénéficié d'une habile couverture prenant ses racines dans l'opposition légendaire avec l'Union Soviétique ? Noam Chomsky, lui-même, affirme que « le recours à la notion de sécurité nationale est un pur mensonge. Le cadre de la guerre froide aura finalement servi de prétexte à l'élimination des mouvements nationalistes indépendants, que ce soit en Europe, au Japon ou dans le tiers-monde ».

Le 17 novembre 1988, « Maggie » se rendait à Washington pour faire ses adieux à « Ronnie », dont la vie politique expirait. Leur complicité de longue date lui autorisait un discours informel sur l'analyse des huit années qu'ils avaient partagées au sommet de la hiérarchie mondiale.

Mais que lui a-t-elle dit réellement ?

Que ses décisions sur l'*Affirmative Action* (l'équivalent de notre discrimination positive), le budget du projet *Head Start* (éducation préscolaire des enfants défavorisés), les critères de refus des allocations de handicapés, ou encore les règles d'indemnisation du chômage avaient fondé un modèle profondément injuste qui, non seulement n'avait profité qu'aux nantis, mais, de surcroît, n'avait pas été fidèle aux principes du marché censés l'inspirer ?

Lui demanda-t-elle ce que cachaient les subventions massives aux compagnies aériennes et à l'agriculture, les renflouements colossaux des banques, l'aide sociale aux entreprises, les privilèges fiscaux et le protectionniste ?

Non, bien sûr, puisqu'elle avait fait de même, en parfaite coordination avec celui dont elle venait aujourd'hui faire le panégyrique et le cynique constat qu'une nouvelle société était en marche...

Elle qui venait tout juste de renforcer ses mesures sur l'*Employment Act*, qu'elle transformait progressivement depuis son arrivée au pouvoir, et dont la conséquence directe était le déclin des organisations syndicales, amputées de 25% de leurs adhérents en l'espace de dix ans. Elle qui venait de supprimer toute aide aux jeunes de seize et dix-sept ans, et qui venait de mettre en place toute une série de mesures restrictives concernant les pensions, les conditions de l'octroi du supplément de revenu, la sélectivité des allocations familiales et des primes de maternité. Elle encore qui venait d'inventer avant l'heure le système des *subprime*, favorisant l'accès à la propriété à une catégorie sociale qui n'en avait pas véritablement les moyens et que la hausse des intérêts, à partir de 1988, allait placer dans l'impossibilité d'honorer ses traites, provoquant ainsi son expulsion et l'apparition soudaine des « nouveaux pauvres », directement victimes de la spéculation immobilière.

Margaret Thatcher, tout comme son alter ego américain, avait eu une vision assez particulière de la société. Elle avait considéré l'existence des inégalités comme un moteur de l'ascension sociale (!) et prétendu

que l'assistance publique ne nourrissait que des habitudes de passivité et de dépendance... En 1998, elle dira même que « quiconque ne travaille pas n'a pas le droit de manger » !

H. Mac Millan, quant à lui, ne lui pardonnait pas d'avoir « vendu l'argenterie de la famille », à propos de la liquidation des grandes entreprises publiques...

Et on pouvait aussi se demander ce que retiendrait la postérité d'un premier ministre d'une grande démocratie qui avait osé introduire la notion de marché dans le domaine de la santé, en autorisant les médecins généralistes à mettre les hôpitaux en concurrence.

Elle ne savait pas encore que, deux ans plus tard, presque jour pour jour, l'impôt communautaire, ou *Poll-tax* (1), allait enfin avoir raison de sa politique conservatrice, profondément injuste.

(1) La Poll-tax est une capitation égale pour tout adulte sans tenir compte des revenus ni de la fortune.

Le processus de la globalisation financière, intervenu dans les années 1980, a achevé de décomposer le système financier international hérité de l'après-guerre.

Dans le même temps est survenue l'ère de l'informatique et de la transmission par satellite. Ce qui, en bourse, a rendu possible la cotation en continu, dès 1986 à Londres, et l'année suivante à Paris avec la création du CAC. Bien entendu, les places financières en ont aussitôt bénéficié et se sont livrées une concurrence accrue grâce à la réactivité nouvelle des investisseurs.

Mike Greed s'est réjoui de cette orientation opportuniste et s'en est ouvert à celui qu'il manipulait ouvertement au sein de son équipe. Pascal Meyeur marchait à la confiance et n'avait pas imaginé alors l'arrivisme tordu du perfide *trader*. Néanmoins, les mois passant, il comprit que l'exercice d'un tel métier pouvait présenter quelque incompatibilité avec une banale pensée humaniste et que Mike n'avait nullement l'intention de prendre en considération le moindre bémol portant atteinte à son avide cupidité. La première alerte avait été son attitude particulièrement scandaleuse dans la gestion des titres d'*Eurotunnel*, énorme projet mal en point, sur

lequel il n'avait eu aucun scrupule à jouer à la baisse. Le deuxième indice fut l'intérêt progressif puis l'amitié solide qu'il voua à Michael Milken, son confrère américain, golden boy éminemment connu dans les milieux boursiers pour ses financements louches à de nombreux *raiders*.

Mike Greed, à l'orgueil bouffi et aux ambitions démesurées, commença alors à se sentir à l'étroit sur une place boursière dont les manipulations et les volumes d'échange n'atteignaient pas les sommets les plus huppés.

Le 2 mars 1989, il quitta la rue de la Harpe, dont il avait pourtant fait le haut lieu d'un certain art de vivre quelques années auparavant, pour rejoindre la place financière la plus réputée de la planète, après la city de Londres : Wall Street.

Désormais, Mike Greed faisait de l'argent avec rien. Aucun scrupule ne pouvait venir nuancer sa conscience déjà bien au faite de la convoitise, pas même le risque de pousser le système hors de ses limites et d'infliger une éventuelle crise à son pays.

Tout reposait sur les garanties bancaires qui permettaient de créer des flux monétaires grâce à la puissance des grandes banques mondiales, au travers d'un vaste système bancaire qui permettait de faire des profits avec l'argent que l'on n'avait pas. En effet, lorsqu'une banque prête, elle perçoit un intérêt, et plus elle prête au-delà de ce qu'elle ne possède pas et plus elle s'enrichit !

Le système est le suivant : chaque client qui apporte un dollar à la banque perçoit un intérêt d'environ 5%. Mais pour chaque dollar versé à la banque, celle-ci

peut prêter un autre dollar à dix autres clients, sur lesquels elle percevra aussi 5% d'intérêt. Autrement dit, la banque perçoit dix fois 0,05 dollar, soit 0,50 dollar, en ne payant chaque fois que 0,05 dollar à son client dépositaire. Profit net : 0,45 dollar... Soit un taux de 45% !

Mike, dans son nouveau job, intervenait à des niveaux inaccessibles aux particuliers et montait des projets que bien des pays auraient du mal à financer. Il savait donc parfaitement qu'avec de telles sommes et de tels clients – de très grosses entreprises transcontinentales ainsi que des municipalités –, le système serait sévèrement menacé s'ils venaient tous réclamer leur argent au même moment ; car il savait aussi, et c'était là tout son cynisme, que le *Federal Deposit Insurance Corporation* (FDIC) n'assurerait que 0,70 dollar pour 100 dollars déposés en banque.

Qui d'autre que le congrès pourrait alors assumer la responsabilité de ne pas pouvoir payer des salaires, par exemple ? Mais le banquier moderne se foutait royalement de provoquer une crise sociale qui imposerait à la banque centrale de fabriquer de l'argent frais, synonyme d'inflation et dont la victime finale serait le contribuable au pouvoir d'achat écorné.

Les taxis jaunes de la cinquième avenue roulaient à vive allure en traversant les impressionnantes vapeurs qui donnaient à Mike Greed, fièrement installé à l'arrière d'un véhicule, l'aspect de l'intangible dédain.

Il avait pris l'attitude et le comportement de ceux pour qui la vie avait reconnu leur immense talent et, dans

son égo incommensurable, il était convaincu d'avoir obtenu le poste qui convenait à ses ambitions.

Il se disait qu'à 32 ans il régnait quand même sur une bonne partie de la planète...

Ce fut lorsque Bush (père) arriva au pouvoir que la démocratie électorale si particulière du président Reagan trouva son aboutissement.

Alors que les néolibéraux comme Milton Friedman n'avaient rien eu à objecter en 1973 au renversement par les militaires chiliens du gouvernement démocratiquement élu de Salvador Allende, quinze ans après une dictature brutale et féroce – au nom de la liberté des marchés, bien entendu, - la démocratie fut formellement restaurée en 1989 avec une constitution qui rendait beaucoup plus difficile, voire impossible pour les citoyens chiliens, la remise en question de la domination militaro-industrielle sur le pays.

Triomphe de la démocratie néolibérale, bâtie autour de débats triviaux sur des questions insignifiantes entre partis qui poursuivaient fondamentalement la même politique favorable aux milieux d'affaires. Perpétuité d'une démocratie qui allait être permise aussi longtemps que le contrôle exercé par le grand capital échapperait aux changements voulus par le peuple, autrement dit aussi longtemps qu'elle ne sera pas la démocratie. Démonstration éclatante, enfin, des exigences d'un

système qui nécessitait des citoyens dépolitisés et, où la démocratie électorale n'affectant pas la vie sociale, ne réclamait pas qu'on y accordât beaucoup d'attention...

Lorsque le rôle régulateur d'un Etat n'est plus exercé et que ses tâches normatives sont paralysées, le capitalisme financier s'affirme, et la société se défait ; c'est la raison du plus fort qui l'emporte et le faible n'a plus aucune justification à faire valoir. Toute défaite de sa part trouvera son explication dans ses propres faiblesses. Les principes de profits maximum, de libre échange mondialisé, de compétition sans limite ni protection, et de liquidation des cultures nationales s'inscrivent alors complètement en faux par rapport aux valeurs héritées du siècle des Lumières, fondement de la civilisation européenne.

Les possesseurs de capitaux étaient désormais libres de placer leur épargne où ils voulaient et, de préférence bien entendu, sur les places les plus rémunératrices, grâce à la suppression de l'encadrement du crédit et à la disparition du contrôle des changes. Cette déréglementation engendrait plus d'opacité avec, notamment, l'essor de places financières *off-shore* et de micro-Etats au secret bancaire absolu.

Les agents économiques avaient la possibilité de financer leurs besoins directement auprès des marchés financiers, et les banques qui, auparavant en assuraient l'essentiel, avaient maintenant pour concurrents des compagnies d'assurances et des fonds de pension, entre autres, qui finançaient les besoins de l'économie en plaçant l'épargne sous forme de titres négociables (actions, obligations, titres de créances) disponibles sur les marchés d'actions ou de taux. Les entreprises

pouvaient aussi placer leurs excédents de trésorerie dans une panoplie de produits dérivés et variés, à court ou long terme, ce qui générerait l'éclosion de spéculateurs qui endossaient les risques, en cas de baisse des cours ou des taux, à la place de l'entreprise qui ne voulait pas s'exposer inconsidérément.

Par ailleurs, le processus de décloisonnement permettait l'abolition des frontières entre les marchés financiers, que sont les actions, les obligations et les devises. Les banques durent passer d'un système volontiers bureaucratique à celui de la concurrence internationale, les forçant ainsi à améliorer leur compétitivité.

L'acte fondateur crucial des années 90 fut établi le 1^{er} avril 1994, à Marrakech – symbole d'un pays n'apportant pas, comme chacun sait, toutes les garanties d'une démocratie et d'une transparence exemplaires.

Ce jour là, les ministres du commerce des Etats signataires du GATT donnèrent le jour à l'OMC (Organisation mondiale du commerce), en reprenant ses objectifs fondamentaux. Ceux-ci étaient : promouvoir la plus grande libéralisation possible en matière de circulation des capitaux, de biens et de services et, plus récemment, de brevets *TRIPS* (droits de propriété intellectuelle touchant au commerce) à l'échelle planétaire.

Mais si les objectifs restaient les mêmes, alors quelle différence avec le GATT et pourquoi, dans ce cas, créer une nouvelle structure uniquement pour actualiser ses résolutions ?

La réponse est simple : Le GATT n'était qu'une union douanière ordinaire, alors que l'OMC allait être

une organisation inter étatique aux pouvoirs de coercition et de sanctions étendus. Désormais, l'OMC allait fixer les règles du commerce mondial et allait devenir une formidable machine de guerre au service des prédateurs. Son objectif avoué était la réduction du pouvoir d'Etat et du secteur public en général ; ses leviers étaient la déréglementation et la privatisation.

D'un mécanisme compliqué mêlant conventions et accords multiples, toutes les décisions se prenaient par consensus et c'étaient les représentants des Etats qui négociaient, sauf que, la plupart du temps, ils le faisaient au nom des sociétés transcontinentales qui dominaient leurs économies nationales respectives, défendant là l'intérêt privé au détriment des peuples. Ces prétendus accords sur la liberté du commerce faisaient partie de ces dispositifs d'atteinte à la démocratie qui étaient destinés à transférer les décisions relatives à la vie et aux aspirations des populations entre les mains de tyrannies privées, opérant en secret et sans contrôle ni supervision des pouvoirs publics ou de l'opinion.

Finie la prospérité des petits pays aux économies fragiles qui n'avaient que les barrières douanières pour protéger leur marché et leurs marchands ; Plus de 80% du commerce mondial était désormais contrôlé par les Etats Unis, le Canada, le Japon et l'Union européenne.

Au cours des cinquante dernières années, les Etats Unis avaient tenté de créer un monde à leur image en considérant les Nations Unies comme le pré carré de leurs propres valeurs. Mais les temps avaient changé. Les relations entre les Etats Unis et l'ONU n'étaient plus ce qu'elles étaient, et les Américains s'étaient retrouvés

régulièrement isolés dans leur opposition à de nombreux accords d'ensemble.

L'administration Clinton se tourna alors vers l'Organisation mondiale du commerce pour exporter ses valeurs... L'OMC donnant le pouvoir de pénétrer les frontières des pays qui la composaient, et ne pouvant fonctionner que dans la mesure où elle s'en tenait aux exigences des puissants, et donc des Etats Unis.

Ce nouvel outil allait leur permettre d'intervenir en profondeur dans les affaires intérieures des autres et les contraindre à modifier leurs lois et leurs pratiques. Pire, l'OMC allait même se faire le cerbère du respect de l'engagement pris d'autoriser les investissements étrangers, « *les bénéficiaires les plus évidents de cette ère nouvelle (étant) les grosses entreprises américaines qui étaient les mieux placées pour dominer un terrain de jeu nivelé* », relevait, à juste titre, la *Far Eastern Review*.

Instrument puissant de la mondialisation néolibérale, l'OMC allait donc servir avant tout les intérêts américains qui avaient sous la main le moyen puissant d'imposer leurs valeurs et la mainmise sur des secteurs cruciaux des économies étrangères.

Les mercenaires de l'OMC s'occupaient de la circulation des flux commerciaux...

Les flux financiers, quant à eux, étaient aux mains des aventuriers du FMI et de la Banque mondiale...

Le FMI est un organisme dépendant de l'ONU, créé en 1944 pour assurer la stabilité des changes et la coopération entre Etats. Directement lié aux accords de Bretton Woods, il devint ensuite le bras armé du *consensus de Washington* en profitant de son habit de pompier du système financier international pour se faire pyromane.

Par la dette, il put asservir et soumettre les peuples. Dans les années 80, par exemple, il imposa un plan d'ajustement structurel particulièrement sévère au Brésil, qui dut réduire massivement ses dépenses. Entre autres mesures, le gouvernement fut amené à interrompre, suite à une effroyable épidémie, sa campagne nationale de vaccination contre la rougeole. Des dizaines de milliers d'enfants non vaccinés moururent alors.

Tués par la dette !

Son objectif était de dépouiller les Etats ; sa méthode était d'arracher un lambeau de l'industrie, ou du secteur public, aux pays en demande d'une rallonge de crédit. Il parvenait ainsi à obtenir la vente d'industries, ou d'entreprises de services, relevant d'un secteur rentable à

des sociétés transcontinentales, bien souvent américaines. La meilleure preuve de ces agissements interlopes est que les secteurs de l'économie non rentables restaient toujours aux mains des gouvernements locaux... Comment croire alors l'apolitisme d'une organisation qui utilisait ce mensonge grossier pour se mettre au service direct et constant de la politique extérieure des Etats Unis ?

La Banque mondiale, elle, exerce sur la planète un pouvoir immense. Ses origines sont les mêmes que celles du FMI et la première fut créée en 1946 sous le nom de BIRD (1). Elle allouait des crédits aux pays les plus démunis et se révélait être le « prêteur de dernière instance ».

Et qui dit dernière instance dit aussi, bien sûr, acceptation de conditions non négociables pour le débiteur...

Elle fonctionnait au quotidien selon des critères strictement bancaires, et sa charte excluait absolument toute conditionnalité politique ou autre. Mais, une fois encore, c'était le *consensus de Washington* qui déterminait sa pratique, entretenant avec Wall Street une alliance des plus stratégiques et impliquant l'exploitation systématique des populations concernées par l'ouverture forcée des pays aux prédateurs du capital mondialisé.

(1) Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

Le volume des prêts, dans les années 1980, atteignit 13 milliards de dollars et elle était parvenue à lever sur les différents marchés nationaux de capitaux près de 100 milliards de dollars d'emprunts dont une grande partie avait été obtenue auprès des banquiers suisses... Ceux qui abritent l'essentiel des capitaux en fuite.

Même si elle reconnaîtra plus tard que la flexibilité du marché du travail avait mauvaise réputation en permettant la baisse des salaires et le licenciement des ouvriers, elle en confirma néanmoins la nécessité dans toutes les régions du monde, glorifiant par là même l'idéologie dominante, dont ces mesures étaient présentées comme autant de contributions cruciales à la santé de l'économie !

Pieds et mains liés par le *consensus de Washington* universalisé, les Etats perdaient peu à peu leur souveraineté. Leur enveloppe institutionnelle restait, certes, intacte, mais le pouvoir qui s'exerçait au travers des institutions d'Etat était progressivement exercé par les appareils du capital financier. Ce nouveau pouvoir, baptisé *stateless global governance*, se substituait à la démocratie dont le marché libéralisé devenait un « parlement virtuel » : Celui qui, de plus en plus, décidait du destin des hommes et des choses et qui, issu de la seule loi de l'offre et de la demande, se distinguait du parlement légalement élu par les citoyens par sa toute puissance au regard de la souveraineté fictive des institutions démocratiques. Cette souveraineté qui ne reconnaissait aucune liberté publique, aucun droit de l'homme, aucune autonomie des citoyens, et dont le

pouvoir n'était soumis à aucune échéance, constituait la négation pure et simple de tout contrat social, conquête majeure dans l'histoire de l'homme.

Le processus de déréglementation avait accentué la globalisation financière tandis que le commerce mondial avait explosé et que les échanges de biens et services avaient progressé plus vite que la production mondiale. Dans le même temps, les flux financiers et monétaires avaient atteint un niveau sans commune mesure avec les échanges de biens et de marchandises qui s'étaient établis à plus de 1500 milliards de dollars par jour pour les premiers, soit l'équivalent du PIB (1) annuel de la France, contre quelques dizaines de milliards seulement pour les seconds !

Aux Etat Unis, l'avènement d'un démocrate au pouvoir ne changea rien à l'orientation prise dans les années 1980. Bill Clinton contribua à la concentration de la richesse et ne lutta point contre la libéralisation financière destructrice des programmes sociaux. Il sembla se satisfaire d'un soit disant miracle économique qui n'a impressionné que ceux qui en bénéficièrent, et n'a rien fait pour compenser les importantes pertes de pouvoir d'achat des travailleurs lambda. Pire, c'est lui qui décida de décloisonner les marchés, apportant sans doute là le point d'orgue à la globalisation financière.

(1) Produit Intérieur Brut

En France, les années 90 virent l'élargissement de l'actionnariat auprès du grand public, le capitalisme populaire se développant à une vitesse fulgurante dans les pays latins et dans l'Europe entière. A l'instar des Etats Unis et de l'Angleterre, le message fut clair afin de démocratiser l'actionnariat : niches fiscales, développement de l'épargne salariale dans les entreprises, politique des banques et des compagnies d'assurances incitant leurs clients à investir à la corbeille, sans oublier l'introduction en bourse de nombreuses entreprises d'Etat, très rassurantes pour le particulier. Toute une politique et toute une gamme de mesures qui virent le nombre d'actionnaires doubler en vingt ans.

Ces dernières années du siècle vieillissant ont donc vu le néolibéralisme monter d'un cran et ce n'est malheureusement pas l'Europe qui put donner les leçons d'une résistance et d'une organisation orientées pour contenir un tel assaut. Elle qui, avec son traité de Maastricht, a ouvert très largement la même voie. Les délocalisations fleurirent à grande vitesse et ruinèrent des régions entières parce qu'aucun aménagement social n'a accompagné le mouvement.

Un exemple illustre bien cette mondialisation sauvage ; c'est le cas de la cueillette des fruits rouges en Europe : La Belgique fit appel à des Polonais payés moins cher, et au noir, pour effectuer sa récolte. Mais en Pologne, il y avait aussi des fraises que l'on fit récolter par des Ukrainiens payés encore moins cher, et toujours au noir... Alors question : qui ramassa les fraises en Ukraine ?

Jeu de dupes où il faut chercher la réponse dans les profondeurs d'un continent qui n'a plus de frontières

et dont le cheminement vers l'Est mène inéluctablement aux prisonniers chinois qui, eux, travaillent gratuitement !

C'est le processus de la mondialisation actuelle qui conduit directement à la dictature politique...

LES FRAPPES CHIRURGICALES

Tiré de son sommeil à quatre heures du matin, Günter Cambiste a d'abord cru à une plaisanterie. Mais il y a des coups de téléphone qui empêchent de se rendormir...

Deux heures plus tard, le patron de la HSBC était en réunion avec ses homologues à la banque centrale de Thaïlande.

On était le deux juillet 1997 et la scène se passait à Bangkok.

Malgré les yeux bouffis de sommeil et les bâillements irrépressibles d'une assemblée tétanisée, chacun mesurait la gravité des propos : le régime de change fixe venait d'être abandonné, ce qui signifiait que le *bath*, monnaie locale liée au dollar depuis quatorze ans, flottait. Pardon,... coulait !

Ainsi intervenait la fermeture brutale du robinet à dollars qui avait permis à d'insatiables spéculateurs de faire vivre le pays largement au dessus de ses moyens. A coup de résidences grand luxe et de terrains de golf ostentatoires, les Thaïlandais avaient flambé. Et alors que le revenu moyen n'était que de 3 000 dollars par an, le

pays occupait le huitième rang mondial des ventes de Mercedes !

En ce début juillet, personne ne voyait encore qu'il s'agissait d'une crise qui allait entraîner un à un les « dragons » et mettre à mal un modèle de développement unanimement célébré.

Le FMI, dont la politique avait rendu exsangue de nombreux pays en voie de développement, notamment le Brésil, l'Argentine et le Mexique, s'était tourné vers l'Asie, en 1993. Base industrielle solide, main d'œuvre très qualifiée et mal rémunérée avaient représenté la force des pays du Sud Est asiatique. Le rôle de l'Etat, structurant les industries, et l'appui des investissements des groupes multinationaux industriels avaient permis le décollage économique de la zone.

Jusqu'en 1997, les capitaux ont afflué et les bourses ont été florissantes. Mais la hausse du dollar, qui était lié aux monnaies asiatiques afin d'attirer les capitaux et d'en assurer un rendement important, fit monter les prix des marchandises qui ne s'exportèrent plus, et les entreprises, dont les comptes se dégradèrent, en subirent les conséquences. Les ventes massives d'actions orientées à la baisse et de l'immobilier firent le reste ; krach et dévaluations des monnaies poussèrent les investisseurs internationaux à se retirer du marché asiatique. Les chaînes de productions furent mises à l'arrêt et la crise de surproduction toucha tout le continent. Les entreprises, amenées à augmenter leurs gains de productivité, fusionnèrent ou se regroupèrent avec d'autres, ce qui nécessita fatalement une réorganisation de la production du travail dont la

conséquence directe fut la suppression de nombreux emplois.

Du jour au lendemain, les innombrables chantiers se sont interrompus, les magasins se sont vidés, comme si tout l'argent s'était évaporé. Après dix ans de croissance forcenée, les crédits avaient atteints des chiffres insensés qui pouvaient représenter jusqu'à 170% du PIB et les comptes courants affichaient des déficits abyssaux, rendant bien dérisoire la réalisation des tours les plus hautes du monde et l'immeuble le plus long de l'univers quand, emportés par le tourbillon de la croissance, les maîtres de l'Asie s'étaient crus invincibles...

Toujours aussi incontournable, le FMI appliqua la même méthode que celle mise en œuvre dix ans plus tôt en Amérique latine... Réduction de la demande intérieure, diminution de la masse salariale, privatisations, ouverture économique, relèvement des taux d'intérêt, fermeture d'entreprises... Sa responsabilité, largement engagée dans cette crise, trahit cruellement son acharnement à appliquer des méthodes aveugles inadaptées et à entretenir la spéculation.

Car comment qualifier sa contribution financière dans un match où le pari sur l'effondrement d'une devise était un jeu à somme nulle ? Les spéculateurs gagnaient ce que d'autres perdaient, et l'argent du renflouement servait inévitablement à les nourrir ! Considérée globalement, la spéculation n'a rapporté que grâce à un seul élément : l'argent déversé par le FMI et par les Etats pour soutenir les devises.

L'économie a ses victimes et la spéculation a ses bénéficiaires...

Dans les investisseurs institutionnels (1), on avait les fonds de pension (2) et les Hedge funds. Les Hedge funds sont des fonds spéculatifs gérés par des jeunes loups de la finance qui ont pour unique objectif de faire le maximum d'argent en un minimum de temps. 1.500 milliards de dollars circulaient chaque jour sur le marché des changes, où les Hedge funds s'ancraient dans les zones les moins économiquement instables et déplaçaient des sommes colossales d'un continent à l'autre, au détriment des économies réelles. Ils connurent un succès retentissant à partir de 1995, quand les managers furent à la recherche de performances suite à la hausse violente du Dow Jones, et ont cherché une classe d'actifs qui leur permît de faire des performances coûte que coûte.

Les Hedge funds étaient devenus les performer les plus brillants que l'économie s'arrachât.

John Mary Weather, surnommé le petit génie de la finance, faisait partie de ceux-là, à la tête du LTCM, fonds hautement spéculatif. Il avait réussi à séduire toute la communauté financière et était entouré de deux prix Nobel, dont Robert Merton, son bras droit, qui lui offrit une véritable martingale, permettant de spéculer sans risque en accumulant des gains qui rapportaient régulièrement entre 30 et 40% !

(1) Un investisseur institutionnel est un organisme financier effectuant des placements boursiers sur une grande échelle.

(2) Les fonds de pension sont des organismes qui gèrent des dépôts effectués par des particuliers en vue de leur retraite.

En libérant la finance, les gouvernements avaient ouvert une sorte de boîte de Pandore d'où s'était échappée la spéculation qu'il était impossible de maîtriser. Or, durant la crise financière mondiale de 1998, qui a emboîté celle de 97 en Asie, John Mary Weather a perdu des milliards de dollars en l'espace de quelques jours avant d'être renfloué par le système bancaire, sur injonction de la banque centrale américaine.

Il faut dire qu'il avait atteint une taille tellement conséquente que la planète en eût été affectée si les choses avaient mal tourné pour lui. Mais on peut ajouter aussi qu'en 1991, une enquête avait été diligentée à l'encontre d'une société financière, dans laquelle travaillait John Mary Weather, par la banque centrale américaine, dont le numéro deux était un certain David Mullins... ayant depuis rejoint LTCM...

Comme quoi le capitalisme peut aussi développer des amitiés... et qu'elles peuvent expliquer pourquoi la banque centrale américaine, après quelques jours d'hésitation, avait renfloué LTCM, un fonds mutuel nullement régulé, c'est-à-dire qui n'était soumis à aucun contrôle des autorités.

D'autres génies de la spéculation avaient fait de l'argent avec de l'argent, générant des profits hallucinants qui vampirisaient l'économie réelle, et démontrant qu'on était en présence de problèmes systémiques qu'il eût été normal que les Etats Unis, en tant que leader du monde libre, prissent alors en compte. Mais, malgré des discussions internationales qui se sont effectivement ouvertes sur la « réforme de l'architecture financière mondiale », rien n'a été fait sur le fond.

Avoir si peu tenté de le corriger a été l'une des pires insuffisances de l'administration Clinton qui, cyniquement, a laissé faire un système qui fonctionnait mal pour les marchés émergents, mais donnait sa pleine mesure aux Etats Unis, et à leurs sociétés financières.

Dire que l'Amérique a su profiter du ralentissement de l'économie mondiale est un euphémisme. Les banques d'affaires ont gagné de l'argent en montant des mégafusions, puis, quand celles-ci ont échoué, en les défaisant. Les sociétés financières se sont enrichies avec l'entrée des capitaux, et se sont goinfrees ensuite en donnant des conseils aux gouvernements sur la façon de gérer cet afflux ; puis quand les pays concernés sont entrés en crise, qu'ils aient ou non suivis leurs recommandations, et sans aucun scrupule, elles ont encore gagné de l'argent en les conseillant sur la restructuration !

Incompétence et cynisme ne sont pas des termes inscrits au vocabulaire de la sémantique néolibérale.

Le FMI, toujours lui, et le département du Trésor (1) ont alors fait pression sur des pays à la dérive, comme la Thaïlande, qui ont bradé leurs entreprises que des firmes financières occidentales ont achetées pour trois fois rien. Souvent, elles n'ont pratiquement rien fait d'autre que les garder jusqu'à la reprise pour les revendre à leurs pays d'origine, parfois même à leurs propriétaires initiaux !

(1) L'équivalent de notre Ministère des finances.

Jean-François Hénin, surnommé le Mozart de la finance dans les années 1980, confessait : « il était indifférent que les pays asiatiques s'écroulent ; ce qui était grave c'est que les banques occidentales avaient prêté à ces pays, directement ou indirectement, des sommes telles que si elles avaient dû les passer en pertes, les banques auraient perdu leur capital. Le FMI est intervenu en pompier suivant le schéma classique dans lequel on privatise les gains et on socialise les pertes, le peuple ayant à payer le redressement ».

Selon le bureau international du travail, l'Asie connut, à la sortie de la crise, cinquante millions de chômeurs supplémentaires déclarés. Les gouvernements asiatiques ont nationalisé les banques privées pour faire éponger leurs pertes par la collectivité. De nombreuses entreprises ont fusionné, entraînant des milliers de suppressions d'emplois. Le prix des actions concernées est monté et les actionnaires, au titre desquels les fonds de pension, y ont vu de nouveaux gains de productivité.

Ces fonds de pension, essentiellement anglo-saxons, drainaient des masses de capitaux considérables qui spéculaient dans les bourses du monde entier, et pesaient considérablement sur les entreprises. Ils intervenaient sur la gestion et l'orientation industrielle des secteurs dont ils étaient actionnaires. Leur objectif s'articulait autour des impératifs suivants : Productivisme, rentabilité, et bénéfice annuel de 12 à 15%. Le malheur, puisqu'il s'agissait de réaliser des normes de plus en plus exigeantes de rentabilité, était que la variable d'ajustement sur laquelle ils pouvaient agir le plus aisément était la main d'œuvre. Ce qui explique pourquoi les plans sociaux furent directement liés aux

exigences de rendement des fonds de pension, ainsi que l'augmentation de la flexibilité pour baisser les coûts salariaux.

Gouvernement d'actionnaires (Corporate governance), c'est ainsi que l'on nomma la structure par laquelle les fonds de pension imposèrent de nouvelles normes de gestion aux entreprises. Axé sur une recherche très forte de rentabilité à court terme, il avait des conséquences tout à fait nuisibles sur le fonctionnement et sur la croissance à long terme des sociétés. Tout le monde garde en mémoire la chute de l'action Alcatel, en 1998, qui résonna en bourse comme un coup de tonnerre. Malgré les deux milliards et demi de bénéfice annoncés, le titre fut sanctionné par des fonds de pension qui ont vendu massivement parce qu'ils attendaient cinq milliards au lieu des deux et demi réalisés... Un an plus tard, l'action remonta et Alcatel retrouva la confiance des fonds de pension après l'annonce par son patron d'un bénéfice de quinze milliards et d'un plan de licenciement de douze mille employés...

Un nouvel ordre économique était né.

Le phénomène qui vit se transmettre le naufrage des dragons du Sud Est asiatique au reste du monde avait pour nom *titrification*, cette sophistication des instruments financiers qui facilita la transformation des créances en titres négociables sur le marché.

Tel un jeu de dominos, toutes les bourses encaissèrent la décision des gestionnaires de liquider des titres dans leurs portefeuilles d'actions, subissant cette fluidité des marchés financiers qui tendait non seulement à découpler la sphère financière de l'économie réelle

mais encore à faciliter la propagation de la crise d'une place financière à l'autre.

Le néolibéralisme n'avait pas eu longtemps à attendre pour mettre à jour les limites de son idéologie, surtout que le 19 octobre 1987 avait déjà signé les prodromes de son affligeante escalade.

Dix ans plus tôt, un krach avait déjà surgi de la véritable guerre que s'étaient livrées Washington et Bonn, à coup de hausse des taux d'intérêts, mais la panique qui s'en était suivie n'avait pas eu le caractère irrévocable et systémique du désastre actuel : les ordinateurs, nouvellement utilisés, s'étaient joués de la programmation des golden boys en réagissant bêtement à la moindre variation des cours.

La machine faisant quand même moins peur que l'homme !...

Le troisième millénaire s'est éveillé dans les vapeurs d'une gigantesque fête planétaire qu'une nouvelle crise financière a très vite éclipsée.

Il faut dire que le scénario avait été bien mis en place par les marchands d'illusions, qui avaient créé la folie boursière des années 90.

Les marchés financiers s'étaient déconnectés de l'économie réelle et les prix des actions s'étaient éloignés de leurs fondamentaux, en particulier de la croissance des bénéfices des entreprises. Par ailleurs, les indices boursiers avaient augmenté beaucoup plus rapidement que les PIB. Là-dessus, la « nouvelle économie » (1) connut un développement tel que, sans susciter la moindre méfiance, elle provoqua l'éclatement de la bulle internet, faisant voler en éclats un pan devenu majeur de l'économie mondiale et entraînant dans l'avalanche les entreprises de télécommunication.

(1) Secteur de l'économie fondé sur l'utilisation d'internet.

Ce fut le krach ; auquel les attentats du 11 septembre 2001 n'accordèrent pas le moindre répit en sapant le moral des ménages américains et affectant, parfois jusqu'à la faillite, les compagnies aériennes, le secteur du tourisme et les compagnies d'assurances. Le mouvement se précipita ensuite en juillet 2002 à cause d'une série de tricheries invraisemblables ; scandales financiers (Enron et Andersen, principalement), délits d'initiés, présentations frauduleuses des comptes, corruptions et mensonges des dirigeants marquèrent à jamais l'opinion désabusée.

A cet instant, le système bancaire frôla la catastrophe à New-York, où les compagnies d'assurances et certaines grandes banques d'affaires furent torpillées. Rien ne pouvait plus enrayer la fuite en avant des actions que les banques centrales avaient encouragée en ouvrant trop largement les robinets financiers par la réduction autoritaire des taux d'intérêt. Les spéculateurs en profitèrent en surfant sur la grande volatilité des marchés, et le marché des produits dérivés enfla jusqu'à la démesure car tous les opérateurs voulurent se couvrir contre les risques de prix.

Les illusions des marchés boursiers s'étaient trop éloignées des résultats économiques et avaient provoqué une bulle spéculative, complètement déconnectée de la réalité.

Quatre ans seulement après le traumatisme d'un système en échec, le monde économique subissait les mêmes ravages que le capitalisme, laissé libre de toute régulation, ne pouvait décidément enrayer. Quelles qu'en fussent les formes, la spéculation se révélait être l'âme de l'économie de marché qui se nourrissait de sa cupidité.

A cet égard et à si peu de distance, l'examen des causes ne laisse guère de doutes.

L'expansion économique des Etats Unis, qui fut environ de 4% entre 1994 et 2000, fut le socle sur lequel se bâtit cette nouvelle dérive financière, issue, pour une bonne part, de l'apparition de la « nouvelle économie » qui modifia complètement les comportements, par la croyance aveugle en sa contribution révolutionnaire au monde des affaires.

Les marchés, par ailleurs, avaient laissé se développer d'une façon outrancière les fonds spéculatifs dont les *hedge funds*, on l'a vu, étaient les fossoyeurs des entreprises et des épargnants en achetant ou vendant des titres à découvert, c'est-à-dire sans en être réellement propriétaires. Cette souplesse inacceptable leur avait permis d'alimenter la baisse du marché, par la vente en masse d'actions qu'ils ne possédaient pas, afin de les racheter moins chers, puis de les revendre à nouveau, au rythme d'un cycle que, seule, la cupidité imposait.

Parallèlement, on assista au développement spectaculaire des marchés dérivés, ces bourses où s'échangent les risques de prix. Fourmilière de spéculateurs en tous genres, rivalisant d'imagination pour boursicoter par anticipation sur les prix futurs des actions, obligations, taux d'intérêt et cours des monnaies, les contrats à terme avaient eu la faveur des carnassiers qui pouvaient s'engager à l'avance à vendre ou à acheter des actions à prix déterminé. Tenus seulement de respecter leur engagement au jour stipulé, ils avaient pu, entre temps, vendre ou acheter autant de fois qu'ils l'avaient voulu les actions concernées, engendrant ainsi des variations anormales de prix qui amplifièrent la

volatilité des marchés au détriment des actionnaires individuels et des fonds de placement traditionnels.

Le deuxième type de cause amputable à l'effondrement des marchés tenait dans la mise en place de choix politiques mal orientés. Qu'il s'agisse de gouvernements, de présidents de banques centrales ou de banques traditionnelles, tous avaient favorisé la création inéluctable de bulles spéculatives. Qui n'avait souhaité, en effet, une baisse des taux d'intérêt, réclamée à corps et à cris par les spéculateurs, encourageant par là le détournement de l'épargne vers les valeurs mobilières ? Quant aux entreprises, la politique des patrons avait trop souvent rejoint leurs intérêts personnels, contribuant à un gonflement forcené et artificiel des profits à court terme. Gavés de stock-options et dotés de salaires astronomiques, ils avaient sacrifié le développement durable de leur entreprise pour satisfaire les attentes démesurées d'investisseurs qui exigeaient un rendement de 15%, au prix parfois du franchissement des frontières de la légalité.

Partout l'accès à la bourse avait été encouragé par de fortes incitations fiscales, faisant croire à chacun qu'un enrichissement rapide était possible. Aux Etats Unis, ce fut par le développement des fonds de pension, et en Europe lorsque les gouvernements décidèrent de démocratiser « les jeux » boursiers en privatisant des entreprises d'Etat et en libéralisant des secteurs jusque là protégés, ce qui avait eu pour effet de déverser subitement des centaines de milliers de titres dans le grand public, et donc de faire monter les cours.

Et puis, il y eut... les mensonges !

Mensonges des dirigeants d'entreprise qui ont masqué la réalité des comptes derrière un marketing boursier dont l'objectif était d'exhiber une vitrine alléchante pour les actionnaires. Brusquement transformés en VRP de luxe, au politiquement correct affligeant, ces hauts responsables ont véritablement oublié de diriger leur entreprise pour effectuer d'impressionnants road shows destinés à séduire les investisseurs et les foules par un discours basé uniquement sur l'image, contribuant ainsi au gonflement des bulles spéculatives et boursières.

Mensonges des auditeurs, des agences de notation et des conseils d'administration afin d'augmenter le profit comptable lors de la diffusion des résultats au marché et à la presse dans l'unique but de faire monter le cours des actions. Falsification de comptes, dissimulation de pertes hors bilan, exubérance des potentiels de croissance des chiffres d'affaires, avaient mis à jour les failles des normes comptables internationales.

Quelle crédibilité pouvait-on accorder, en effet, à la comptabilité d'une entreprise dont les stock-options n'étaient pas pris en compte ? De même que l'évaluation de certains de ses actifs (Titres, actions, obligations d'une autre entreprise) ne pouvait refléter la réalité quand ils étaient comptabilisés à leur valeur historique au lieu d'être valorisés régulièrement, au cours constaté des actions, le jour de la clôture des comptes. C'étaient pourtant là des mesures qui faisaient partie de la panoplie fallacieuse à disposition des entreprises, à laquelle on pouvait ajouter l'amortissement du *goodwill* (survaleur payée par une entreprise quand elle en acquiert une autre) qui ne répondait à aucune norme précise.

Par ailleurs, l'environnement financier comprenait des acteurs incontournables taillés sur mesure pour alimenter des bulles spéculatives.

Il en était ainsi des analystes financiers, qui imposèrent leur loi aux marchés et entretenirent la confusion des genres. En pleine turgescence du phénomène, ils diffusèrent des rapports positifs mensongers sur la croissance à venir des titres, sachant pertinemment que les marchés allaient s'écrouler ! Pourquoi ? Parce que ces stars de la finance travaillaient au sein de grandes banques d'affaires et que rien n'interdisait aux banques d'affaires d'analyser des sociétés et d'être en même temps leur banque d'investissement... Dans ce contexte, les analystes étaient choyés par les entreprises, avec le risque de corruption que cela sous tendait et la possibilité évidente de pouvoir manipuler certains cours.

Les agences de notation, qui attribuent des notes aux entreprises, influencèrent aussi sérieusement les cotations à court ou long terme en maintenant des appréciations surélevées durant la folie boursière des années 1990, incitant à l'achat et démontrant, si besoin était, que ces errements dans les notations étaient le fruit d'un aveuglement devant les promesses de la « nouvelle économie » et donc le reflet d'une inaptitude à anticiper le futur.

Quant aux conseils d'administration, leur responsabilité dans les manipulations comptables et dans la crise boursière est accablante. Alors qu'ils étaient censés agir comme des organes de direction et de contrôle des actionnaires, ils commirent de lourdes fautes et n'ont absolument pas rempli leur rôle en laissant faire

nombre de fusions et d'acquisitions qu'ils savaient suicidaires, n'ignorant pas, par ailleurs, que les diversifications hautement risquées vers les nouvelles technologies allaient conduire les entreprises au surendettement. Ils n'ont rien dit parce que régnait la collusion dans un microcosme où les protagonistes s'échangeaient les jeux de rôle. Comment, en effet, critiquer le PDG d'une entreprise qui, le lendemain, allait devenir son propre administrateur ? Affligeantes et dramatiques farces qui, même quand des administrateurs indépendants nommés par l'Etat étaient présents, ne nous ont pas épargné les scandales du Crédit Lyonnais et, plus tard, de France Telecom, qui, avec 70 milliards de dette, fut, en 2002, l'entreprise la plus endettée au monde !

De ces misérables acteurs d'un scénario catastrophique n'émergeait pas d'évidence une corporation qui sut surfer sur les apories successives d'un environnement qu'elle avait pourtant façonné. Caméléons de la vie économique, les cabinets de conseils en stratégie, eurent une lourde responsabilité dans la dérive des marchés financiers. Leurs analyses péremptoires de bons samaritains surent mystifier le monde de la finance et personne ne leur a jamais demandé de comptes. Et pourtant, que d'alternatives contradictoires opportunistes en quelques années de folies spéculatives : Après la diversification, ils surent imposer la concentration avant d'introduire l'intégration verticale, pour, évidemment, revenir au recentrage des métiers de base, sans oublier la stratégique théorie de la convergence et son corollaire logique ... la divergence ! Sans aucune obligation de résultats et en faisant toujours peser la responsabilité de l'échec sur les autres, ils sont

toujours parvenus à sortir gagnants des difficultés successives en ayant chaque fois un coup d'avance sur les attentes des entrepreneurs et sur les stratégies adaptables à leur opportunisme.

C'est Warren Buffet (1) qui compara l'histoire de ces ridicules années à celle de Cendrillon : « Les investisseurs savaient très bien que, s'ils s'attardaient à la fête, ils ne récolteraient que des citrouilles, mais l'idée de manquer une seule minute des réjouissances leur était insupportable. Tous avaient certes l'intention de partir quelques secondes avant minuit, mais, hélas, ils dansaient dans une salle où les pendules n'avaient pas d'aiguilles... »

Un des héritages méconnus de l'ère Reagan fut d'avoir déréglementé l'économie et le système bancaire afin de stimuler le libéralisme. Il a rendu possible, hier, les méga fusions, avec leurs licenciements massifs et, aujourd'hui, la possibilité d'une faillite des grandes banques américaines.

(1) Homme d'affaires et investisseur américain, deuxième plus grande fortune du monde.

On soupçonnait, en effet, certaines d'entre elles d'avoir minimisé frauduleusement les pertes d'*Enron*, mais surtout d'avoir exporté ces méthodes à d'autres sociétés dans le but de faire gonfler leur trésorerie. Et à partir du moment où l'élite des banques d'affaires était mêlée à des montages financiers complexes et artificiels, tout devenait possible.

On n'allait pas tarder à s'en apercevoir...

La cruelle histoire de la mondialisation et de ses crises à répétition plonge parfois ses racines dans les limbes d'une rationalité inattendue.

Sa généalogie, en effet, ne commence-t-elle pas tout simplement avec celle de l'esclavage, puis avec celle de la colonisation, qui ont toutes deux permis à l'Europe d'accumuler un capital lui permettant de financer son industrialisation dès le XVIII^e siècle ? Avant d'abandonner les accords de Bretton Woods, beaucoup plus tard, et de peaufiner son efficacité avec le consensus de Washington.

La démographie galopante, dont l'essentiel des êtres humains résident sur des continents abandonnés, fut aussi un autre facteur déterminant, mais la vaste histoire de l'humanité n'a-t-elle pas aussi gâchée quelques étapes fondamentales ?

A l'été 1945, le monstre fasciste a été vaincu en Europe et en extrême Orient. Ensemble, Les nations victorieuses avaient alors proclamé la charte des Nations Unies et adopté, trois ans plus tard, la Déclaration universelle des droits de l'homme. Mais pendant cinquante ans, la mise en pratique des principes de liberté et d'égalité dans la dignité et dans les droits n'a pas été

possible à cause de la désunion entre les peuples, symbolisée par la farouche hostilité régnant entre les deux superpuissances ; l'URSS prétendant réaliser les droits de l'homme à travers le communisme et la dictature du prolétariat, les Etats Unis et leurs alliés à travers le capitalisme et la démocratie. La guerre froide qui en a résulté a figé durant un demi-siècle tout projet collectif de l'humanité.

Un autre immense espoir était né en 1989 avec la chute du mur de Berlin, et sa conséquence logique, deux ans plus tard, avec le démantèlement de l'URSS. Or les oligarchies du capital financier, désormais triomphantes, prirent à cette époque une décision aux conséquences encore incalculables aujourd'hui, mais qui semblent bien pourtant de plus en plus menaçantes ; dans le but d'organiser la nouvelle société mondiale, elles ont refusé de s'en remettre aux organisations multilatérales existantes, telles l'ONU et ses vingt-deux organisations spécialisées, ou aux organisations intergouvernementales plus anciennes, telles la cour d'arbitrage de la Haye ou l'union interplanétaire. Elles ont préféré miser sur la force de frappe militaire des Etats Unis, choisissant délibérément le diktat de l'empire américain contre l'arbitrage international des conflits entre les nations. Pire : elles décidèrent de s'en remettre à « la main invisible » du marché (1) mondial intégré, alors que se présentait là l'occasion inespérée de confier la production et la distribution des biens universels à une économie normative tenant compte des besoins élémentaires des habitants de la planète !

(1) Expression voulant dire que le marché se régule par lui-même, sans aucune intervention extérieure.

Il va sans dire que ces seigneurs du capital avaient déjà la mainmise sur un marché qu'ils ne pouvaient envisager de ne pas contrôler totalement. Ce fut l'enterrement du contrat social entre Etats et peuples égaux en droit, ainsi que la ratification de la loi du plus fort.

L'histoire de la mondialisation connut alors, et trois ans seulement après l'inarrêtable processus, l'acmé de ses expédients avec la création de l'OMC.

Et, enfin, cerise sur le gâteau et arme fatale, vinrent les révolutions technologiques qui ont fourni l'instrument permettant d'unifier la planète : le cyberspace.

Les crises successives furent la conséquence directe de tous les aménagements qui composèrent cette saga néolibérale, mise en scène par deux géniteurs qui ont changé les règles du jeu dans le monde entier : Ronald Reagan et Margaret Thatcher.

LE MAQUIS

La mondialisation libérale avait atteint les moindres recoins de la planète, ignorant aussi bien l'indépendance des peuples que la diversité des régimes politiques. Jamais les maîtres du monde, qui se cantonnaient aux Etats Unis, pour la moitié d'entre eux, en Europe et au Japon, n'avaient été aussi peu nombreux ni aussi puissants. Cette concentration du capital et du pouvoir, qui s'était formidablement accélérée au cours des vingt dernières années, ne visait pas tant à conquérir des pays qu'à s'approprier des marchés, et s'accompagnait de destructions impressionnantes aussi bien dans l'industrie, avec les souffrances sociales qui en découlaient, que dans l'environnement, littéralement pillé par les grands groupes qui saccageaient la planète avec des moyens démesurés.

Pour les néolibéraux, qui ont poussé les ravages de l'économie à un point jamais atteint, la nature était d'abord un stock dans lequel ils pouvaient puiser sans limites, en même temps qu'une gigantesque décharge publique. Et pour n'avoir que des avantages, ils faisaient payer aux pays les plus démunis le prix de ce rapport à l'environnement, d'un côté en accaparant leurs

ressources naturelles, et de l'autre en leur transférant leurs déchets polluants et dangereux !

Dans le monde entier, des organisations écologiques luttèrent contre cet état de fait et, depuis quelques années, se développaient des mouvements plus vastes encore pour proposer une alternative à la forme de globalisation imposée par le néolibéralisme.

A partir de mai 1995, s'était négocié un curieux accord autour duquel, seul, le monde des affaires avait joué un rôle actif. Le congrès américain n'avait pas été informé tout comme l'acteur principal de toute démocratie, le peuple.

De quoi s'agissait-il ?

A l'origine d'un traité commercial devant être conclu dans le cadre de l'OMC ; mais des pays du Tiers monde, comprenant parfaitement que les mesures envisagées les priveraient de moyens d'intervention – alors que les pays riches en avaient pourtant largement bénéficié –, firent capoter cet accord multilatéral sur l'investissement (AMI). Les négociations furent alors transférées dans des bureaux plus discrets, ceux de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques).

On comprend alors déjà mieux le silence qui entourait des tractations empreintes du sacro-saint principe de liberté de choix, appliqué dans un système où régnaient de fortes inégalités de pouvoir et de richesse...

L'administration Clinton pouvait réécrire, dans le plus grand secret, les règles du droit de propriété étranger. L'enjeu était clair et d'importance : « verrouiller la libéralisation des lois sur les investissements internationaux, tout comme le GATT

avait codifié celle du commerce ». Une fois de plus, il s'agissait d'un transfert de pouvoir de décision à des institutions privées, dans le plus grand mépris de la démocratie et des droits du citoyen.

Dans leurs garanties de pouvoir déplacer librement leurs avoirs financiers ou productifs, les investisseurs excluaient clairement toute ingérence des gouvernements, et menaçaient ainsi de nombreux droits démocratiques. Ils obtenaient même la possibilité, s'ils estimaient leurs droits bafoués, de poursuivre en justice l'appareil d'Etat, sans qu'aucune réciprocité n'existât, gouvernements et citoyens ne pouvant déposer plainte contre eux ! Etrange espace du devoir des gouvernements et du droit des investisseurs, contre lesquels aucune restriction ne pouvait être imposée à l'investissement dans des pays qui violaient les droits de l'homme.

Les puissants sont au-dessus des traités comme des lois, c'est bien connu.

Malgré tous les efforts de confidentialité mis en place et l'étonnante discrétion des médias, des résistants au système eurent heureusement connaissance d'une telle mystification.

Les négociations sur le traité continuèrent jusqu'en 1997, et, en octobre 1998, les organisations hostiles au projet purent célébrer un succès sans pareil, qui fit date dans l'histoire de la mondialisation : l'abandon pur et simple de l'AMI.

Une société planétaire aux structures mentales inédites, composée de mouvements sociaux, d'ONG (organisations non gouvernementales) et de syndicats rénovés, venait, par son opiniâtreté, son mode d'organisation et ses méthodes de luttes originales, de

montrer la voie et d'affirmer aux yeux du monde que la dictature néolibérale n'était plus une fatalité.

A l'aube du siècle nouveau, le concept de mondialisation était utilisé pour définir le processus d'homogénéisation politique, économique, sociale et culturelle que connaissait le monde. Les théories néolibérales, la flexibilité du commerce transnational, les mouvements migratoires vers les pays les plus riches et les nouvelles technologies de la communication, comme internet, avaient favorisé une dynamique qui diluait les identités nationales et transformait les modèles de société.

C'est en contrepoint qu'était apparu un mouvement hétérogène de protestation sociale, dit courant alter-mondialiste, qui regroupait des organisations écologistes, de gauche, pacifistes, féministes, humanitaires, et tiers-mondistes. Leurs principales critiques visaient l'inégalité économique croissante de par le monde, la détérioration climatique, le néocolonialisme et l'amoindrissement des politiques sociales.

John Casualty, dont la maladie n'avait bien sûr pas facilité l'accès à l'emploi, s'était retrouvé à Seattle,

en 1999, convoqué, comme des milliers de personnes, par internet pour manifester contre une réunion de l'OMC.

Il découvrait la puissance d'une organisation solidaire et s'était mis à rêver en voyant l'unité et la détermination avec laquelle les différentes associations faisaient pression sur un microcosme protégé qui lui semblait tout à fait intouchable, il y a quelques jours encore.

A vrai dire, Il ne savait pas grand chose de l'OMC et de ses protagonistes, sa mobilisation nouvelle n'ayant pas encore franchi le stade du militantisme. Mais il avait compris que sa présence dénonçait les effets délétères de règles du jeu qui avaient toutes les chances de s'aggraver pour les pauvres, dont il faisait partie. On lui avait expliqué que les principes de l'OMC interdisaient tout recours aux mécanismes grâce auxquels les pays riches étaient parvenus à leur stade actuel de développement et qu'ils avaient institué au bénéfice des riches un protectionnisme sans précédent. Un véritable scandale qui résidait dans l'instauration d'un système de brevets freinant l'innovation et la croissance par de nouveaux moyens permettant aux grandes sociétés d'amasser des profits considérables en fixant des prix de monopole pour des produits souvent développés grâce à de substantielles subventions publiques.

Un vieux rêve capitaliste venait d'être réalisé à travers la découverte et la diffusion des organismes génétiquement modifiés : celui d'éliminer la concurrence déloyale du vivant.

Les slogans de John claquaient comme un appel au secours pour que la nature et la vie continuent de produire et de reproduire gratuitement ; et ils

condamnaient sans appel ceux à qui la gratuité faisait horreur.

A la fin de ses études, dont aucun diplôme n'avait sanctionné le terme, John n'avait pas trouvé de travail et avait recherché réconfort et encouragements auprès d'associations humanitaires qui l'ont aidé à vivre, d'abord, puis à passer le cap du désespoir. C'est comme ça qu'il avait fait la connaissance de Tony, militant acharné du mouvement *Alternative*, et sympathisant engagé auprès d'associations caritatives comme celle que fréquentait régulièrement John. Ils avaient vite sympathisé et Tony, dont le fougueux engagement virait facilement au prosélytisme, s'était fait le mentor d'un potentiel adepte en pleine expectative.

« La modification génétique d'une plante est le fruit de l'insertion des gènes étrangers à l'espèce, alors que l'on ne sait presque rien du fonctionnement du génome, avait-il expliqué à John.

- Alors, pourquoi autorise-t-on les OGM ?
- Tout simplement parce que la plante transgénique est source de revenus astronomiques pour les carnassiers, sa protection faisant l'objet d'un brevet ».

John, dans son attendrissante candeur, n'avait pas encore mesuré toutes les conséquences de la concession faite au principe liberticide :

« D'accord, c'est dangereux, mais je ne vois pas en quoi la reconnaissance d'un brevet assujettirait tout un secteur de l'activité agricole.

- Je crois que tu n'as pas tout saisi. Ou bien le paysan producteur qui achètera des semences modifiées obtiendra des grains ne permettant aucune reproduction

et devra alors racheter chaque année de nouvelles semences, ou bien il utilisera une semence permettant la reproduction et il devra, dans ce cas, payer des taxes à la société détentrice du brevet. C'est totalement verrouillé !

- C'est effarant, avait constaté John dont la subite prise de conscience dépassait visiblement ses interrogations. Pourquoi ne pas taxer l'air, l'eau ou la lumière, pendant qu'on y est, et mettre le monde sous tutelle ?

- C'est là tout notre combat. La moitié des peuples est de fait en redressement judiciaire, sa politique économique étant gérée par les experts de Washington. »

John avait assez souffert des politiques néolibérales menées par Reagan et ses successeurs, pour ne pas ignorer les dangers qu'elles faisaient peser sur la société. Sa vie difficile et ses errements passés l'avaient amené à côtoyer un monde parallèle que l'hypocrite langue de bois condamnait officiellement mais que la globalisation économique facilitait implicitement. Il savait que la drogue était devenue l'activité dominante d'une criminalité, de plus en plus interconnectée et structurée, par les profits qu'elle générait.

En 1999, selon le FMI, le produit criminel brut international s'élevait à mille milliards de dollars et on estimait que le blanchiment de l'argent des activités criminelles participait à hauteur de 2 à 5% au PIB planétaire ! L'équivalent de pratiquement un milliard de dollars blanchis chaque jour par des moyens de plus en plus sophistiqués mettant en cause non seulement des criminels patentés, mais aussi des banquiers, des financiers et des hommes politiques de très haut rang, voire même des Etats. Toute la cupidité d'un système

cautionnant certains micro-Etats ou banques qui, ayant pignon sur rue, avaient pu s'en faire impunément une spécialité... Les circuits de distribution et de blanchiment profitant allègrement des possibilités liées à l'ouverture des frontières.

John, par sa présence à Seattle, était venu condamner toutes ces dérives insupportables et avait acquis une véritable conscience politique. Sans doute n'était-il plus tout à fait le même homme en regagnant le Kansas, et ne savait-il pas encore avec qui il mènerait son futur combat ; mais il avait compris que la mondialisation était une affaire de marchandisation.

Marchandisation des biens et des services, mais aussi de l'éducation, de la santé et de bien d'autres secteurs qui ne devaient pas être gérés sur un mode comptable.

En France, une association, qui avait vu le jour la même année, connut un développement assez étonnant auprès d'électeurs déroutés par une cohabitation qui ne servait les intérêts d'aucune cause politique. La France socialiste n'était plus qu'un rêve lointain pour laquelle plus aucun dirigeant de gauche n'osait se réclamer. Le virage avait été pris, le politique dépossédé, et le débat d'idées se résumait au choix du design des fauteuils du parlement européen.

Pascal Meyeur avait bien changé. La crise financière de 1998 l'avait littéralement retourné. En délicatesse avec son métier et ses méthodes douteuses depuis quelque temps déjà, il avait très mal vécu la façon dont les pays riches avaient géré la crise asiatique.

Embêtant pour un *trader*.

Empêtré dans un partage difficile avec ses différents patrons, il avait décidé, un beau jour de décembre 1998, de claquer la porte après avoir vidé son sac et s'être fendu d'un courrier vindicatif, mais noble, à sa haute direction, comme si ses talents épistolaires et ses arguments sincères pouvaient avoir le moindre effet sur le comportement d'un établissement qui est l'objet d'une

instrumentalisation consentie. Mais il en connaissait les rouages et savait que la personne qui lirait ce libelle trouverait là les réponses politiques aux espérances candides qui lui avaient été avancées douze ans plus tôt.

« Les banques, écrivait-il, sont devenues le bras armé d'un pouvoir qui les dépasse et au centre d'une idéologie à mille lieues de leur vocation. Loin de servir l'économie réelle, elles fabriquent des bulles spéculatives et desservent la démocratie au profit d'une oligarchie privilégiée. La mondialisation, que l'on nous prédisait au service de chacun, est aujourd'hui dans les mains des maîtres du capital financier qui accumulent des fortunes personnelles colossales. Un banquier qui se respecte peut-il encore accepter de participer à l'enrichissement des 225 patrimoines privés les plus élevés quand il sait que leurs revenus annuels équivalent à ce que gagnent 47% de la population totale ? Lorsque j'ai pris mes fonctions, avec motivation, et naïveté je le concède, il y avait cent millions de misérables en moins (...)

J'ai cru ce que l'on m'avait dit sur la globalisation des marchés financiers, à laquelle j'ai malheureusement participé, qui devait unifier le monde et concourir à une plus grande liberté des hommes, enfin débarrassés des frontières. Or, elle n'a fait que fractionner l'univers dans lequel un très petit nombre peut circuler à sa guise pendant que des millions d'autres subissent l'enfermement territorial des pauvres à qui l'on refuse tout exil. Pire (?), elle a permis le développement des activités criminelles pour lesquelles, nous, banquiers, avons été les honteux complices. Par ailleurs, le libre flux des capitaux, qui devait assurer la paix dans le monde, garantie par le commerce mondial,

n'a fait que développer des régimes meurtriers exacerbés par la privatisation des fonctions de l'Etat».

Le courrier de Pascal s'arrêtait ensuite sur les pratiques illicites et dangereuses auxquelles son métier l'avait confronté au quotidien, « *happé par la spirale vertigineuse d'un enjeu malsain dont le trader a l'exclusive et bienveillante responsabilité...* » Il finissait par ces mots qui ne pouvaient être anodins pour celui à qui ils étaient indirectement adressés, fût il un haut dirigeant d'un des plus gros établissements financiers : « *Je crois, Monsieur le Directeur, à d'autres valeurs que celles de l'argent et je m'efforcerai plus tard d'en convaincre mes enfants pour qui je rêve d'un autre monde que celui que vous m'avez préparé* ».

Blessé par cet univers impitoyable, et totalement acquis aux thèses de solidarité qu'il avait progressivement développées, Pascal coupa complètement les ponts avec son ancien métier et avec son père. Le seul avec qui il garda néanmoins des contacts réguliers fut Mike Greed ! Non pas qu'une amitié particulière les unissait mais parce que, ayant beaucoup appris de la nature humaine en ces folles années, il espérait bien utiliser la vanité et l'égotisme de celui qui pouvait lui procurer là une superbe revanche sur son insupportable arrogance.

C'est ainsi qu'il créa, en 1999, avec quelques uns de ses amis, le MAM, ce *Mouvement alter-mondialiste* de plus en plus influent, dont la présence au Forum social mondial de Porto Alegre, en 2002, allait sceller la reconnaissance d'une alternative crédible dans l'environnement politique et médiatique du pays.

Sans le savoir, car Pascal ne lui avait rien dit, Mike alimentait les sources de l'association pour laquelle Pascal obtenait l'actualité du monde financier qu'il combattait...

Pour en arriver là, Pascal s'était donné beaucoup de mal. Il avait très vite compris qu'une partie non négligeable de la gauche française ne savait plus où placer ses espoirs, et les contacts qu'il avait noués durant les dix-huit derniers mois de son activité l'avaient encouragé à fédérer une génération qui, pensait-il, pouvait se retrouver autour du choix d'un mode de vie et au-delà d'opinions politiques divergentes non satisfaites.

Son rejet d'une société tout fric, au lendemain d'une crise mal vécue par une population gavée de consommation et de plus en plus méfiante à l'égard d'un système qui n'a pas tenu ses promesses, lui a permis d'obtenir rapidement un ralliement hétérogène, dont certains appuis politiques assez inattendus.

Frédéric Genre, syndicaliste, et Lucien Raison, issu du milieu politique écologique, montèrent avec lui l'association, dont le siège social fut déclaré rue Simart, dans le XVIII^e arrondissement de Paris.

La première assemblée générale, qui n'était encore qu'une réunion regroupant les premiers fidèles des réseaux fondateurs, déclamait, en quelque sorte, la profession de foi des organisateurs :

« Depuis le début des années 1980, nous sommes entrés dans une ère nouvelle du capitalisme, celle du néolibéralisme.

Qu'est-ce que le néolibéralisme ?

C'est le projet de destruction systématique de toutes les limites pouvant entraver l'activité du capital. Que ces limites soient politiques, sociales ou écologiques. Les méthodes et les objectifs de ce nouvel ordre économique sont bien connus et sans équivoque : Mise en place d'une société consumériste, liberté d'action des patrons et des investisseurs, libéralisation des marchés afin de donner toujours plus de poids aux possesseurs du capital au détriment des salariés. »

C'étaient les grands débuts de Pascal en tant qu'orateur dans sa toute nouvelle fonction de président du MAM. Un peu tendu et visiblement ému, il tentait de réciter un texte qu'il croyait connaître par cœur, mais dut avoir recours à des notes synthétiques fort rigoureuses pour lesquelles il ne regrettait plus d'avoir consacré l'intégralité de sa soirée, pour ne pas dire une partie de sa nuit.

« Le néolibéralisme se nourrit des inégalités qu'il s'évertue à creuser et promeut des comportements individuels qui vont à l'encontre de valeurs comme la solidarité et la coopération. Sa mise en œuvre fait pression sur le pouvoir d'achat des travailleurs et s'attaque à leurs protections sociales. Il durcit les rapports de force entre les pays riches et les pays pauvres - qu'ils n'ont aucun scrupule à siphonner - et attire les pays émergents qui n'hésitent pas à brader leur main d'œuvre en exacerbant la concurrence entre salariés ».

« Nous sommes là au cœur de la mondialisation qui soumet au chantage à l'emploi les pays qui avaient conquis des avancées sociales de haute lutte au cours des décennies passées et asservit les pays du tiers monde dont la dette, devenue insupportable du fait de la hausse des taux d'intérêt imposés par les Etats Unis à partir de 1979, est utilisée comme levier par le FMI et la Banque mondiale pour les soumettre à l'ordre néolibéral. »

Une salve d'applaudissements permit à Pascal de souffler un peu. Il prit confiance en lui et s'affranchit de son texte en inscrivant sur le paperboard, que Lucien avait réclamé avec insistance, les points forts de sa démonstration.

« Le néolibéralisme repose sur les piliers essentiels que sont :

- ✓ Le libre-échange et la libre circulation des capitaux,
- ✓ Des politiques publiques au service des possesseurs du capital
- ✓ Le recentrage des objectifs de gestion au service exclusif des actionnaires
- ✓ Le pillage des pays sous développés
- ✓ L'utilisation de la nature comme stock et dépotoir
- ✓ La mise sous tutelle de la démocratie
- ✓ Le formatage des esprits ».

Aux mouvements de foule qui accompagnèrent le développement de son exposé, il sentit qu'il avait l'adhésion de son auditoire. Il conclut alors logiquement en expliquant que « telle est la raison de notre présence ici ce soir ; le MAM se propose, non pas de développer un courant anti mondialiste, mais bien une alternative

crédible à un phénomène inéluctable qui, ne l'oublions pas, permet quand même chaque jour à des milliers de pauvres des pays sous-développés de sortir de leur insupportable condition. A nous d'inventer le moyen pour que ça ne se fasse plus au détriment de nos propres intérêts et dans un cadre de redistribution le plus égalitaire possible. Les gouvernements ayant laissé la main au marché, c'est à nous de prendre le relais du contre-pouvoir, essentiel à la pérennité de toute démocratie. Faisons bloc avec tous les mouvements planétaires qui défendent la même cause et refusons tous ensemble que notre vie soit gérée sur un mode comptable ; n'acceptons plus la croissance si elle ne prend pas en compte le respect de l'environnement, la limitation des inégalités et l'intérêt des générations futures ».

Le MAM était populaire et les médias s'y intéressaient. Après la reconnaissance universelle de 2002, à Porto Alegre, l'association continua son implication directe dans l'organisation du Forum social mondial, qui devint une mobilisation internationale incontournable et régulière. En 2003, ce fut de nouveau Porto Alegre et l'année suivante, fort de 2.500 adhérents de plus, le MAM se rendit à Mumbai, en Inde.

Ce qui préoccupait le plus Pascal Meyeur était que, dans le monde entier, la démocratie fût attaquée.

Pour lui, la démocratie néolibérale ne faisait que reculer les limites des libertés individuelles et aliénait l'individu à la notion de marché dont l'intérêt était inversement proportionnel à l'épanouissement et à la place même de l'homme dans la société, qu'aucune cause ne devait pouvoir éclipser.

Or la libéralisation des flux de capitaux avait fait naître une nouvelle forme de pouvoir qui n'appartenait plus aux gouvernements et donc au peuple qui développait de plus en plus le sentiment que les élections ne servaient à rien.

Les comités thématiques du MAM élaborèrent une synthèse sur ces dangers qui menaçaient la République. Pierre Bousingot, dont l'avenir politique au sein du mouvement semblait désormais bien tracé, fut le rapporteur, aux universités d'été, de ce sujet délicat que Pascal avait suivi et encouragé avec intérêt :

« Les dégâts sur la démocratie sont terrifiants, avait-il asséné. D'un côté ce que l'on appelle le *Parlement virtuel*, ce cartel de spéculateurs jusqu'aboutistes, dispose d'un droit de veto sur les décisions des gouvernements et limite sévèrement leurs options en organisant de véritables référendums virtuels en temps réel sur les politiques mises en œuvre, qui ne peuvent, elles, malheureusement compter sur aucune régulation. De l'autre, les décisions socio-économiques sont de plus en plus souvent confiées à des concentrations de pouvoir qui n'ont plus de comptes à rendre. On a ainsi été confronté à des assauts soutenus contre la démocratie, sans débats publics, à l'occasion des négociations sur l'AGCS (Accord général sur le commerce des services). A telle enseigne que plusieurs communes et collectivités dans le monde entier ont décidé de se déclarer zone hors AGCS, car les élus en étaient arrivés à ne plus pouvoir respecter la politique locale pour laquelle ils avaient été choisis ; les accords échappaient à toute démocratie en donnant tout pouvoir à des organismes qui n'avaient aucune légitimité démocratique dans un domaine qui n'aurait jamais dû échoir au privé. Il s'agit de la santé, de l'éducation, de la sécurité sociale, des postes et télécommunications et des ressources comme l'eau, dont la seule association avec le mot commerce était en soi une injure au suffrage universel ».

« Par ailleurs, les investisseurs savent aussi s'accommoder de la démocratie représentative dont les limites favorisent l'émergence d'une aristocratie électorale. Leurs pressions répétées au moyen d'un système de lobbying puissant leur donnent les moyens d'imposer leurs intérêts au détriment d'une législation qui ne va pas forcément dans le sens des grandes entreprises. Je n'en veux pour exemple que le cas des OGM qui, massivement rejetés par les opinions publiques européennes, sont néanmoins autorisés par la Commission européenne et les gouvernements ».

Pierre Bousingot poursuit ensuite son exposé en s'évertuant à démontrer l'interconnexion des grandes sociétés entre elles qui, s'appuyant sur des États puissants, étendaient régulièrement leur pouvoir, déjà immense, du fait d'une politique sociale tendant à mondialiser le modèle structurel du Tiers monde, où des secteurs jouissant de richesses et de privilèges énormes faisaient face à l'augmentation constante de ceux qui avaient de moins en moins et subissaient de plus en plus la sujétion du travail au capital.

Le MAM, comme tous ses partenaires, mettait régulièrement en exergue l'inacceptable soumission de l'homme à l'économie et vilipendait sans vergogne l'insupportable répartition des richesses qui ne faisait qu'accroître les inégalités au sein d'un capitalisme financier dont c'était justement le ressort.

Pascal, toujours soucieux de cette notion de démocratie sans laquelle un autre modèle de société ne pouvait être envisagé, conclut ce jour là le congrès sur les conséquences du processus de marchandisation qui affectaient progressivement toutes les activités humaines

et dont la mise en œuvre, à ses yeux, ne devait jamais rien au hasard :

« Les programmes d'ajustement structurel imposés aux pays du sud pendant les années 1990 pour garantir le remboursement de leur injuste dette - et je pense notamment à l'Afrique et à l'Amérique latine - constituèrent un cas manifeste de tentative de recolonisation ».

Il fit stopper les acclamations pour préciser que « le temps était venu de faire connaître au grand public le programme soutenant une véritable alternative au néolibéralisme, sans pour autant négliger l'importance d'un combat sur le terrain sans lequel rien ne serait possible ».

Très digne et mesuré dans ses applaudissements, Pierre Bousingot ne put réprimer un léger rictus de satisfaction ; pour lui, toute la problématique liée à l'engagement sur le terrain politique venait, en une phrase, d'être tranchée.

A New-York, la place financière de Wall Street atteignait des niveaux jamais atteints.

Mike Greed avait bien du mal à restreindre ses appétits gloutons pour lesquels il s'était pourtant juré de contenir ses avoirs en deçà d'une exposition excessive. Ses nouveaux amis ne l'encourageaient pas à suivre la prudence d'une démarche qui confinait, au contraire, au prosélytisme des thèses extrémistes d'un capitalisme financier déjanté.

Edward Thory faisait partie de ceux-là. Proche de Ronald Reagan, dans les années 80, il avait bâti une communauté censée prolonger la pensée du maître de la Maison blanche, et qui militait pour une société divisée complètement assujettie au libéralisme débridé. Totalement diaphanes dans l'Amérique du XXIe siècle, Thory et ses nombreux adeptes ne voulaient que d'un monde de riches, addictes au travail, totalement soumis au marché et, bien sûr, de préférence de race blanche...

Et pourtant, pendant ce temps là, un jeune sénateur noir de l'Illinois, strictement inconnu sur la scène internationale, prononçait un discours retentissant devant la convention démocrate de Boston qui constitua

un véritable coup de tonnerre dans le climat délétère des années Bush, si particulières.

Discours dans lequel il stigmatisait le monde du travail, délocalisant sans cesse, en laissant de côté des travailleurs sans emplois, qui allaient devoir parfois rivaliser avec leurs propres enfants, payés sept dollars de l'heure dans le pays d'origine qui fut le leur. Discours dans lequel il se demandait comment un père de famille au chômage allait pouvoir payer les médicaments d'un fils malade sans les prestations de l'assurance maladie...

Coup de tonnerre parce qu'il exhortait la foule à se pencher sur le problème des jeunes qui, malgré toute leur bonne volonté, n'avaient pas les moyens d'accéder à l'université et parce qu'il appelait à la solidarité, que son époque avait rendue anachronique.

« A côté de notre fameux individualisme, disait-il, il y a un autre ingrédient dans la saga américaine : la conviction que nous sommes tous liés entre nous comme un seul peuple. S'il y a un enfant dans le South Side de Chicago qui ne sait pas lire, ça me concerne, même si ce n'est pas mon enfant. S'il y a une personne âgée quelque part qui ne peut pas payer ses médicaments et doit choisir entre se soigner et le loyer, cela rend ma vie plus misérable, même s'il ne s'agit pas de mes grands-parents. S'il y a une famille arabo-américaine envoyée dans un centre de regroupement sans bénéficier d'un avocat ou d'une procédure régulière, cela menace mes propres libertés civiles. C'est cette conviction fondamentale – je suis le gardien de mon frère, je suis le gardien de mes sœurs – qui fait marcher ce pays. C'est ce qui nous permet de poursuivre nos rêves, mais plus encore de nous

réunir en une seule famille américaine : *E pluribus unum*
– à partir de beaucoup, un seul... »

Le forum social mondial de Mumbai n'apporta rien de bien nouveau par rapport à la lutte des organisations alter-mondialistes réunies, si ce n'est la reformulation péremptoire du constat, qu'en ce début de XXI^e siècle, les mouvements de capitaux étaient sans commune mesure avec l'économie réelle et que les effets de levier engendrés par les produits dérivés multipliaient les risques d'instabilité financière, la spéculation et la volatilité des marchés, cette dernière atteignant aujourd'hui des sommets. Tous les mouvements s'accordaient pour dire que c'était cette instabilité financière, provoquée par la mondialisation et l'ouverture des capitaux, qui avait gravement affecté les pays pauvres soumis aux faiblesses criantes du FMI et à l'incompétence de ses arrogants experts, sous influence du Trésor américain.

Les oligarchies capitalistes régnaient désormais sur la planète et force était de constater que des individus étaient maintenant plus riches que des Etats !

En 2005, on attribua au MAM une grande part du succès du Non au référendum sur le projet de constitution européenne. Ses thèses gagnaient lentement une partie de la population qui commençait à comprendre que les Etats n'avaient plus les moyens de s'opposer aux marchés et d'intervenir en faveur de leurs concitoyens. Le MAM et ses partenaires étaient parvenus à faire entendre que les gouvernants avaient accepté de respecter les contraintes de politique économique imposées par le FMI, la Banque mondiale et l'OMC, exerçant ainsi une véritable dictature sur la politique des Etats.

Les divers ateliers et comités thématiques du MAM, travaillant sur le sujet, annonçaient alors que sur les 200 premières économies du monde, plus de la moitié n'étaient pas des pays mais des entreprises. En favorisant le libre flux de capitaux et les privatisations massives, les responsables politiques avaient permis le transfert de décisions capitales de la sphère publique à la sphère privée, en matière d'investissement, d'emploi, de retraites, de santé, d'éducation, de culture et de protection de l'environnement. Le chiffre d'affaires global de ces 200 géants planétaires représentait plus du quart de

l'activité économique mondiale alors qu'elles employaient moins de 0,75% de la main d'œuvre planétaire !

Ces études montraient explicitement qu'un gouvernement démocratiquement élu ne pouvait plus entreprendre - même s'il le souhaitait, et quitte à rogner sur les profits et à tolérer un léger redémarrage de l'inflation - une politique favorable à la croissance et à l'emploi tant ces investisseurs pesaient de tout leur poids et faisaient planer la menace d'une sanction immédiate, soit en attaquant la monnaie du pays, soit en vendant massivement les titres de ses entreprises...

Etrange et glacial écho d'une phrase péremptoire prononcée, non loin du 10 Downing street, par le conseiller spécial du président Reagan un jour d'été 1981, en parfait accord avec les thèses de Milton Friedman...

Dans une économie mondialisée, le capital, seul, ne pouvait être le facteur économique déterminant. Au même titre que le travail et les matières premières, en eux-mêmes. L'essentiel, c'était la relation optimale entre ces trois facteurs. Capital, travail et matières premières devaient être conjugués harmonieusement en fonction des éléments contextuels appropriés. Pour ce faire, les entreprises ne prenaient pas en compte les frontières et les réglementations, mais tiraient parti de l'exploitation intelligente qu'elles pouvaient faire de l'information, de l'organisation du travail et des évolutions de gestion, aboutissant par là à une fracture des solidarités nationales. Inévitablement, surgissait alors un conflit d'intérêts entre l'entreprise et la collectivité. Entre logique du marché et démocratie...

Tout le problème était là, et toute l'ampleur du désastre à n'y pouvoir rien faire. Comment dépasser la logique du marché dans un monde globalisé sans institutions internationales à caractère politique ou juridique en mesure de réglementer efficacement le comportement d'entreprises, qui sous-traitaient et vendaient dans le monde entier en revendiquant un caractère supranational, leur permettant d'agir en toute liberté ?

Le citoyen n'était plus soumis qu'à un diktat singulier : s'adapter. Le MAM, et plus généralement le forum social mondial, luttait pour réhabiliter cet homme vidé de culture, d'identité, de sens et de conscience de l'autre.

Pascal Meyeur refoulait parfois ses sentiments et appelait Mike Greed, dont la ridicule fatuité offrait un puits d'enseignements au leader du mouvement altermondialiste. Jamais, dans sa mégalomanie, il n'a soupçonné son ancien collaborateur de lui soutirer des éléments pour nourrir une communauté qu'il ne suspectait même pas d'exister en France. Sa bêtise et son outrecuidance étaient le meilleur gage pour que Pascal bénéficiât, en toute sécurité, d'une source d'information incomparable.

L'après-midi d'une chaude journée printanière de 2006, Mike, qu'il n'avait pas eu au téléphone depuis plus de neuf mois maintenant, lui parut à l'acmé de son arrogance. Habité de ses certitudes et de sa grotesque supériorité, il se gaussa des banques françaises, et plus particulièrement de l'*Eurofund* ; propos qui agacèrent profondément Pascal qui vit dans cet acharnement gratuit

une attaque à peine voilée contre son père, avec qui, certes, il était en froid, mais qui faisait en l'occurrence l'objet d'une ingratitude éhontée. Mais Pascal contint son émotion et bien lui en prit.

La fabuleuse histoire de Monsieur Greed au pays des merveilles, lui fut contée ; insigne honneur qu'une puérule humiliation parvint à mettre au service de l'efficacité.

Dégoulinant de fierté d'avoir approché des émissaires d'Etat, pour lesquels ses compétences avaient été unanimement reconnues, il se vanta d'avoir participé au montage de dossiers pour financer des projets dans le cadre d'une coopération internationale. Eminemment sophistiqué et juteux, ce genre d'opération procédait d'un processus exclusif à l'harmonisation des balances commerciales. Il était basé sur l'émission de MTN (Bons à moyen terme), que l'on revendait à différents intermédiaires à des pourcentages permettant d'empocher au passage de substantielles plus-values. « On fait de l'argent virtuel, à travers des sociétés écran, avec des documents qui ne sont que du papier et que l'on peut *trader* jusqu'à l'obtention des sommes nécessaires ».

Système qui faisait rêver tous les spéculateurs du monde, de l'avis de Mike Greed, dont la remarque avait pour unique dessein de le mettre en valeur par rapport à tous ceux qui auraient bien voulu faire de l'argent avec rien, mais qui ne pouvaient avoir accès à ce type de circuit, réservé à ce qu'il voulait faire passer pour une élite.

Pascal se contint de donner son avis sur de telles pratiques et mesura l'incongruité des propos délivrés par

le type même d'individu addictive à un système qui l'a perverti sans aucune autre forme de discernement.

Mike se vanta d'être aujourd'hui milliardaire, gavé de bonus extravagants et de la rente opportuniste des récentes crises financières ; sa seule lucidité dans ce fétide aggiornamento fut son désir d'en sortir ou, pour le moins, d'aspirer à une certaine forme de prudence. Début de sagesse ? Non, pas du tout ; il s'agissait plutôt de la peur qui s'empare de tous ceux qui ont quelque chose à perdre. A bientôt cinquante ans, l'état de sa fortune mal acquise n'éveillait toujours pas sa conscience mais atteignait les limites de son audace.

Il confia ainsi à Pascal qu'il venait de changer d'emploi et qu'il avait accepté un poste de *trader*, beaucoup moins exposé, au sein de la banque Lehmann brothers... « Je m'en fous de gagner moins, ce que je veux c'est pouvoir conserver ce que j'ai ».

Pascal ne pouvait pas encore en rire, il lui aurait fallu deux années de plus pour ça... Deux années de plus et quelques mois supplémentaire, même, pour frôler l'apoplexie causée par le burlesque d'une situation inattendue : Mike avait, en effet, ajouté : « Je sécurise et m'ôte des soucis en confiant mon capital à un ami que je considère comme le meilleur professionnel de son secteur, un certain Bernard Madoff (1), dont vous entendrez sûrement parler un jour. »

Certes !...

(1) Homme d'affaires américain, président-fondateur d'une des principales sociétés d'investissements de Wall Street, qui fut condamné en juin 2009 pour escroquerie de type chaîne de Ponzi.

« Il est temps d'admettre qu'un autre monde est possible. Une économie plus solidaire, basée sur le principe du développement durable, doit remettre l'être humain au cœur des préoccupations ».

Ainsi débutait le livre-programme que le MAM édita au retour du forum de Caracas, au cours duquel les organisations alter-mondialistes présentes s'étaient mises d'accord pour réaffirmer le devoir de chaque Etat de prendre le risque de prélever une partie des richesses des gagnants de la mondialisation pour les redistribuer aux perdants.

Vieux principe mille fois énoncé, à la base même des règles fondatrices du MAM, inspiré par la fameuse taxe Tobin (1) ; et essentiel aux yeux de l'association pour dissuader les spéculateurs qui, sur le court terme, effectuaient, dans une même journée, d'insupportables aller-retour d'une monnaie à l'autre.

(1) Tobin, qui fut prix Nobel d'économie, proposa, dans les années 1970, la création d'une taxe internationale uniforme de 0,1% sur toutes les transactions en devises.

L'architecture financière en place devait nécessairement être démantelée, et le recours à une telle taxe y contribuerait en limitant les fluctuations des taux de change ; quant à l'apport financier d'une telle mesure, il permettrait tout simplement de changer la face du monde.

Les recettes qu'elle générerait, évaluées à plus de 200 milliards d'euros par an, permettraient, en effet de financer différents programmes en faveur des plus démunis. Les Nations Unies, dépositaires logiques des fonds constitués, affirmaient qu'avec 10% de la somme il serait possible de « dispenser des soins élémentaires à tous, vacciner tous les enfants, éliminer les formes graves et réduire les plus bénignes de malnutrition, et approvisionner tout le monde en eau potable ».

Avec 5% de ces 200 milliards, il serait possible de stabiliser la population mondiale d'ici dix ans, grâce aux services de planification familiale que cette somme pourrait offrir à tous les couples souhaitant en bénéficier. Et avec seulement 3%, ce serait l'assurance de « réduire de moitié l'analphabétisme des adultes, (de) rendre l'enseignement primaire universel, et (de) donner aux femmes des pays pauvres un niveau d'éducation élevé ».

Les auteurs du manifeste donnaient force détails sur ce point essentiel, d'une mise en place aisée pour un résultat révolutionnaire, et dont dépendait la vie de milliards d'individus. Sachant pertinemment que lorsque les Etats Unis en seraient convaincus, le pouvoir de persuasion aurait vite un caractère contagieux...

L'autre grand thème traité portait sur une nouvelle distribution du travail et des revenus au sein d'une économie plurielle, qui ne dépendrait plus entièrement du

marché. L'idée forte reposait sur l'établissement d'un revenu de base inconditionnel pour tous, sans aucune condition de statut familial ou professionnel. Un revenu parce qu'on existait et non pour exister ! Un revenu fruit du patrimoine commun, logique de l'accumulation du savoir scientifique et technique des générations passées. Et, bonne nouvelle, celui-ci pourrait être, dès maintenant, étendu à toute l'humanité car la richesse mondiale produite en permettait déjà une répartition équitable et suffisamment confortable...

Troisième partie sensible du manifeste, les pays pauvres du Sud, pour lesquels il était grand temps de mettre fin aux politiques d'ajustement structurel (1). Pour leur redonner une place, à la fois digne et active, il fallait envisager d'annuler une grande partie de leur dette publique et d'augmenter significativement la part du budget des pays riches consacrée à l'aide au développement. Pour garantir des conditions de travail décentes aux salariés du Sud, et assurer la préservation des milieux naturels, pas d'autre alternative que d'élaborer des clauses de protection sociale et environnementale sur les produits importés. Enfin, il fallait investir massivement dans les écoles, les logements et la santé, sans oublier de favoriser largement l'accès à l'eau potable.

(1) Jolie formule pour définir élégamment les pillages effectués par le FMI et la Banque mondiale, qui ont imposé des conditions honteuses au prétendu sauvetage des pays pauvres.

Pour le reste, le MAM revendiquait des droits, suggérait des principes ou des concepts, et réclamait des interdictions ou des suppressions sans lesquelles un autre monde ne pourrait émerger.

Il en était ainsi de la suppression des paradis fiscaux, éden des mafias, zones d'ombre où règne le secret bancaire qui sert à dissimuler les malversations et les fruits des délits de la criminalité financière. Il en était ainsi de l'abolition du FMI et de l'OMC, véritables bras armés du néolibéralisme ; tout comme il paraissait incontournable de réclamer la fermeture de la bourse des matières premières agricoles de Chicago et qu'une évidence puérile exigeait d'interdire les brevets sur le vivant et les OGM.

Par contre, il était urgent et indispensable de créer, au sein de l'ONU, ou dans un cadre universel restant à définir, un conseil de sécurité pour les affaires économiques et sociales, condition sine qua non pour assurer une mondialisation équitable.

Il fallait changer de modèle. De plus en plus d'associations le réclamaient, donnant progressivement naissance à une citoyenneté mondiale, et la politique, chaque jour, montrait ses limites à maîtriser un système qui lui échappait. Les crises avaient un caractère récurrent et les mêmes causes produisaient les mêmes effets.

L'idéologie du néolibéralisme, tout en occasionnant des fractures douloureuses, se révélait d'autant plus efficace qu'elle imposait son insidieuse théorie. De moins en moins remise en question dans un univers uniformisé et chloroformé, son dispositif en place passait inaperçu et se présentait comme l'unique choix possible aux aspirations profondes de la nature humaine. D'où le danger qui guettait une société aseptisée, acceptant trop facilement l'idée d'une fatalité économique.

Les propositions du MAM dans ce contexte particulier réveillèrent les militants de gauche que les partis politiques préparaient à la seule alternative de la social-démocratie, dont le cadavre n'avait pas encore été découvert. L'organisation alter-mondialiste renforça son

image et fut de plus en plus considérée comme un contre-pouvoir que l'opposition n'était plus en mesure d'assurer.

Curieusement, Pascal Meyeur ne connut pas là ses meilleurs moments. Son mouvement ayant dépassé le cadre des doux rêveurs, il fut aussitôt confronté aux turpitudes du succès. En interne, s'abattirent sur lui les lourdes pressions des ambitieux qui voulaient le pouvoir et qui comptaient l'exercer sur un terrain que Pascal se refusait à envisager, le domaine politique.

En externe, ce sont toutes les influences qu'il dût contrôler ; aussi bien celles qui étaient censées faire avancer sa cause que celles qui n'avaient pour objectif que de faire disparaître le seul obstacle échappant au pouvoir mercantile en vigueur.

A chaque tentative de déstabilisation, le MAM et ses représentants médiatiques se référaient à leur manifeste qui, de toute évidence, connaissait un large succès auprès des militants politiques en délicatesse avec leurs partis. Meetings, conférences, débats télévisés, auxquels l'organisation alter mondialiste était presque systématiquement invitée, faisaient peser un accablant soupçon sur le caractère inéluctable du mode de vie imposé aux citoyens du monde.

En attendant que la sagesse ne donnât procuration à la nécessaire raison, l'association rappelait sans cesse que des mesures simples et rapidement applicables pourraient marquer le début d'un consensus international.

Changer les règles comptables, limiter et encadrer les bonus des *traders*, renforcer les contrôles dans les salles de marché, réglementer les fonds spéculatifs - à défaut de les supprimer -, redéfinir le rôle des banques en cloisonnant leurs métiers, contrôler les fusions

d'entreprises, limiter les produits dérivés, réformer les agences de notation, ne constituaient nullement l'exhaustivité d'une liste dramatiquement responsable des crises à répétition qui avaient secoué la planète livrée aux appétits voraces du néolibéralisme.

Le MAM prenait pour exemple les analystes financiers, ces personnages importants dans l'univers des marchés. Publiant régulièrement des études composées d'estimations de résultats avec recommandation sur la position à adopter vis-à-vis des entreprises concernées, non seulement ils étaient choyés par elles avec de réels risques de corruption, mais ils étaient en mesure de leur imposer des objectifs très ciblés grâce aux moyens informatiques très performants dont ils disposaient. En effet, si les responsables des sociétés ne voulaient pas prendre le risque de voir leurs cours de bourse plonger, ils avaient tout intérêt à corroborer les chiffres que les analystes avaient pu estimer avec précision. Ce qui les contraignait à prendre parfois des décisions très rapides pour s'adapter aux évolutions de la demande et à procéder à des suppressions d'emploi immédiates afin de faire baisser leurs coûts fixes et de maintenir leur marge bénéficiaire au niveau défini par ceux-ci.

Ce qui faisait dire à l'organisation alter mondialiste que le pouvoir des analystes financiers et des agences de notation reposait sur la fiabilité de leurs informations, la pertinence de leurs jugements et l'influence que leurs rapports ou notes exerçaient sur le comportement des investisseurs.

Autrement dit, avec des opérateurs de marchés rationnels et bien informés et avec une information disponible exhaustive et honnête, il n'y aurait pas de

bulles spéculatives. Chacun rechercherait le meilleur couple rendement/risque et les arbitrages entre les titres seraient efficaces. Les prix des marchés ne pourraient s'écarter des prix fondamentaux car dès qu'un prix s'éloignerait de sa valeur fondamentale, l'arbitrage des acteurs l'y ramènerait.

CQFD.

Comment les esclaves de l'Antiquité, les serfs de l'Ancien Régime, les ouvriers du XIXe siècle ont-ils pu si longtemps accepter de faire fonctionner l'économie de leur époque en acceptant implicitement les injustices dont ils étaient victimes ?

Ils ne pouvaient imaginer, nous dit Marx, qu'un autre monde fût possible, sans esclaves, sans serfs, sans journées de quatorze heures. Seule, l'idéologie, a permis cette longue résignation. Elle consiste en une représentation de ce que les gens vivent, c'est-à-dire l'idée qu'ils se font de leur existence. Et pour en sortir, il faut apprendre à devenir libre. Libre dans sa tête ; tout le contraire du néolibéralisme...

On a vu quand même que, malgré sa puissante domination, des poches de résistance existaient et que des tentatives étaient mises en place pour lutter contre ce modèle. Au-delà des mouvements classiques de grève qui permettaient aux ouvriers d'exprimer leurs revendications, on voyait partout sur terre des hommes s'organiser pour tenter d'imaginer un mode de vie plus juste et plus solidaire. Même s'ils n'étaient pas légion et qu'ils ne possédaient pas encore la puissance d'un contre

pouvoir incontournable, ces mouvements étaient porteurs d'espérance car leur existence même prouvait que les hommes voulaient se réapproprier leur destin. L'opinion publique mondiale devenait, et c'était un fait nouveau et majeur dans l'évolution de nos sociétés, un acteur à part entière sur la scène internationale, au même titre que les Etats ou les organisations internationales.

L'exemple de l'intervention militaire au Kosovo, en 1999, pour faire cesser l'épuration ethnique menée par les forces serbes, fut sans doute la première offensive de cette citoyenneté mondiale qui, mettant à mal le sacrosaint principe de « non-ingérence », marquant le respect de la souveraineté d'un Etat et de son territoire, a fait voler en éclats l'intouchable bastion des principes traditionnels des relations internationales entre les Etats. Ces questions humanitaires et de défense des droits de l'homme ont vu également leur prolongement dans la remise en cause de l'immunité accordée aux chefs d'Etat soupçonnés de crimes de guerre ou crimes contre l'humanité. N'est-ce pas non plus sous la pression de l'opinion publique mondiale que fut créée en 2000 la cour pénale internationale ?

« Le XXI^e siècle commence à Seattle », avait dit Edgar Morin dans un article paru dans *Le Monde* du 7 décembre 1999.

Seattle, c'est ce point de départ essentiel, au cours duquel, sans avoir été conscient à l'époque de l'importance de l'évènement, John Casualty fut un des héros de la contestation à la conférence internationale tenue par l'OMC, et dont le but déclaré était d'imposer une réglementation des échanges commerciaux au niveau planétaire. Des ONG du monde entier s'y étaient

retrouvées pour lutter contre cette mondialisation ne visant que le profit des pays les plus riches. Elles avaient réclamé que la loi du commerce soit soumise à des chartes internationales comme la Déclaration des droits de l'homme et à des conventions relatives aux questions sociales, sanitaires et environnementales. Elles avaient exigé que le principe de précaution en matière d'écologie, de santé publique et d'alimentation soit respecté, ainsi que soit maintenue la notion de service public dans les secteurs essentiels de la vie sociale, que sont l'eau, l'éducation, les communications, les transports, et d'autres encore. Elles avaient réclamé, enfin, que l'accaparement des ressources biologiques vitales par les firmes multinationales soit empêché par l'interdiction de tout brevet sur le vivant.

L'espoir est parti de Seattle, où la diversité des ONG présentes, issues aussi bien d'Europe que d'Asie, et leur formidable charivari, ont permis la déroute de l'OMC qui s'est séparée sans avoir pu lancer un nouveau cycle de négociations sur la libéralisation du commerce international.

« Le monde n'est pas une marchandise », avaient dit à juste titre les manifestants, qui avaient trouvé là une formule fédérative pour l'avenir.

CHANT DU CYGNE OU SIGNE DU DESTIN ?

L'Amérique est sous le choc.

En ce début d'automne 2008, l'administration Bush, horrifiée d'avoir dû nationaliser plusieurs banques, vient de décider de faire un exemple en laissant tomber Lehmann brothers.

30.000 milliards de dollars partis en fumée !

Erreur fatale ; la bourse plonge et les gros ennuis commencent.

Le lendemain, Dexia est sauvée par les gouvernements français et belges, et le 3 octobre, finalement, le Congrès américain adopte le plan Paulson, rejeté quatre jours plus tôt, pour un montant de 700 milliards d'euros.

Le 8 octobre, sept banques centrales réduisent conjointement leurs taux directeurs. Le 10, on apprend que l'Islande, au bord de la faillite, nationalise ses trois principales banques et que le G7 va lancer un plan d'action concerté pour sauver le système financier mondial.

Les annonces sauve-qui-peut s'enchaînent rapidement sans interruption.

Le 12 octobre, ce sont les quinze pays membres de la zone euro qui annoncent un plan d'aide au système financier européen avec des centaines de milliards d'euros, avant que le président français, le lendemain, ne dévoile une assistance aux banques de 360 milliards d'euros.

8 jours plus tard, le gouvernement français décide d'injecter directement 10 milliards d'euros dans des établissements bancaires jugés sous-capitalisés.

En l'espace de quelques jours, le FMI se penche sur le malade islandais et lui prête 2 milliards de dollars avant de s'occuper du cas ukrainien, soigné avec 16,5 milliards de dollars, et finalement s'associe avec la Banque mondiale et l'Union européenne pour accorder à la Hongrie un prêt de 20 milliards d'euros.

En un mois, une pluie de chiffres astronomiques s'est abattue sur l'environnement quotidien du contribuable lambda qui s'aperçoit soudain qu'il a été l'objet d'une mascarade insupportable. Il commence à comprendre que, non seulement il a été cocu, mais qu'en plus il va payer la chambre...

Les jours suivants poursuivent la tendance et les annonces de crise confirment l'impuissance des politiques à mettre de l'ordre dans un domaine qui n'en a plus : Plans de relance de l'économie, prêts bancaires à la Serbie, au Pakistan, au Liban, rencontres au sommet pour discuter de la réforme du système financier international, plans d'aide aux constructeurs automobiles...

La peur touche tous les acteurs et fait qu'ils arrêtent progressivement d'investir ou de consommer. Plus il y a de mauvais crédits et plus les banques perdent de l'argent. Et plus les banques perdent de l'argent,

moins elles prêtent. L'économie réelle sombre et s'enroule autour de l'économie financière.

C'est la première fois dans l'histoire que les cinq continents sont frappés en même temps. Pour la première fois, on assiste à une crise financière, une crise immobilière, une crise du crédit, une crise des marchés financiers, une crise du système bancaire et une crise de l'économie réelle...

C'est la débâcle du capitalisme financier, incapable de maîtriser les excès de sa structure bancaire, dont l'accoutumance à un endettement chronique est une véritable bombe à retardement.

Mais comment s'en étonner après vingt années de crises successives et la pratique d'une vaste hypocrisie ignorant délibérément le système ? Vingt ans de croissance mondiale à 5% avec un taux de chômage au plus bas ont imposé l'omerta générale sur des pratiques que tout le monde savait complètement délirantes ; personne n'a voulu siffler la fin d'une partie dont chacun profitait largement.

Aucune leçon des précédents échecs n'a été retenue. Pire, depuis la crise de 1929, les banquiers savent qu'on ne les lâchera plus... L'adrénaline sans le risque, l'opulence ou l'assistance ! Ils tiennent en laisse les Etats, dont certains ont fait l'erreur de tout axer sur la finance, au détriment de l'économie réelle. C'est le cas de l'Angleterre et des Etats Unis.

1987, 1989 - dont le krach au Japon a plongé le pays dans une agonie dont il n'est pas encore complètement sorti - 1997, 1998, 2000, 2001, 2008... sont les anniversaires désabusés d'un système qui n'a que trop duré. Le mythe de l'idéologie néolibérale vole en

éclats et découvre son vrai visage, que la chute du mur de Berlin avait consacré un peu trop tôt.

Cette nouvelle crise, que l'on présente comme étant celle de l'endettement et de la régulation, est en fait la synthèse assez complète de toutes les erreurs et de tous les excès accumulés depuis la mise en place du néolibéralisme dans les années 1980.

La financiarisation des économies se manifeste, depuis les années 1980, par la priorité donnée au capital virtuel sur la formation brute de capital fixe. Les fusions-acquisitions, relativement stables durant tout le XXe siècle, ont connu une explosion sans précédent depuis la fin des années 1990, en particulier dans les domaines de la « nouvelle économie ». Mais ces mouvements volatils de capitaux à la recherche de placements à court terme sont bien, en même temps, des transferts de titre de propriété.

Le *gouvernement d'actionnaires* induit des techniques de management libéral dont on connaît les ravages en termes d'emplois : dictature de la compétence mesurée à l'aune de la seule performance, injonction productive individualisée (le colloque vertical individu-hiérarchie est privilégié par rapport au collectif de travail), le « juste à temps » (just-in-time), et la souffrance au travail. De plus, le management libéral externalise la contrainte en ce sens qu'elle n'est plus le résultat de processus productifs internes (gestion de production), mais fondée sur la dictature du client, des actionnaires et des marchés, eux-mêmes personnifiés.

Les investisseurs disposent d'une arme nouvelle nommée LBO (Leveraged buy-out), qui signifie rachat d'entreprises financé par l'endettement. BO, pour Buy-out, veut dire acheter pour faire sortir de la bourse et L, pour leveraged, signifie levier. Il s'agit donc du rachat d'entreprises avec très peu de fonds propres et une part énorme d'endettement. Et le fait de procéder avec énormément d'endettement produit un effet de levier, ce qui impose de générer beaucoup de cash pour rembourser ces dettes.

Le salarié se retrouve alors au centre d'un chantage ignoble qui bouleverse son organisation du travail pour le plonger dans l'univers des « temps modernes », cette parodie de Charlie Chaplin qui faisait rire par son exagération supposée.

A la fin du XIXe siècle, le Taylorisme découpa le travail en tâches chronométrées avec des ingénieurs qui pensaient et des ouvriers qui exécutaient. Puis survint le Fordisme, qui inventa le travail à la chaîne, tout en augmentant malicieusement le salaire des employés pour stabiliser la main d'œuvre et augmenter le pouvoir d'achat des ouvriers afin de stimuler leur demande en biens de consommation. Enfin, à la fin des années 1970, apparut le Toyotisme pour optimiser la production industrielle. Toyota disait vouloir redonner au facteur humain sa place centrale en demandant à l'ouvrier de trouver lui-même le moyen d'augmenter les cadences... Subtile stratagème dans lequel il était beaucoup plus rentable et performant d'associer le travailleur aux décisions plutôt que l'enfermer dans un système disciplinaire dans le seul but d'améliorer la productivité.

Et ça a marché ! L'ouvrier a adhéré à un système qui l'a broyé : produire plus avec moins de ressources.

La limite, c'était lui ; lui, qui sans le savoir, participait à sa mise à mort !

La constante de cette finance actionnariale était devenue tellement impérative qu'elle exigeait l'ajustement instantané en maintenant immédiatement le profit trimestriel, sans aucune marge de manœuvre.

Le travail est devenu robotisé, organisé au plus près de la machine. Un nouveau terme apparut, le mot japonais *Kaizer*. Il veut dire changement pour un mieux ; il nécessita une réorganisation millimétrée, excluant le gaspillage et identifiant sept gaspillages capitaux, autour desquels une nouvelle organisation vit le jour.

Les cadences et les flux sont devenus infernaux et conduisent désormais un certain nombre d'ouvriers à des conditions proches de celles d'un sportif de haut niveau. Hormis les nombreuses blessures dues à des gestes répétitifs, beaucoup utilisent le dopage pour oublier la souffrance et le stress. La déshumanisation provoquée par l'obsédante chasse aux gains de productivité, appelée à nourrir des rendements à court terme, pousse même aujourd'hui jusqu'au suicide ! Rien n'arrête la monstrueuse dérégulation d'une économie dont l'homme a été exclu. Pourtant, la productivité va forcément atteindre, si ce n'est déjà fait, ses limites, tout comme les athlètes du cent mètres ne pourront indéfiniment faire baisser le chronomètre.

Tout ce dispositif qui part du Toyotisme et qui se développe à travers la performance, le coaching, les nouvelles formes d'organisation du travail, ne repose pas que sur le consentement des gens ordinaires qui se sont

fait séduire et menacer. Il existe, en effet, des leaders de ce système, une véritable pensée idéologique qui se réfère uniquement au pouvoir et à l'argent, et non pas à la culture et à la civilisation. D'énormes moyens sont mis en œuvre pour que notre monde contemporain s'imprègne de ce discours, qui se veut pragmatique. C'est ce que vendent les cabinets conseils et diffuse une abondante littérature où se retrouve cet abrutissant mélange de solutions clef en mains qui ne rencontre plus aucune résistance.

Ce mépris dans lequel est tenu le travail n'est pas nouveau. Il existait déjà à l'Antiquité avec les esclaves, puis avec les serfs sous l'Ancien régime. Mais aujourd'hui il est sans doute dans sa forme suprême, dévasté, tout autant dans les valeurs nécessaires à l'exercice de l'intelligence que dans celles indispensables à l'accomplissement de soi-même, par une manipulation en faveur du patrimoine et des revenus spéculatifs.

Vers quelle forme de civilisation va alors déboucher une telle évolution ?

Du temps du capitalisme à l'ancienne, avant le cauchemar Reagan/Thatcher, pour devenir un leader mondial il fallait réinvestir le surplus patiemment accumulé dans son secteur d'activité privilégié pendant des décennies, et le profit n'était pas considéré comme un objet final.

Le capitalisme actionnarial, lui, a révolutionné tout ça. Le profit est son alpha et son oméga ; il exige des rendements forts et rapides dans des secteurs qu'il n'hésitera pas à quitter sans l'ombre d'un regret pour réinvestir dans d'autres plus rentables. Tous les grands groupes d'aujourd'hui déroulent une panoplie

impressionnante de secteurs qui n'ont plus rien à voir avec la démarche d'un entrepreneur soucieux de préserver un savoir faire et de défendre des emplois.

Dans le cartel des maîtres du monde, la responsabilité des Etat Unis est accablante.

De loin la plus puissante, l'oligarchie nord américaine s'est rapidement soumise l'Etat en le transformant en auxiliaire précieux et efficace de la réalisation de ses intérêts privés. D'abord construite pour affronter l'Union soviétique, sa puissance militaire s'est mise au service du capital financier mondialisé, et son insatiable égoïsme, issu du dogme ultra libéral célébré par les dirigeants de Washington et de Wall Street, imposa ou refusa au monde entier les seules prérogatives qu'elle jugeait opportunes au développement de son idéologie.

Toute idée de solidarité lui est étrangère et transpire dans son incroyable refus de ratifier la convention internationale. C'est ainsi que le plus grand pays démocratique de la planète s'avère incapable de s'opposer à la vente des mines anti-personnel ou d'accorder aux pays pauvres le libre accès aux médicaments contre le sida ; que ce pays dont la constitution repose sur les droits de l'homme s'oppose à la reconnaissance des droits économiques, sociaux et

culturels, et refuse le principe d'une cour pénale et d'une justice internationale, prévoyant pourtant la sanction judiciaire des génocides, crimes contre l'humanité et autres crimes de guerre ; qu'à la veille d'une catastrophe écologique dont il est le principal responsable, cet empire mercantile, aveuglé par son seul confort envahissant, dénie le protocole de Kyoto, qui garantit la réduction graduelle et le contrôle international des émissions de CO² dans l'atmosphère...

Totalement désinhibés et dépourvus de scrupules, les Etats Unis, pays le plus riche au monde, démentent régulièrement des principes élémentaires évidents, dont l'apodictique postulat que l'argent devrait aller des pays riches aux pays pauvres.

Apparemment incapables de vivre dans la limite de leurs moyens, ils empruntent plus d'un milliard de dollars par jour ! Et quand ils prêtent aux pauvres ils ne le font pas gratuitement, bafouant la logique du concept qui voudrait que, en temps que pays riche et donc beaucoup mieux armé, ils prissent en charge les risques liés à la volatilité des taux d'intérêt et des taux de change, et alors même que Wall Street s'enorgueillit de son raffinement financier et de sa virtuosité à transférer les risques ...

Oui, mais dans quel sens ?

Les gouvernements du tiers-monde payent, pour leurs emprunts, des taux d'intérêt cinq à sept fois plus élevés que ceux pratiqués sur les marchés financiers ! Et ils se voient imposer des conditions draconiennes qui les dépouillent de leurs richesses : privatisation et vente aux créanciers des quelques rares entreprises, mines et services publics rentables, ou achats forcés d'armes pour

équiper leurs armées. La dette profite aux compagnies transcontinentales américaines, mais aussi aux membres des classes dominantes autochtones, qui ne représentent les intérêts que d'une infime fraction de leur peuple. Une de ces classes dominantes avait profité de la colonisation pour obtenir des privilèges en servant de relais au maître étranger et en devenant la nouvelle classe dirigeante au départ du colonisateur. Une autre est composée des directeurs et cadres locaux qui financent des personnalités locales ayant à leur solde les principaux généraux et chefs de police pour servir le capital financier étranger.

En fait, le Sud finance le Nord et le Nord domine le Sud par le plus puissant des moyens : le service de la dette (1). Washington profite d'une rente de situation honteuse qui fait que les peuples du Sud se tuent au travail pour financer son propre développement. Les pays pauvres versent annuellement aux pays riches beaucoup plus d'argent qu'ils n'en reçoivent d'eux, sous les diverses formes d'aides qui leur permettent d'avoir bonne conscience. En 2003, l'aide publique au développement fournie par les pays industriels du Nord aux 122 pays du tiers-monde s'est élevée à 54 milliards de dollars. Ce qui apparaît dérisoire au regard des 436 milliards de dollars qui ont été versés, la même année, par les pays pauvres au titre du service de la dette.

(1) Paiement des intérêts et des tranches d'amortissement.

Quand la Federal Reserve a porté les taux d'intérêt américains à des niveaux inouïs, les caisses d'épargnes du pays ont été précipitées dans la faillite, mais ensuite renflouées ; en revanche, l'Amérique latine a non seulement connu la faillite mais dix années de croissance perdues.

Quand la Moldavie, qui était une des régions les plus prospères de l'Union soviétique, a été contrainte de dévaluer, ses emprunts - libellés en dollars et autres devises fortes - ont alors constitué un endettement insupportable car, en 2002, 75% de son budget allait directement au service de la dette extérieure.

Ici réside l'expression même de la violence structurelle qui habite l'actuel ordre du monde. Point n'est besoin d'armes sophistiquées pour asservir et soumettre les peuples, l'Amérique l'a bien compris. La dette fait largement l'affaire pour se substituer insidieusement à l'époque de la colonisation.

Mais l'une des causes fondamentales qui fait l'anémie des pays pauvres et la honte des Etats Unis, est le système de réserve international.

Régulièrement, les pays du monde mettent de côté des réserves financières destinées à les garantir contre toute une gamme de situations d'urgence, et à ce titre, les pays pauvres sont contraints de détenir des sommes importantes, généralement convertie en bons du Trésor américain à faible taux d'intérêt. Les Etats Unis bénéficient là d'un prêt à taux très intéressant de la part des pays en voie de développement, et donc aux dépens des pauvres...Mais comme ces pays, sous la pression des Etats Unis et du FMI, ont levé leurs restrictions sur les

emprunts à l'étranger, l'Amérique profite davantage encore de la situation.

Il faut savoir que lorsqu'une entreprise d'un de ces pays démunis emprunte à une banque américaine, l'Etat dont elle dépend, par mesure prudentielle, augmente sa réserve du montant correspondant afin de rassurer les marchés financiers sur ses capacités à faire face à ses obligations à court terme en dollars. Ce qui fait que le pays en question n'arrive pas à faire décoller sa croissance et qu'il paie aux Etats Unis des intérêts qui s'avèrent largement supérieurs à ceux qu'il perçoit au titre des intérêts sur sa réserve !

Détail croustillant, le système financier permet aux Etats Unis de vivre bien au-dessus de leurs moyens, en entretenant des déficits abyssaux, pendant que leur département du Trésor fait la leçon aux autres nations pour leur expliquer qu'elles doivent impérativement respecter l'équilibre de leurs comptes...

Tous les moyens étant bons pour parvenir à leurs fins – et le contrôle des ressources naturelles, notamment énergétiques, en faisant partie, - l'administration américaine n'hésite pas non plus à s'appuyer sur des courants rétrogrades ou des régimes politique réactionnaires ; ils favorisent ainsi la montée des fondamentalismes religieux et contribuent au développement d'un terrorisme qui sert, en fait, à justifier le renforcement des politiques sécuritaires dans les pays riches. Subtile manœuvre qui vient au secours de décisions inexplicables, dont l'intervention en Irak est sans doute l'exemple le plus frappant.

Curieux pays tout de même que celui qui produit lui-même les dangers qu'il prétend combattre et dont la

richesse, non seulement, a banni toute forme de solidarité
mais profite des pays pauvres pour faire subventionner sa
cupidité !

Tout le monde a vécu de la surconsommation américaine durant les vingt dernières années. Cette surconsommation est devenue l'endettement des banques, puis, avec la crise financière, cet endettement a été transféré aux Etats, qui ne pourront jamais en assumer les garanties en cas de demande massive de remboursement. Le problème, c'est que derrière les Etats, il n'y a personne ! Alors pourquoi nous faire croire que l'on va tout régler en six mois, comme si en donnant de l'argent aux banques, qui ne manqueront pas de refaire les mêmes erreurs, tout allait repartir comme avant...

On a fait tellement d'erreurs collectivement pendant dix ans que l'on va devoir un jour payer l'addition. Beaucoup d'argent a déjà été injecté - l'équivalent de cent plans Marshall ! - et la dette française va atteindre 90% du PIB en 2012 sans que l'on soit certain de l'efficacité de la manœuvre. On a ainsi évité un choc brutal, écartant un risque systémique, mais on aura sans doute quelque chose de plus lent et de plus douloureux.

La dette augmentant, la charge des intérêts va paralyser les Etats ; et on va se retrouver dans la situation

des pays sous-développés, il y a vingt ans de cela, qui passaient la plus grande partie de leur production intérieure brute à payer ces arrérages.

Il ne faut pas se leurrer, il faudra bien un jour passer ces dettes par pertes et profits ! Le tout est de savoir suivant quel calendrier... et avec quelles conséquences.

Le moteur de la croissance économique, avant la crise, était basé sur cet ahurissant délire de la finance ! Alors comment en sortir ?

Comment contrôler les excès du système bancaire ? Comment débarrasser l'économie de son accoutumance à l'endettement ? Comment empêcher que les instincts prédateurs ne se déchaînent à nouveau sur les marchés financiers ?

L'Angleterre et les Etats Unis ne peuvent vivre sans la finance sur laquelle ils ont tout basé. Wall Street représente à elle seule 40% des bénéficiaires américains ! Si demain, des mesures étaient prises, il ne se passerait rien : Les capitaux quitteraient la City de Londres, qui est la première place financière au monde, pour Singapour ou Hong Kong.

On sait bien qu'il y aura toujours de la spéculation ; n'est-elle pas d'ailleurs un facteur favorable générateur de liquidités, au sein d'un système capitaliste, lorsqu'elle se limite à la proportion d'un spéculateur pour dix investisseurs ? Et non, comme c'est le cas aujourd'hui, à dix spéculateurs pour seulement un investisseur. Il faudrait donc revenir à un système bancaire et financier qui s'occupe de l'économie réelle, mais pour cela les dettes sont actuellement beaucoup trop élevées.

Est-ce donc si compliqué d'établir au moins des règles de commerce équitables ? D'établir des préceptes qui encadrent les échanges sans risques de dérapages ou de tricheries, n'offrant pas d'opportunités à des contournements caractérisés ?

Un seul exemple, celui des prix de transfert. Il est éloquent.

Il concerne les entreprises qui possèdent des filiales - c'est-à-dire toutes les grandes sociétés - surtout depuis qu'elles ont compris le bénéfice qu'elles pouvaient en retirer.

Tout produit qui quitte le territoire national est soumis à l'impôt sur les sociétés et s'applique au montant résultant de la différence entre le prix de vente et le prix de fabrication du produit. Si, par exemple, une entreprise installée à Cherbourg vend son produit 50 euros à son client situé à Barcelone, elle paiera un impôt calculé sur les 30 euros de bénéfice résultant des 50 euros du produit de sa vente diminué des 20 euros de son coût de fabrication. Que l'entreprise vende directement à son client ou transite par une de ses filiales à l'étranger, la règle reste la même. Par contre si sa filiale, « par hasard », se trouve dans un paradis fiscal, les comptes ne sont plus tout à fait les mêmes... En effet, l'entreprise cherbourgeoise qui vend son produit à sa filiale de Jersey va s'arranger pour le faire sans aucun bénéfice affiché : les 20 euros du prix de vente vont être égaux aux 20 euros du prix de fabrication, et le fisc français ne pourra percevoir aucun impôt. Et quand la filiale facturera son produit 50 euros à son client barcelonais, les 30 euros de bénéfice ne seront pas taxés non plus puisqu'abrités dans un paradis fiscal !

Ce qui fait qu'aujourd'hui le boucher du centre ville paye plus d'impôts au fisc français qu'une multinationale.

Quel contribuable privé lambda peut accepter une telle mascarade, lui qui a déjà bien du mal à se convaincre que l'acquittement de l'impôt sur le revenu est un acte citoyen ?

Tout le monde, ou presque, s'accorde pour dire que les paradis fiscaux sont un scandale et qu'ils doivent être dénoncés. Mais qui sait qu'au-delà de la dérisoire révélation des caricaturales *listes noires* et *listes grises*, qui n'ont fait que discréditer ceux qui prétendaient les combattre, chaque grand établissement bancaire dissimule derrière sa façade de loyal agent économique au firmament des respectables capitales de la finance une discrète mais rentable filiale dans ces scandaleux éden qu'ils vilipendent officiellement ?

L'idéologie libérale a peut être du plomb dans l'aile. Mais comment sortira-t-on de cette économie Frankenstein, conçue trente ans plus tôt, et qui a accouché d'un monstre qu'elle ne contrôle plus du tout ?

Avec les biens de consommation, affluent le culte de l'argent roi, le mythe de la réussite sociale par la force de la volonté, le règne de la compétition impitoyable sans merci, l'incitation permanente à consommer. C'est le règne de la marchandise, vitrine d'un bonheur prêt à acheter.

Son succès semble complet, et rien ne paraît lui résister.

Une idéologie, porteuse de marchandises et de valeurs, est apparue comme notre seul destin possible : le libéralisme.

Le propre de l'idéologie libérale est de sécréter insidieusement, dans toutes les zones d'influence possibles, une certaine image de la vie. Rien ni personne ne nous oblige à nous y soumettre. Au contraire ! C'est la notion de liberté qui lui est le plus souvent associée. La réalité est bien sûr tout autre et notre environnement regorge d'exemples qui nous démontrent que les valeurs nécessaires à la bonne marche de l'économie libérale ne sont que des leurres.

De quelle liberté s'agit-il pour les sept millions de français qui vivent dans la précarité, ou tout simplement

pour les 30% de ceux qui appartiennent à la classe ouvrière ? Quel sens donner à l'égalité, vidée de tout son sens quand on sait que 20% de la population mondiale consomme 80% des richesses disponibles et que les classes sociales ne font que se reproduire, favorisant toujours les enfants des plus riches ? Que pèsent les droits de l'homme si l'inégalité matérielle vient permettre aux uns ce qu'elle refuse aux autres ? De quels droits s'agit-il quand des familles sont expulsées de leur logement sans qu'on se soucie de leur avenir ?

Le capitalisme est un système économique dont le but est de produire plus d'argent, en réalisant toujours plus de profit, l'accumulation des biens matériels et l'élévation du pouvoir d'achat n'étant, en fait, que des résultats accessoires. Il fonctionne grâce à deux croyances qui assènt que l'intérêt de chacun se transforme en intérêt général et que cette économie est naturelle, donc qu'elle n'a pas de solution de rechange !... Il est vrai que depuis l'écroulement du mur de Berlin et des régimes communistes, le message a fait son chemin...

Plus que jamais, aujourd'hui, la réussite est associée à l'argent, et l'être a disparu au profit de l'avoir qui suffit pour exister. Les gens s'identifient plus au golden boy ou à la star de cinéma ou de télé-réalité qu'au professeur Montagnier ou à Joseph Wresinski. Les jeux d'argent prennent de plus en plus de place à la télévision, et véhiculent l'idée de l'argent facile et tout puissant.

L'idéologie de la réussite tend sans cesse de vastes pièges au citoyen qui disparaît derrière le consommateur.

La publicité fait partie de ces fléaux dévastateurs auxquels même nos enfants n'échappent pas. « La publicité sert moins à lancer un produit qu'à promouvoir la consommation comme style de vie », reconnaissait le philosophe américain Christopher Lasch. La consommation, remède à la solitude de l'être, agitateur d'un narcissisme en proie à un ennui chronique.

« De l'argent roi au culte de soi, par le biais de la marchandise, voilà le portrait de l'homme qui réussit dans la vie ! »

Le discours idéologique qui soutient que la technique est neutre et innocente n'encourage pas les consommateurs à développer la critique des objets qui leur sont proposés, mais, au contraire, les incite à les posséder sans se rendre compte qu'ils ont modifié leurs comportements. La technique, devenue une norme, une sorte de critère au nom duquel on juge le comportement des individus, occupe aujourd'hui le rôle de la morale autrefois... Et, tout aussi inquiétant, n'offre plus le choix au consommateur de se contenter du degré de technicité qui lui serait le plus adapté.

De l'idéologie de la technique à la dérive technocratique, il n'y a qu'un pas que nos experts en tout genre ont largement franchi. Au-delà de l'univers technique qui a transformé nos modes de vie, la technocratie s'est mise en place dans les sphères du pouvoir et nous a imposé sa science infuse : l'amiante, le sang contaminé, la vache folle, les OGM sont là quelques exemples marquants de techniques qui nous furent imposées par de brillants diplômés, au seul nom du profit sans jamais tenir compte du bien public. Que dire, dans le même ordre d'idée, de l'absence de débat sur le

nucléaire, servant les intérêts financiers et le discours du technocrate, et qu'en sera-t-il demain de nos centres-villes couverts de caméras de surveillance, au nom de la sacro-sainte sécurité ?

La technique n'est pas innocente et rapporte gros !

Mais que dire de ceux qui ne trouvent aucune spiritualité dans ce monde et en viennent à se réfugier dans la drogue ou à se faire embrigader dans des sectes parce que la technique n'a pas tenu ses promesses qui étaient de nous rendre la vie meilleure ? Qu'elle n'est pas neutre, encore une fois, et qu'elle n'est surtout pas le seul développement possible des sociétés, dont l'idée de progrès technique masque la régression des valeurs humaines.

Le caractère fatal du libéralisme doit être démasqué sans cesse et sans répit. Le chômage, gangrène de nos sociétés, n'est qu'un choix du capitalisme acceptant l'exclusion qui, non seulement permet les délocalisations, mais de plus accroît les bénéfices des entreprises. Quant à la démocratie, elle-même, valeur reconnue partout et conquête incontestable de la légitimité du pouvoir, n'est-elle pas, en fait, un alibi permettant à certains intérêts de s'installer plus facilement, bien cachés derrière sa confortable vitrine ?

L'erreur fondamentale a été de réduire les activités humaines à la production et à la consommation des biens capables de satisfaire les besoins de notre organisme sans jamais tenir compte des autres besoins, non chiffrables mais tout aussi essentiels au bonheur.

Les progrès techniques et l'évolution sociale ont bouleversé de fond en comble la répartition des besoins

des hommes et la nature des moyens nécessaires pour les satisfaire. Tous les équilibres furent rompus à la fin de l'âge d'or de l'économie, pendant laquelle la quasi-totalité de la population était parvenue à satisfaire ses besoins vitaux. Un transfert de l'activité des biens matériels vers les biens immatériels est intervenu, constituant une véritable révolution, et nous aurions dû nous réjouir d'avoir fait d'une malédiction divine - nous obligeant à consacrer notre vie à assurer notre survie - une réalisation collective permettant de satisfaire des besoins autres que ceux de notre organisme. Jamais ne s'était produite une révolution plus riche de promesses, et nous aurions pu vivre cette période comme une des phases les plus glorieuses de l'aventure humaine.

Hélas, notre économie s'est résolue à n'attribuer de valeur qu'à une certaine catégorie de biens, dits de « marché », ceux là mêmes qui rentrent dans un processus d'échange bien défini et dont la valeur peut s'exprimer au moyen d'une étiquette convertible en pièces de monnaie sonnantes et trébuchantes. Aucune valeur, aucune prise en compte d'un sourire ou d'une main tendue d'un être humain à son prochain en détresse... Seule concession, non négligeable, mise en œuvre dans nos sociétés les plus avancées, l'accès gratuit ou subventionné à certains services attribués en fonction des besoins de chacun et non en fonction de l'intérêt du producteur désireux d'en retirer un profit immédiat.

Il est communément admis que plus une société s'éloigne de la barbarie, plus elle fait de place aux satisfactions non directement liées aux besoins de l'organisme et plus elle participe à l'épanouissement de l'homme.

Que dire donc d'un monde marchand qui brade ses services publics aux appétits voraces d'une industrie carnassière, et dont la contagion du profit contraint ses fonctions régaliennes à adopter une gestion régie sur le mode comptable ?

Quelles intentions obscures se cachent derrière la mise en place d'une telle idéologie ? Comment l'inconscience et le cynisme de deux cerveaux malades ont-ils pu, dans les années 1980, préparer une telle catastrophe et pourquoi le processus semble-t-il irréversible ?

En Amérique, se produit l'impensable en ce jeudi 4 novembre 2008.

Des Blancs et des Noirs tentent d'attraper par la manche un nouveau président de 46 ans, issu d'un rêve américain hybride et futuriste : l'enfant d'un Afro-Américain et d'une femme blanche du Midwest, élevé à Hawaï et en Indonésie, dont le prénom arabe, Barack, signifie « béni » !

Géant de la méritocratie, activiste héroïque de Chicago et avocat chevronné sorti de Harvard, il a, de sa fascinante voix de baryton, ressuscité en quelques mois le mythe Kennedy, en brassant les symboles américains et les bons sentiments enfouis par huit années de *Busherie*. Il attire les foules, conforte les espoirs et voit plus loin que les droits civiques.

Déjà en octobre 2002, dans l'anonymat le plus complet, ce charismatique tribun avait eu le culot de militer contre la guerre en Irak, ce qui avait dénoté, dans le climat d'unanimité patriotique autour du drapeau américain et de son président depuis le 11 septembre 2001, un courage et une lucidité exemplaires. Puis, il avait fait sensation devant la convention démocrate de

Boston, en juillet 2004, en continuant d'affirmer des valeurs anachroniques à l'environnement manipulé par le diabolique illuminé que ce début de XXI^e siècle avait choisi d'imposer à la face du monde, inquiet.

Son discours, dénonçant les inégalités et la haine, avait décrit avec une réelle objectivité et une profonde équanimité l'histoire des relations interraciales aux Etats Unis. Sa popularité, partie de rien, il y a quelques mois, avait gagné rapidement les couches de la population.

Favorable au droit à l'avortement, il était contre toutes les dispositions législatives ou constitutionnelles visant à prohiber les mariages gays et souhaitait étendre les droits et avantages matrimoniaux aux personnes de même sexe. En matière sociale, il préconisait une réforme du système de santé américain permettant la mise en place, au niveau fédéral, d'une « assurance santé universelle ». Dans le domaine économique, il évoquait une hausse du salaire minimum qu'il souhaitait voir indexé sur l'inflation, et promettait des baisses d'impôts massives pour les personnes aux revenus les moins favorisés. Pour lutter contre le réchauffement climatique, il proposait d'augmenter le prix de l'électricité, d'investir dans les biocarburants, les énergies alternatives et se déclarait favorable à l'instauration d'un marché du CO², c'est-à-dire un dispositif qui obligerait les entreprises polluantes à racheter un « droit à polluer » auprès d'entreprises non polluantes.

Au niveau international, il affichait une rupture sans pareille avec la politique en place, souhaitant tendre la main à ceux que Bush avaient placés sur son axe du mal, et en relançant le dialogue avec les nations qui n'avaient pas été forcées sur la même ligne politique

que celle suivie par les Etats Unis. Il citait l'Iran, notamment, avec qui il envisageait un dialogue « sans conditions préalables ». Il souhaitait également réformer les Nations Unies, en donnant davantage de pouvoir aux puissances émergentes, comme le Brésil, l'Inde, le Nigéria, ou l'Afrique du Sud, en autres.

Et puis, il entendait soigner un véritable symbole : la fermeture du camp de détention de Guantánamo...

Jusqu'à ce que débute la campagne présidentielle aux Etats Unis, personne, outre-Atlantique, n'avait entendu parler de ce phénomène politique, à contre courant des valeurs véhiculées dans son pays et dont la couleur de peau n'avait curieusement pas hypothéqué l'influence.

« Dans cette élection, nous pouvons venir tous ensemble et dire d'une même voix : Pas cette fois... »

« Cette fois, nous voulons parler des écoles délabrées qui sont en train de voler l'avenir de nos enfants noirs et des enfants blancs, et celui des enfants asiatiques et des enfants hispaniques, et celui des enfants des peuples premiers des Etats Unis. »

« Cette fois, nous voulons rejeter le cynisme qui nous dit que ces enfants ne peuvent pas apprendre ; et que les enfants qui ne nous ressemblent pas sont le problème de quelqu'un d'autre... Les enfants d'Amérique ne sont pas n'importe quels enfants, ils sont nos enfants, et nous ne les laisserons pas se faire distancer dans l'économie du XXI^e siècle. Pas cette fois. »

« Cette fois, nous voulons parler de la façon dont les files d'attente à la salle des urgences sont pleines de blancs et de noirs et d'hispaniques qui n'ont pas accès

aux services de santé, et qui n'ont pas le pouvoir avec leurs propres forces de surmonter les intérêts particuliers en place à Washington, mais ils pourront y parvenir si nous le faisons ensemble. »

« Cette fois, nous voulons parler des usines fermées qui naguère ont permis une vie décente aux hommes et aux femmes de toutes races, et des maisons à vendre qui autrefois appartenaient aux Américains de toutes les religions, de toutes les régions, de toutes les couches de la société. »

« Cette fois, nous voulons parler du fait que le véritable problème n'est pas que quelqu'un ne vous ressemblant pas puisse prendre votre travail, c'est que la société pour laquelle vous travaillez aille exporter votre travail au-delà des mers pour améliorer ses profits. »

« Cette fois, nous voulons parler des hommes et des femmes de toutes les couleurs et de toutes les religions qui servent ensemble, et combattent ensemble, et donnent leur sang avec fierté pour le même drapeau. Nous voulons parler de la manière de les ramener à la maison, loin d'une guerre qui n'aurait jamais dû être autorisée ni financée, et nous voulons parler de la façon dont nous allons montrer notre patriotisme en prenant soin d'eux et de leur famille, et en leur garantissant les avantages auxquels ils ont droit. »

« Je ne serais pas candidat à la présidence si je ne croyais pas de tout mon cœur que c'est ce que la grande majorité des Américains veulent pour ce pays. »

« Cette union ne sera peut être jamais parfaite, mais, génération après génération, elle a montré qu'il est toujours possible de la perfectionner. Et, aujourd'hui, chaque fois que je me mets à douter ou à devenir cynique

en considérant cette perspective, ce qui me donne le plus d'espoir c'est la prochaine génération de jeunes dont les attitudes et les croyances et l'ouverture au changement ont déjà fait de cette élection un évènement historique ».

En quelques mois de campagne, ce beau mec aux allures de collégien réussit à incarner une génération et à brouiller les pistes de la politique américaine.

Son discours d'unité et de refus des divisions sut séduire au-delà des générations et des clivages politiques et sociaux. A gauche, la participation des jeunes fut si conséquente dans certains Etats qu'elle évoqua un véritable soulèvement contre la politique à l'ancienne ; quant à ses adversaires, ils s'inquiétèrent plus de l'impact de ses allocutions sur les Républicains modérés que de trouver en John Mac Cain un opposant à sa mesure. Les Noirs, au début tentés par le vote Clinton, jugé utile, ont rapidement cru en lui et s'y sont ralliés massivement, et même les femmes, pourtant représentées, ont plus voté pour lui dans l'Iowa que pour Hilary !...

Le 27 août 2008, Barack Hussein Obama était officiellement investi. Plus de vingt ans après Jesse Jackson, trois fois candidat à l'investiture démocrate, il était le premier Noir intronisé pour la présidentielle par un parti majeur.

Positionné comme le candidat du changement, il occupa parfaitement le terrain d'un électorat souhaitant vivement tourner la page, tant il incarnait parfaitement cette aspiration profonde. Mais la grande originalité de sa campagne fut d'avoir su quitter la sphère stricte de la politique, rationnelle et rejetée par beaucoup d'électeurs, pour mobiliser une sorte de communauté autour de son nom, et basée sur l'émotion. Son équipe fit alors preuve

d'une maîtrise si totale qu'elle put échapper au piège d'une telle campagne charismatique, dans laquelle elle risquait d'être rapidement confrontée au clivage des « fans » et des « anti ». Le coup de génie fut de sortir de la lutte prévisible entre les adeptes du gourou et les ennemis de l'hyper personnalisation en basculant vers un nouveau modèle de campagne inédit : la campagne de cause, de type caritatif. La personnalité d'Obama s'est effacée derrière la cause du changement et est passée du vote Obama au vote pour le changement. Le secret du succès est sans doute dans l'appropriation des électeurs qui sont alors devenus les acteurs de la rénovation.

Barack Obama est le premier métis issu d'une union entre un Afro-Américain et une blanche à être président des Etats Unis, événement considéré par beaucoup comme historique et qui concrétise en partie le rêve de Martin Luther King.

Comme en écho à la crise sans précédent que connaît le monde, la communauté internationale, pour la première fois, en ce 8 novembre 2008, se prend soudain à rêver : *Yes, we can...*

Mais que peut-il au juste le nouveau président américain, dont les actes vont devoir suivre les discours depuis le 20 janvier 2009, date de son entrée officielle à la Maison blanche ?

Lui qui, haï de Wall Street, plein de bonne volonté et animé des meilleurs sentiments, a déjà dessiné les contours d'un capitalisme différent, en rupture profonde avec celui de Reagan, Clinton et Bush ; un capitalisme où le sort des salariés est pris en compte, un capitalisme où l'Etat lutte contre le surendettement des ménages et les taux usuraires, un capitalisme où l'on défend le consommateur contre les pratiques prédatrices du crédit sauvage, un capitalisme où la puissance publique s'autorise à intervenir, s'il le faut, dans la gestion des grandes entreprises.

Neuf mois après sa prise de fonction, les banques rejouent la même partition qu'avant le début de la crise. Elles remboursent les milliards que l'Etat leur a avancés, et avec lesquels elles ont spéculé au lieu d'alimenter les entreprises agonisantes, pour redistribuer, dans des bonus faramineux, une partie des indécents bénéfices qu'elles ont réalisés. 437 milliards de dollars, c'est le montant des

bénéfices réalisés par les banques américaines ! Grâce aux deniers publics, elles s'apprêtent à verser à leurs *traders* des sommes qui seront cinq fois supérieures à l'argent dépensé au titre de l'aide alimentaire mondiale, dont dépend un milliard de pauvres !

Rien n'a changé ! Une nouvelle bulle est en train de se former. Et pourtant, il y a un an, l'économie mondiale a failli exploser.

C'est ça le monde qu'il découvre le nouveau président des Etats Unis. Bien loin de son premier discours, vilipendant le capitalisme financier, il réalise au contact des réalités que son pays respire avec l'oxygène que lui fournissent ses banquiers...

La dette est colossale.

Depuis un certain temps déjà, la grande majorité de la population voyait ses revenus stagner ou diminuer et, seuls, les 5% les plus riches avaient vu leur pouvoir d'achat se consolider. Normalement, quand une si petite part de la population accapare l'essentiel des richesses produites et que l'on ne donne pas les moyens de vivre au plus grand nombre, la croissance devrait s'arrêter faute de consommation : Les riches ne vont pas manger quinze fois par jour ou vivre dans plusieurs maisons à la fois plus de 24 heures par jour ! Sans parler des biens de consommation ordinaires qu'ils n'utilisent jamais.

C'est donc uniquement en poussant les salariés à s'endetter que le libéralisme peut poursuivre sa trajectoire...

Barack Obama découvre amèrement que le néolibéralisme a structurellement besoin d'un endettement toujours croissant pour prospérer, et constate

que jusqu'à Ronald Reagan, la dette rapportée au PIB était parfaitement stable.

Dettes et faim constituent un cycle meurtrier apparemment sans issue, initié et entretenu par les oligarchies capitalistes qui en sont les affameurs et les spéculateurs. La main homicide du monopoleur frappe sans état d'âme et nous assistons, impuissants, à la re-féodalisation du monde. Et ce nouveau pouvoir fédéral a pris le visage des sociétés transcontinentales privées.

Nous subissons l'offensive la plus effroyable que personne n'avait pu imaginer dans les clameurs du nouveau millénaire. Les seigneurs de la guerre économique ont mis en coupe réglée la planète. Ils attaquent les Etats et leur pouvoir normatif, ils contestent la souveraineté populaire, ils subvertissent la démocratie, ils ravagent la nature et détruisent les hommes et leurs libertés. Ils contestent radicalement le droit de l'homme à la recherche du bonheur.

Le système a même atteint son paroxysme et les pratiques se diluent dans la perversion. Alors que partout les bénéfiques explosent, les entreprises en viennent à s'endetter massivement ! Cet endettement ne vise bien évidemment pas à accroître les investissements, mais seulement à améliorer artificiellement la rentabilité des capitaux propres. En effet, en augmentant la dette au lieu d'augmenter les fonds propres, c'est-à-dire en puisant dans les bénéfiques, les dirigeants d'entreprises peuvent présenter aux actionnaires et aux agences de notation des ratios beaucoup plus flatteurs. La rentabilité réelle ne change évidemment pas d'un iota, mais le ratio bénéfiques distribués/fonds propres - parangon vénéré de la vitrine

des affairistes - améliore sensiblement le coefficient d'attractivité...

Dans ce monde de faussaires, rien n'est trop. Et Kafka n'en renierait pas l'absurdité : ces mêmes entreprises, gavées à l'extrême, s'endettent aussi pour racheter... leurs propres actions. Pourquoi ? Parce le nombre d'actions diminuant, le bénéfice par action, va augmenter virtuellement. Les actionnaires, dupés, sont contents et l'équipe dirigeante est confortée, ainsi que les comptes en banque des membres du comité de direction dont chacun voit ses stock-options augmenter...

Quand l'absurdité rejoint la cupidité...

La marchandisation généralisée des mots et des choses, des corps et des esprits, de la nature et de la culture provoque une aggravation des inégalités qui laisse la moitié de l'humanité vivre avec **moins de deux euros** par jour !

Il suffirait pourtant, selon les Nations Unies, pour que la population mondiale puisse accéder aux besoins de base, que sont la nourriture, l'eau potable, la santé et l'éducation, de prélever sur **les 225 plus grosses fortunes du globe moins de 4% de la richesse accumulée !...**

John Cassualty, après avoir tout perdu, s'est donné la mort, un triste soir de janvier 2009 ; Mike Greed, lui, est revenu en France où il peut bénéficier des associations caritatives, qui ne sauront jamais qu'elles entretiennent un des pires ennemis du système qu'elles défendent ; quant à Pascal Meyeur, il n'arrive pas à se convaincre qu'il est temps pour lui de laisser une place qu'il ne pourra bientôt plus sauver. Il croit encore que le

caritatif échappe à la bassesse humaine... Par contre, il sait que l'on ne moralisera pas le capitalisme qui porte en lui les gènes d'une impossible éthique, et confie, en privé, que la crise ne finira qu'avec le début de la violence...

Si Ronald Reagan a quitté paisiblement un monde auquel il n'a pas eu à rendre de compte, Margaret Thatcher, elle, coule des jours heureux avec le bénéfice d'une retraite que beaucoup de ses contemporains ne peuvent même pas imaginer...

Le 11 septembre 2001 avait été un avertissement.

Le 15 septembre 2008 annonçait la fin d'une hégémonie et d'un système qui montrait ses limites.

Qui peut croire aujourd'hui que le 20 janvier 2009 put être l'amorce de la mise en œuvre d'une gouvernance mondiale d'un tout autre type ?

REMERCIEMENTS

Un grand merci à Jean ZIEGLER, Joseph STIGLITZ, Noam CHOMSKY et ATTAC qui m'ont permis, à travers leurs différents ouvrages, de construire ce récit que mon imagination et mes connaissances n'auraient pas suffi à rendre crédible.

L'auteur

Achévé d'imprimer sur les Presses de
l'Imprimerie Moderne de Bayeux
ZI, 7, rue de la Résistance – 14400 Bayeux
Dépôt légal : 36072 – Février 2011

ISBN : 979-10-90218-00-0
AEF 0002

Imprimé en France